

CONSEIL METROPOLITAIN DU  
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre  
2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre  
GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/11/269

PLAN LOGEMENT D'ABORD  
2 - AUTORISATION DE  
SIGNER LA CONVENTION  
PLURIANNUELLE  
D'OBJECTIFS AVEC L'ETAT

**PRESENTS :**

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENT :**

Mme Sandra TORRES.

## **Séance Publique du 29 novembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/11/269**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - AUTORISATION DE  
SIGNER LA CONVENTION PLURIANNUELLE  
D'OBJECTIFS AVEC L'ETAT**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « Plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 « Plan Logement d'Abord 2 » conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027,

**VU** l'avis de la Commission Politique de la ville et Habitat en date du 6 novembre 2024,

**CONSIDERANT** que le Plan pour le Logement d'Abord permet de lutter contre le sans-abrisme et propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile, qu'il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'habitat et de solidarités la Métropole, Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan métropolitain « Plan Logement d'Abord » (LDA) et de ses actions,

**CONSIDERANT** que la Métropole a souhaité s'engager dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord »,

**CONSIDERANT** que l'engagement de la Métropole pour le déploiement du Plan LDA 1 dans le cadre de la convention pluriannuelle 2021-2023 et de ses avenants 1 et 2 pour les années 2022-2023 et 2023-2024 passés avec l'Etat qui concernaient les engagements et les financements sur le territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** que ces trois années de contractualisation ont permis à la Métropole et aux partenaires d'installer une dynamique au travers des 16 actions mises en œuvre dans le cadre de ce Plan LDA 1,

**CONSIDERANT** que la Métropole souhaite poursuivre son engagement et ses actions en la matière,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du Plan Logement d'Abord 2, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de la santé, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain les financements nécessaires à la mise en œuvre de ce plan, après en avoir validé le contenu et les engagements réciproques, par une subvention à la Métropole du montant prévisionnel de 370 500€ sur la période 2024-2025,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat, visant à coordonner et mettre en œuvre le plan métropolitain « Plan Logement d'Abord 2 »,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou son représentant à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 « Plan Logement d'Abord 2 », avec l'Etat et de prendre tout acte et signer tout document afférant à cette convention.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits reçus au titre de la participation de l'Etat pour un montant prévisionnel de 370 500 € pour la période 2024-2025 seront imputés à l'opération budgétaire 5219 « logement et solidarité » fonction 552 article 65748.1.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

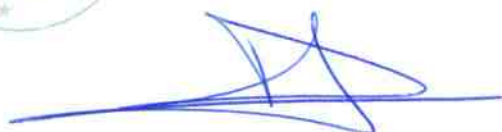
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

Le secrétaire de séance

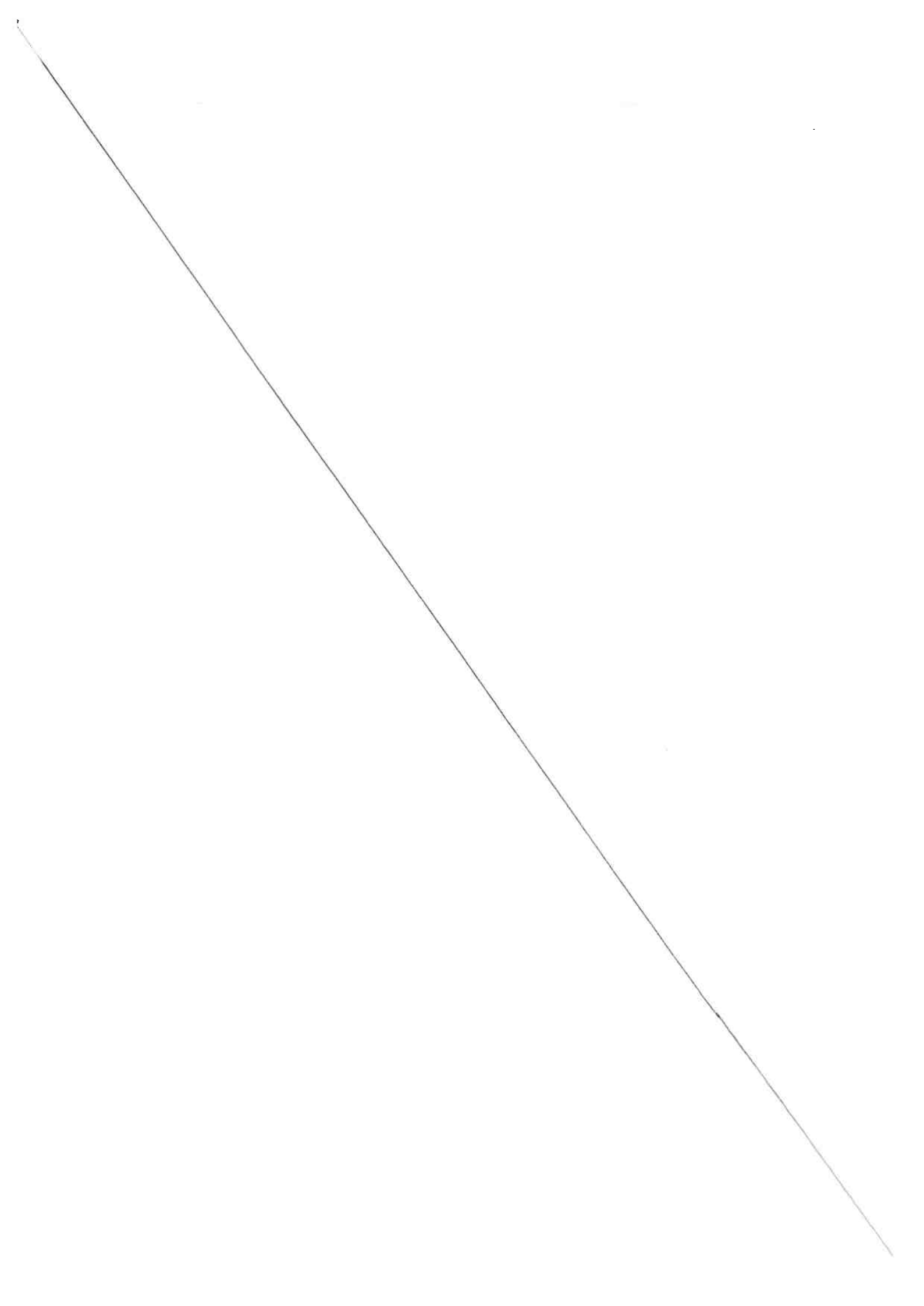


POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Jean-David MARION,  
Monsieur Amaury NAVARRANNE.



## CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2024-2027

### PLAN LOGEMENT D'ABORD 2

#### CONCLUE AVEC LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

#### retenue dans le cadre de l'AMI 2

#### « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord »

Entre

**L'État**, représenté par Philippe MAHE, Préfet du département du Var, d'une part,

Et

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président, et désigné ci-après par les termes « La Métropole Toulon Provence Méditerranée », d'autre part,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 29 novembre 2024,

Il est convenu ce qui suit :

#### PRÉAMBULE

Le plan pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme propose une **réforme structurelle** de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Les **publics** visés par le plan sont les personnes sans-domicile au sens de l'INSEE ainsi que les personnes en difficultés d'accès ou de maintien dans le logement pouvant mener à des ruptures du parcours résidentiel (expulsions locatives, sorties d'institutions, troubles psychiques...).

De nombreuses expérimentations outre-Atlantique et en Europe ont montré que l'approche Logement d'Abord permet une prise en charge plus digne, plus efficace et globalement moins coûteuse du sans-abrisme. En ce sens, le plan Logement d'Abord a pour objectif une **baisse significative du nombre de personnes sans-domicile** sur les cinq ans. Celle-ci implique de privilégier le développement de solutions pérennes de retour au logement, plutôt que la multiplication de réponses d'hébergement de court terme.

Le plan propose un changement de logique et vise à réorienter rapidement et durablement les personnes sans domicile de l'hébergement vers le logement, grâce à un **accompagnement adapté, modulable et pluridisciplinaire**. En accélérant l'accès au logement des personnes à la rue et hébergées, le plan Logement d'Abord entend **fluidifier** l'hébergement d'urgence afin de lui permettre de retrouver sa vocation première d'accueil inconditionnel pour les personnes en situation de grande détresse.

De plus, le plan Logement d'Abord implique des **évolutions structurelles et organisationnelles** des dispositifs existants et des **pratiques professionnelles** complémentaires à la **production de logements abordables**. L'optimisation et la réorientation des dispositifs de droit commun dans le champ de l'hébergement et l'accès au logement sera un enjeu important, en particulier sur le volet de l'accompagnement social. Les plans quinquennaux s'inscrivent dans la dynamique à l'œuvre sur le terrain depuis une quinzaine d'années, et l'approfondissent en donnant un **cadre d'action partagé** dont les territoires pourront s'emparer pour structurer leurs politiques.

Ce cadre d'action s'articule autour de **cinq priorités** :

1. Produire et mobiliser plus de logements abordables et adaptés aux besoins des personnes sans-abri et mal logées.
2. Promouvoir et accélérer l'accès au logement et faciliter la mobilité résidentielle des personnes défavorisées.
3. Mieux accompagner les personnes sans domicile et favoriser le maintien dans le logement.
4. Prévenir les ruptures dans les parcours résidentiels et recentrer l'hébergement d'urgence sur ses missions de réponse immédiate et inconditionnelle.
5. Mobiliser les acteurs et les territoires pour mettre en œuvre le principe du Logement d'Abord.

Les deux appels à manifestation d'intérêt (AMI) du plan visent la désignation de territoires de mise en œuvre accélérée du plan pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme. Les collectivités retenues dans le cadre de ces AMI mettent en place des plans d'actions territoriaux dans le cadre du plan national et en organisent la coordination et le suivi. Appuyées par les services de l'Etat et accompagnées d'un réseau de partenaires



locaux, les collectivités visent une baisse significative du sans-abrisme sur leur territoire grâce à une utilisation optimisée des dispositifs existants et des moyens dédiés alloués dans le cadre de la présente convention.

La présente convention fait suite à la convention pluriannuelle 2021-2023 et aux avenants 1 et 2 pour les années « 2022-2023 » et « 2023-2024 » qui concernaient les engagements et les financements pour le déploiement du plan LDA 1 sur le territoire métropolitain.

Les trois années de contractualisation ont permis à la Métropole et aux partenaires d'installer une dynamique, au travers des seize actions. La Métropole a mis en œuvre un plan d'actions répondant aux priorités du premier plan Logement d'Abord.

Grâce à ce travail partenarial, institutionnel et opérationnel, le territoire a déployé de nouveaux outils de connaissances, a optimisé ses moyens et développé des actions spécifiques à destination des publics cibles à l'intérieur de 3 axes :

- ➡ Axe 1 : observation - coordination - formation
- ➡ Axe 2 : sécurisation - fluidité des parcours résidentiels
- ➡ Axe 3 : aller vers l'accompagnement multithématique

Après évaluation des 16 actions, le territoire capitalise sur son expertise en poursuivant certaines actions et en en déployant de nouvelles dans le cadre du Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2).

Le bilan du plan LDA 1 et la présentation du projet LDA 2 sont annexés à la présente convention, sous le titre : « *Rapport d'exécution des conventions Etat/ collectivités dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord 2021-2024 -AMI2 : Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)* ». Concernant le projet LDA 2, se référer à la partie 4 du rapport, intitulée : « *4.Perspectives : nouvelle feuille de route 2024-2027* ».

Le second Plan Logement d'Abord métropolitain tient compte des orientations nationales en termes d'insertion durable dans le logement, dans l'emploi et dans l'accès à la santé et la santé mentale.

La nouvelle convention formalise les objectifs et engagements pluriannuels de la Métropole et de l'Etat pour la période 2024-2027 dans le cadre du Plan Logement d'Abord 2.

Cette convention vise ainsi à apporter un soutien financier à la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui s'engage à renforcer ses politiques en matière d'insertion par le logement des ménages en situation de rupture du parcours résidentiel et/ou sans-domicile.

Cette convention vise à définir des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions conjointes.

Elle fixe l'engagement de l'État et de la Métropole sur la stratégie du plan LDA 2024-2027 avec un engagement financier pour 2024-2025. Les engagements financiers de 2026 et 2027 seront formalisés dans le cadre d'avenants annuels suite aux dialogues de gestion.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le Préfet de département et le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissent une stratégie territoriale en identifiant des priorités conjointes en matière de mise en œuvre du plan Logement d'Abord avec des objectifs partagés de résultats et de moyens, et les actions et mesures qui seront mises en œuvre afin de réduire significativement les ruptures dans le parcours résidentiel et les situations de sans-abrisme.

Ces priorités communes définies dans le cadre de la stratégie territoriale du plan Logement d'Abord sont déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et, de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à mettre en œuvre des actions nouvelles ou à renforcer des actions existantes, en association étroite avec l'Etat et l'ensemble de ses partenaires, afin de répondre à des priorités nationales, mais aussi à des priorités locales.

Cette convention fixe également l'engagement de l'Etat et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le plan financier.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET DE L'ETAT**

L'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'accordent sur des engagements de progrès qui constituent le socle commun d'objectifs de la présente convention.

### **2.1 Stratégie territoriale fixée autour d'un socle commun d'objectifs**

Le plan d'action partenarial métropolitain «logement d'abord et lutte contre le sans-abrisme» s'articule autour des trois axes du plan national pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2023-2027):

- ➡ Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité

- ➡ Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- ➡ Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal en juin 2024 et soutenu par les services de l'État.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

- La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
- L'interconnaissance et la connaissance
- L'efficience de l'accompagnement global
- Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
- Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels mais aussi associatifs, et s'appuient sur un partenariat en articulation avec le Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées sur des fiches actions (FA), annexées à la présente convention, dans le dossier « *Rapport d'exécution* » (bilan du plan LDA 1 et prospective du plan LDA 2) précédemment mentionné.

Certaines actions listées dans les orientations du plan sont en cours de réflexion avec les partenaires institutionnels et opérationnels. Elles pourront être déployées à partir de 2026 ou 2027.

## **2.2. Actions d'appui à la mise en œuvre de la stratégie territoriale bénéficiant d'un soutien financier spécifique de l'Etat**

L'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) reposait sur le principe de co-financement et d'engagements conjoints de l'Etat et de la Métropole.

Le Préfet présente dans le cadre de cette convention les modalités de son soutien à la mise en œuvre de ces engagements de progrès du territoire. Les crédits délégués par l'Etat s'inscrivent dans une dynamique partagée au niveau local afin de permettre un effet levier pour la réduction du sans-abrisme.

Les actions éligibles sur le programme 177 au titre de la convention de subvention sont les suivantes :

- La création d'un **poste dédié** de coordinateur et animateur de l'élaboration et de la mise en œuvre de la feuille de route, cofinancé à 50% par l'Etat et à 50% par le territoire. Selon les territoires et leurs besoins, ce poste pourra créer une dynamique ou renforcer l'existant (coordinateur PDALHPD par exemple).
- L'**ingénierie du projet** de territoire, et le montage d'**initiatives innovantes**, notamment en termes d'accompagnement (expérimentations, outils ou dispositifs complétant ou améliorant l'efficacité des mesures de droit commun...).
- Des **mesures d'intervention sociale** qui visent à expérimenter des modalités d'action ou d'organisation nouvelles et dont l'efficacité sera systématiquement évaluée. Ces mesures doivent contribuer directement à l'accélération ou l'augmentation de l'accès au logement des ménages sans domicile ou au maintien dans le logement des ménages en risque de rupture.
- Le **développement de l'observation sociale**, sur les volets quantitatifs et qualitatifs par exemple par le financement d'une enquête quantitative et qualitative qui permettra d'établir l'état initial du projet, de comptages annuels ou encore de protocoles de collecte et de partage de données à des fins opérationnelles. L'observation sociale se fondera notamment sur l'utilisation du SI-SIAO.
- **Le suivi et l'évaluation** de la démarche : les territoires devront définir des objectifs et modalités de suivi de la mise en œuvre de leur feuille de route, afin de rendre compte à des échéances régulières des résultats de la politique du Logement d'Abord localement. Des outils partagés pourront être développés.
- **Communication** : les territoires mettront en place un plan de communication interne et externe sur les réalisations locales en matière de Logement d'Abord.

## **2.3. Financement**

### **2.3.1. Financement : convention cadre pluriannuelle et avenants annuels**

Pour rappel, le soutien financier de l'État aux actions développées sur la collectivité, au titre des années 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, dans le cadre du plan Logement d'Abord 1, s'élevait à 845 000 €, dont un report de 35 000 € à consommer sur le Plan LDA 2.

Au titre de l'année 2024-2025, le soutien de l'Etat s'élève à un montant maximal de 405 500€ dont 35 000€ de reliquat. **Ceci porte la subvention versée au titre de 2024-2025 au montant ferme et maximal de 370 500€ (trois cent soixante-dix mille cinq cent euros).**

Le montant de la subvention correspond au financement des actions présentées à l'article 2.1. *Stratégie territoriale fixée autour d'un socle commun d'objectifs.*

**Il sera versé dans sa totalité à la signature de la présente convention.**

**Pour les années 2026 et 2027 , il sera défini par avenant à la présente convention.**

La collectivité s'engage pour toute la durée de la convention à inscrire des crédits au titre des actions prévues dans le plan d'action.

#### 2.3.2. Versement des crédits Etat

**Au titre de 2024-2025, le montant ferme et maximal de la subvention versée est de 370 500€ (trois cent soixante-dix mille cinq cent euros).**

L'Etat verse la dotation due à la collectivité, au regard de la convention entre le Préfet du département et le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée signée au plus tard le 15 décembre 2024.

Pour les années suivantes : la contribution de l'Etat pour les années 2026 et 2027 est soumise à une évaluation de l'avancement et des résultats réalisés à l'issue du premier semestre de l'année en cours, au niveau territorial et avec la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal).

Le montant de la subvention sera défini par avenant à la présente convention.

La contribution financière de l'Etat est applicable sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

#### 2.4. Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par la collectivité et l'Etat sur une base annuelle.

Le suivi de la convention est assuré dans le cadre d'une instance de suivi, associant *a minima* les services déconcentrés de l'Etat (DREAL, DREETS, DDETS, DDTM), les acteurs locaux de l'hébergement et du logement, et l'ensemble des partenaires qui ont contribué à la mise en œuvre des objectifs fixés et actions mises en œuvre. L'instance en charge du suivi de la convention pourra, selon le contexte du territoire, être une instance ad hoc, ou une instance déjà existante.

La collectivité est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la présente convention. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions de mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord conduites par la collectivité et ses

partenaires sur le territoire, en vue d'une transmission au Préfet au plus 3 mois après validation par les instances de la Métropole.

Les membres du comité de suivi local sont destinataires du rapport ci-dessus mentionné. Ce rapport sera transmis également à l'adresse suivante : [logementdabord@dihal.gouv.fr](mailto:logementdabord@dihal.gouv.fr)

Les territoires de mise en œuvre accélérée participeront à un Club des territoires de mise en œuvre accélérée du plan logement d'abord une à deux fois par an, ainsi qu'aux autres réunions de partage et de travail organisées par la Dihal. Dans ce cadre, ils pourront échanger sur leurs pratiques et faire remonter les leviers et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre de leur feuille de route.

### **ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 3 ans et 3 mois (2024-2027).

Afin de faire le lien entre les plans LDA 1 et LDA 2, la présente convention couvre les prestations réalisées entre le 1 octobre 2024 et 31 décembre 2027. Afin de recalculer le plan sur des exercices comptables, et suivant la proposition de la Dihal, le territoire a choisi de faire une première année élargie qui va du 01 octobre 2024 au 31 décembre 2025.

### **ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA DOTATION BUDGÉTAIRE**

La dotation budgétaire fera l'objet d'un versement annuel imputée sur les crédits du programme 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

Les crédits sont délégués aux BOPR177 et les dépenses devront être saisies dans CHORUS sous le code d'activité : 177-01-06-12-44 « Autres actions hébergement et logement adapté » ; domaine fonctionnel 0177-12-17 ; activité de programmation 217. Le compte PCE 6541200000 du budget de la mission Cohésion des territoires, pour les exercices 2024 et 2025.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Les versements seront effectués sur le compte suivant :

Dénomination sociale (titulaire du compte) : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE TOULON ;  
Code établissement : 30001 ; Code guichet : 00831 ; Numéro de compte : C8330000000 ; Clé RIB : 27 ; IBAN : FR90 3000 1008 31C8 3300 0000 027 ; BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet du Var.

Le comptable assignataire est la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRFIP).

## **ARTICLE 5 – MODALITÉS DE REVERSEMENT DES CRÉDITS**

Conformément à la loi de finances initiale pour 2024, le versement opéré chaque année pourra faire l'objet d'un reversement au budget général de l'Etat l'année suivante, si le Préfet constate que les objectifs prévus dans le cadre de la présente convention ne sont pas atteints.

Ce reversement sera demandé lorsque le Préfet de département constatera des manquements substantiels aux engagements de progrès du territoire mentionnés à l'article 2 de la présente convention. Il peut également demander le reversement d'au maximum 20% des crédits versés l'année précédente. Il s'appuie sur le rapport d'exécution mentionné à l'article 2.3 de la présente convention pour décider du montant du reversement.

En cas de reversement, le Préfet de département en informe le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dispose d'un délai d'un mois pour y répondre. À l'issue de ce délai, le Préfet de département émet un titre de reversement, pour un paiement au plus tard 6 mois après son émission.

## **ARTICLE 6 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION**

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation de la convention ne peut emporter d'effet qu'à compter de l'année suivant cette dénonciation, chaque partie demeurant tenue aux droits et obligations résultant de l'article 2 afférents à l'année en cours.

## **ARTICLE 7 – LITIGE**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

**Le Préfet du département du Var**

**Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

Philippe MAHÉ

Jean-Pierre GIRAN

## Rapport d'exécution des conventions Etat /collectivités dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord

2021-2024 – AMI 2 :

### Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)

#### Les partenaires historiques



#### Les nouveaux acteurs pour le Plan LDA 2





## Table des matières

Préambule .....	5
1 Bilan de réalisation des chantiers opérationnels inscrits dans la convention .....	10
1.1 Action 1 : Diagnostic Logement d’Abord.....	12
1.2 Action 1bis : Etude qualitative « sans abrisse, rupture de parcours logement - trajectoire de vie et parcours » .....	14
1.3 Action 2 : Révision du FSL.....	17
1.4 Action 3 : Création d’un poste de chef de projet « Logement d’abord ».....	18
1.5 Action 4 : Gouvernance et pilotage du Plan LDA .....	19
1.6 Action 5 : Garantir un socle commun de « connaissances » Institutions -professionnels-personnes accompagnées .....	20
1.7 Action 6 : Accompagner la finalisation de la CIA.....	23
1.8 Action 7 : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement.....	25
1.9 Action 8 : Renforcer les actions d’accompagnement liées au logement favorisant l’insertion durable .....	28
1.10 Action 9 : Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale.....	29
1.11 Action 10 : Développement de l'offre de logement adapté.....	32
1.12 Action 11/12 : Favoriser le maintien dans le logement public et privé (ménages en situation d’expulsion) en situation non irrémédiable.....	34
1.13 Action 13 : Remobilisation autour de l'insertion par le logement .....	35
1.14 Action 13 Bis : Accompagnement prévention impayé d’énergie (APIE) .....	36
1.15 Action 14 : Favoriser l’accès à un logement durable et à un emploi d’insertion les personnes sans abri et sans emploi .....	37
1.16 Action 15 : Parcours jeunes - logement - insertion – emploi .....	39
1.17 Action 16 : Participation et citoyenneté.....	41
1.18 Autres actions réalisées sur la durée de la convention (pas nécessairement financées par les crédits AMI).....	43

1.18.1	Liens entre la stratégie de lutte contre la pauvreté et le PLAN LDA .....	43
1.18.2	La production de logement sociaux et la captation de logements abordables dans le parc privé entre 2021 et 2023 .....	44
2	Retour d'expérience sur la dynamique partenariale : avancées, réussites, difficultés, bonnes pratiques.....	45
2.1	La dynamique portée par la mission LDA.....	45
2.2	Dynamique partenariale portée par les services de la Direction HABITAT, SOLIDARITE, CITOYENNETE.....	46
2.2.1	Service Habitat et démarche LDA.....	46
2.2.2	Service Cohésion Sociale et Territoriale et philosophie du LDA.....	47
2.2.3	Le Service Jeunesse et Proximité : les 18-25 ans, public prioritaire du plan LDA .....	47
2.2.4	La mission développement des outils usagers et participation citoyenne .....	48
2.3	Dynamique partenariale territoriale (externe aux services de MTPM) .....	48
2.3.1	Une gouvernance territoriale plus partenariale et renouvelée .....	49
2.3.2	Le déploiement d'une offre nouvelle sur MTPM .....	49
2.3.3	La dynamique territoriale – prospective .....	50
3	Éléments de bilan globaux sur l'apport de l'AMI sur la lutte contre le sans-abrisme sur le territoire .....	51
3.1	Effet accélérateur du LDA sur le sans-abrisme : premiers chiffres .....	51
3.2	Ce que nous retenons des 3 années écoulées .....	52
3.2.1	Les actions qui ont connu des difficultés .....	54
3.2.2	Les actions qui ont le mieux fonctionné.....	57
3.3	L'inscription du LDA dans le territoire (appropriation par les acteurs, liens programmations et politiques publiques) .....	59
3.3.1	Liens entre le Plan LDA et les autres programmations .....	60
3.3.2	Service Habitat de la métropole : lien entre la politique de peuplement et le LDA .....	61
3.3.3	L'implication des acteurs du territoire dans la feuille de route 2024-2027 : l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain .....	61
4	Perspectives : nouvelle feuille de route 2024-2027 .....	63

4.1	L'interconnaissance et la connaissance .....	64
4.2	L'efficience de l'accompagnement global .....	65
4.2.1	Consolider la base de la connaissance statistique des parcours de la rue au logement .....	65
4.2.2	Renforcer l'action de la plateforme de coordination et de mutualisation logement .....	65
4.2.3	La cohérence des mesures d'accompagnement .....	66
4.3	Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité .....	67
4.4	Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et de solutions d'accompagnement de publics spécifiques.....	68
4.4.1	Le parcours global des jeunes de 18 à 25 ans .....	68
4.4.2	Le parcours d'accompagnement renforcé des publics sortant d'institutions (prison) .....	70
4.5	La demande de financement dans le cadre de l'AMI pour 2024-2025 .....	72
5	Tableau des sigles .....	73
6	Annexes .....	74

## Préambule

Les orientations nationales en faveur du « Logement d'Abord » font écho à la volonté de la Métropole d'asseoir le volet solidaire et social de sa politique en matière d'habitat. Le dispositif du "Fonds de Solidarité Logement" dont elle s'est dotée suite aux transferts de compétences du département, la mise en place de la Convention Intercommunale d'Attribution définie par la CIL, comme le souhait de s'engager à travers la convention sur le Plan Pauvreté initiée en 2020 pour 3 années en constituent les premières étapes.

Autour des enjeux de cohésion sociale et de développement territorial, la Métropole poursuivre son engagement afin de construire et de développer les outils d'une coordination multi partenariale encore plus efficace sur son territoire.

**Lors de ses 3 années de contractualisation pour l'AMI 2, la métropole et les partenaires se sont activés, au travers des seize actions engagées sur la période 2021-2023. La Métropole a mobilisé un plan d'action répondant aux cinq grandes priorités du Plan logement d'abord National.**

**Ce rapport d'exécution présente les actions, les partenaires, les opérateurs, les livrables, ainsi que les indicateurs de réalisations, de résultats et d'impacts.**

**Un plan résolument pragmatique, riche de synergies et d'avancés sur des dossiers parfois complexes au profit des Métropolitains en grandes difficultés.**

**Une troisième année de contractualisation a acté la poursuite de notre engagement au titre du logement d'abord.**

**Les orientations du second plan pluri annuel pour le logement d'abord « LDA 2 » permet de se projeter dès 2024 avec une stratégie à plus long terme ; de réunir plus largement les acteurs encore peu engagés dans la dynamique de l'accompagnement multithématique, notamment en prenant en compte les besoins en santé des personnes, dès l'alerte et le diagnostic.**

### Rappel du montant alloué dans le cadre de la convention et des co-financements

Montants alloués				Dépenses totales		Co-financements par MTPM et partenaires autres que la Dihal
Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL	Enveloppe Dihal consommée	Ecart	
2021-2022	2022-2023	2023-2024	2021-2023			
330 000,00 €	265 000,00 €	250 000,00 €	845 000,00 €	810 000,00 €	35 000,00 €	238 330,00 €

**Explication de l'écart entre les financements alloués et les dépenses :**

Soit : 15 000€ sur l'action 1. Diagnostic LDA (volet ODH)  
et 20 000€ sur l'action 16. Participation citoyenne (jeunes / logement -emploi),  
non consommés en 2021.  
**Il est proposé de reporter cette enveloppe sur la période 2024-2025.**

**Rappel des grands axes du programme d'actions du territoire**

Le plan d'action partenarial métropolitain « logement d'abord et lutte contre le sans-abrisme » s'établit autour de trois axes :

- 1.** Le premier répond à l'enjeu d'une coordination renforcée reposant sur un état des lieux partagé afin d'être plus efficace dans nos actions, il tend vers :
  - L'optimisation des moyens existants en garantissant l'accès au droit et l'accès aux dispositifs,
  - Mieux se connaître entre professionnels et mieux percevoir les publics, en valorisant les potentiels de tous, notamment des équipes pluri professionnelles,
  - Favoriser une articulation au-delà des logiques de guichet, via un renforcement et une évaluation des parcours et de l'efficacité des dispositifs,
  - Favorisant la participation citoyenne et l'innovation en matière de participation numérique-inclusive.
- 2.** Le deuxième définit l'organisation de solutions complémentaires pour les publics prioritaires :
  - En intervenant sur l'augmentation de l'offre adaptée et accompagnée permettant de garantir le logement comme socle de l'insertion sur le territoire,
  - En organisant l'orientation des publics établie sur des diagnostics et des critères uniformes,
  - En sécurisant les parcours résidentiels et la prévention des ruptures, notamment en garantissant des médiations entre les bailleurs et les locataires,
- 3.** Le troisième axe vise l'insertion socio-économique durable dans un logement via :
  - Un soutien plus efficace, aux périodes charnières, notamment via des actions complémentaires en direction de l'insertion par la formation et l'emploi, notamment pour les jeunes
  - Un partenariat renforcé avec des objectifs d'insertion par l'activité économique et par le logement en simultané, mutualisant les dispositifs les plus adaptés, grâce à un plan d'accompagnement mobilisant le pouvoir d'agir des personnes.

Retracer les grandes étapes de la mise en œuvre de la démarche sur le territoire.

- 2018 : Lancement de la Politique Publique « *Un logement d'abord* » au niveau national
- 2018 : Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI 1) : 23 territoires de mise en œuvre accélérée
- 2021 : AMI 2 : 22 territoires supplémentaires dont MTPM

Aujourd'hui : 45 territoires de mise en œuvre accélérée

### Historique du LDA sur le territoire MTPM

- 2021 : déploiement du dispositif « *Un chez soi d'abord* » par la DIHAL
- 2021-2024 : déploiement du 1<sup>er</sup> Plan Logement d'Abord métropolitain
- 2024 : élaboration du Plan 2 – ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain (mai)
- 2025 – 2027 : déploiement du 2<sup>ème</sup> Plan LDA - MTPM

### Acteurs locaux déjà impliqués dans la démarche

La réponse à l'appel à manifestation d'intérêt est le fruit d'un travail de concertation riche avec de multiples partenaires :

- ➔ L'Etat, représenté par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Var, dans le cadre de ses missions de pilotage du déploiement du plan quinquennal du logement d'abord et de lutte contre le sans-abrisme dans le département du Var et de ses compétences en matière de veille sociale, d'hébergement et d'accès au logement, notamment social.
- ➔ Le Département, dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités territoriales et humaines, de son action en matière d'insertion, de prévention spécialisée, d'aide sociale à l'enfance, d'habitat, de son réseau de sites d'accueil du public et de l'expertise de ses travailleurs sociaux.
- ➔ La CAF du Var, au titre de son action de droit commun et d'actions sociales.
- ➔ L'ARHLM Paca-Corse, en représentation collective des organismes Hlm auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs de l'habitat, participant à la définition des politiques publiques du logement et des conditions de leur mise en œuvre.
- ➔ La mission « ouvrir la ville », regroupement informel d'acteurs des différentes sphères du logement en région, accompagne l'évolution collective des pratiques concernant l'accès et le maintien dans le logement ; animer les temps de rencontres (ateliers, conférences) afin de capitaliser et de transmettre les bonnes pratiques.
- ➔ L'Union Régionale pour l'Habitat des jeunes, fédère et anime le réseau des résidences dédiées aux jeunes de 16 à 30 ans de PACA (les « résidences habitat jeunes », appelées auparavant « foyers de jeunes travailleurs »).
- ➔ L'URCLLAJ, mutualise les savoir-faire et compétences des CLLAJ de PACA autour des questions du logement des jeunes auprès des acteurs régionaux.
- ➔ Les CCAS communaux, de par leur proximité d'accueil de la population, d'information, d'orientation et d'actions vers des publics spécifiques.
- ➔ Le SIAO, via l'association ITINOVA comme opérateur renforcé, de l'orientation des publics.
- ➔ Action Logement, qui gère paritairement la participation des employeurs à l'effort de construction afin de faciliter l'accès au logement pour les salariés et de favoriser leur accès à l'emploi. Rejoignant ainsi les priorités nationales que sont l'emploi, le logement, et la lutte contre la fracture territoriale.
- ➔ La FAS, réseau généraliste de lutte contre les exclusions, la Fédération des acteurs de la solidarité promeut le travail social, ouvre des espaces d'échanges entre tous les acteurs du secteur social, et défend la participation des personnes en situation d'exclusion à la réflexion sur les politiques publiques qui les concernent
- ➔ ALINEA, APEA, EN CHEMIN, FACE VAR, LOGIVAR, UDV, ITINOVA, OVA

Au cours de la démarche, des partenaires locaux se sont greffés à nos travaux et le niveau de partenariat s'est affiné, notamment afin de ne pas doubler les actions, de mieux nous connaître et de mutualiser nos expériences : missions locales en lien avec le FAJ, la CAF via la démarche de convention territoriale globale.

Par ailleurs, le soutien dans cette démarche d'acteurs de réseau et d'expertise comme la Fédération des Acteurs des Solidarités, l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes, la Fédération des associations et des acteurs pour la promotion et l'insertion par le logement et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives ont permis de soutenir l'ingénierie de ce plan. Nous relevons pendant cette période, le besoin de soutien technique et d'ingénierie des associations locales.

Le pilotage du plan est réalisé par les acteurs institutionnels et opérationnels présentés précédemment, réunis au sein d'un comité opérationnel (COOP) qui se réunit 3 à 4 fois par an (cf. partie Bilan - 1.5. Action 4. Gouvernance et pilotage du plan LDA).

**En mai 2024, la métropole a organisé un ATELIER PLAN LDA 2 afin de rassembler les partenaires historiques, les acteurs du territoire et les futurs acteurs. Ainsi pour le Plan LDA 2025-2027, de nouveaux partenaires s'engagent sur les secteurs de :**

- ➡ La santé (ARS, CODES, DAC),
- ➡ L'accompagnement des personnes sortant d'institutions (SPIP – ministère de la justice ; Protection Judiciaire de la Jeunesse - PJJ ; Aide Sociale à l'Enfance -ASE)
- ➡ Le logement social avec des Bailleurs Sociaux particulièrement investis sur des projets spécifiques (Erilia ; Var Habitat ; Le logis familial varois ; THM)
- ➡ Le logement dans le secteur privé, avec les agences d'aménagement (V.A.D) qui se veulent porteuses de la philosophie du LDA auprès des bailleurs privés

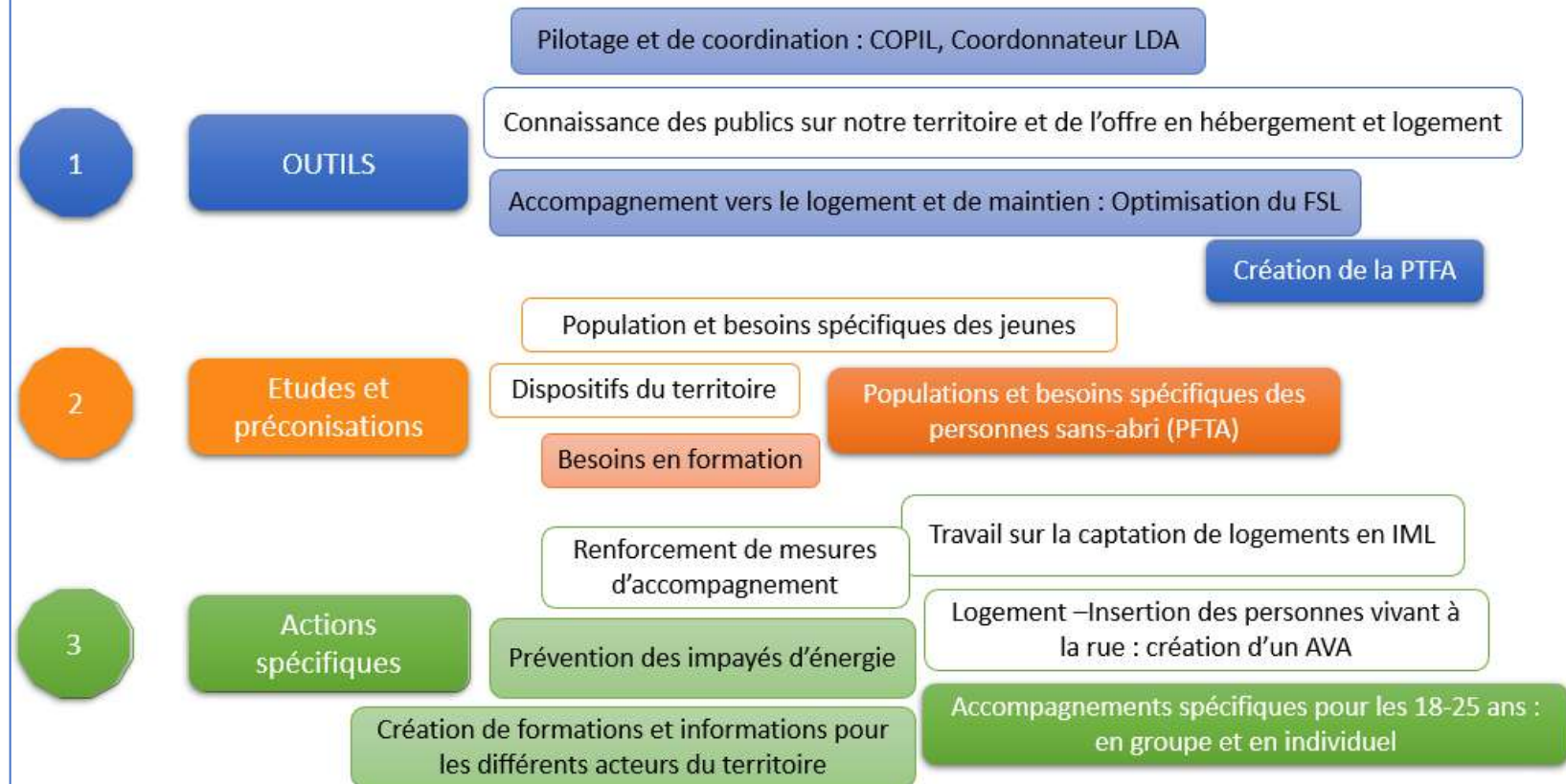
La démarche Logement d'Abord est complétée sur le territoire par le déploiement d'autres politiques publiques comme le Pacte des solidarités. Les actions typées LDA, non financées par l'AMI, sont présentées infra dans le paragraphe «1.18 Autres actions réalisées sur la durée de la convention (pas nécessairement financées par les crédits AMI) ».



## 1 Bilan de réalisation des chantiers opérationnels inscrits dans la convention

MTPM / SYNTHESE FINANCIERE des ANNEES 1 à 3		2021 - 2022		2022 - 2023		2023 - 2024		Commentaire
n°	Action	prévu	consommé	prévu	consommé	prévu	consommé	
1	Diagnostic Logement d'Abord (ODH - Volet LDA et CIA - indicateurs spécifiques)	35 000,00 €	20 000,00 €					15 000 € non consommés en N1 : proposition de report sur 2024-2025
1'	Diagnostic Logement d'Abord (Démarche Synchro - d'observation et de pilotage)					50 000,00 €	50 000,00 €	
2	Révision du règlement du FSL	15 000,00 €	15 000,00 €					
3	Création d'un poste de chef de projet « Logement d'abord »	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	
4	Gouvernance et pilotage du Plan LDA							
5	Garantir un socle commun de « connaissances » Elus professionnels-personnes accompagnées	25 000,00 €	25 000,00 €			30 000,00 €	30 000,00 €	
6	Accompagner la finalisation de la CIA							
7	Une plateforme de coordination et de mutualisation logement / étude par la Fapil	20 000,00 €	20 000,00 €					
7	Une plateforme de coordination et de mutualisation logement / création de la PFTA	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €			
8	Renforcer les actions d'accompagnement liées au logement favorisant l'insertion durable							
9	Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale	20 000,00 €	20 000,00 €			76 670,00 €	76 670,00 €	
10	Développement de l'offre de logement adapté	17 500,00 €	17 500,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €			
11	Renforcer la mobilisation des protocoles Borloo et baux de sauvegarde							en attente de réécriture du PDALHDP
12	Prévention précoce des expulsions							en attente de réécriture du PDALHDP
13	Remobilisation autour de l'insertion par le logement	20 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €			
13 bis	Accompagnement Prévention Impayés d'Energie					58 330,00 €	58 330,00 €	
14	Favoriser l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion les personnes sans abri et sans emploi	22 500,00 €	22 500,00 €	42 500,00 €	42 500,00 €			
15	Parcours jeunes - logement - insertion - emploi (PLIJ)	30 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €			15 000,00 €	Dépense prévue au 2° semestre 2024
16	Participation et citoyenneté (des jeunes de 18 à 25 ans / accès logement + emploi)	20 000,00 €		40 000,00 €	40 000,00 €			20 000 € non consommés en N1 : proposition de report sur 2024-2025
TOTAL FINANCEMENT AMI		330 000,00 €	295 000,00 €	265 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	265 000,00 €	

## Focus sur le plan LDA 1 de MTPM : créer un socle solide



**NB** : afin de rendre compte de manière exhaustive des avancées et déclinaisons des actions entreprises sur l'année N3, le plus souvent, les Bilans sont présentés en 2 tableaux : le tableau initial 2021-2023 et le tableau de l'année 3. Ceci permet de présenter le pré-bilan à juin 2024 ainsi que les dernières étapes des actions qui se termineront en décembre 2024.

## 1.1 Action 1 : Diagnostic Logement d'Abord

ACTIONS		OBJECTIFS		
Diagnostic Logement d’Abord  Disposer d’un volet de données relatives au parcours résidentiel : <i>De la rue au logement autonome</i> au sein de l’observatoire départemental de l’habitat.		<ul style="list-style-type: none"><li>Développer une connaissance plus fine des publics en situation de rupture dans leurs parcours résidentiels (sans abris, hébergés ou en attente de logement social).</li><li>Se doter d’indicateurs permettant de mesurer l’évolution de la situation initiale.</li></ul>		
Les livrables 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs		Observations et perspectives
1/ Création volet LDA	Réalisée	Réalisation	Volet LDA dans l’ODH construit par le prestataire du Département	Convention de partenariat entre la Métropole et le Département signée (BM du 25/07/22).
		Résultats	Objectif atteint	Subvention de 20 000€ versée au Département le 20/09/22
		Impact –effet indirect	1) Inclusion des indicateurs de la commission de coordination (CIA) dans l’ODH. 2) Le volet LDA a été utilisé pour présenter une photographie du territoire (besoins, typologies des publics, offres d’hébergement et de logement, attributions de logements sociaux) aux participants de l’ATELIER PLAN LDA 2 de MTPM le 15 mai 2024	En 2023-2024, un travail commun a été engagé entre le SIAO et l’ODH pour affiner les indicateurs, reformuler les titres afin d’être utilisables par des partenaires non experts (non statisticiens) ; vérifier la remontée des données statistiques.  Cet outil permet d’affiner l’observation et ainsi de voir l’évolution du contexte.  <b>Pour continuité de l'action en 2025 :</b> Affinement des indicateurs LDA et vérification des indicateurs de la CIA + nouveaux indicateurs.

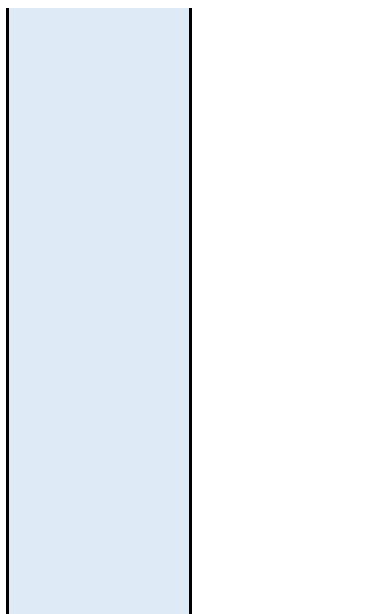
				<p>Possibilité d'enrichissement par des cartographies dynamiques grâce à la nouvelle version du logiciel dans le SI Général du CD83.</p> <p>Poursuite de l'action sans financement Dihal.</p> <p>Pour le plan LDA contractualisé avec la Dihal, l'action est considérée comme :</p> <p><b>ACTION TERMINEE</b></p>
2/ Cartographie des dispositifs	Réalisée	Réalisation	Restitution de la cartographie	Convention de partenariat : MTPM/ITINOVA /DDETS/FAS PACA-CORSE (08-2022)
		Résultats	Exhaustivité de l'ODH et vérification de la fiabilité des données	
		Impacts	Rapprochement entre l'observatoire du SIAO, l'ODH et les outils de l'Etat	
3/ Etude qualitative	Non réalisée	<p>Etude qualitative "sans-abrisme et rupture de parcours"</p> <p>Cette partie de l'action a été basculée sur l'action 1 Bis contractualisée sur l'année 3 (2023-2024), avec l'opérateur Action Tank Entreprise et pauvreté.</p>		<p><b>Nouvelle action 2023 : voir action 1 bis</b></p> <p>Subvention N1 prévue : 35 000 €</p> <p>N1 consommée : 20 000 €</p> <p>N1 reliquat : 15 000 €</p> <p>Subvention N2 : /</p>

En annexe : liste des indicateurs LDA et CIA dans l'ODH 83

## 1.2 Action 1bis : Etude qualitative « sans abrisme, rupture de parcours logement - trajectoire de vie et parcours »

ACTIONS		OBJECTIFS		
Diagnostic Logement d'Abord : Etude qualitative "sans abrisme, rupture de parcours logement- trajectoire de vie et parcours »		<p>Disposer d'un outil d'analyse fine (remontée mensuelle des données) des parcours résidentiels de la rue au logement par typologie de public.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Comprendre les facteurs liés à la situation de rupture du parcours logement.</li> <li>Analyser les obstacles et les facilitateurs du passage de la rue au logement.</li> <li>Identifier globalement les parcours.</li> <li>Produire une analyse qualitative sur les typologies de publics, les caractéristiques, les parcours antérieurs et les trajectoires des personnes en rupture de parcours logement.</li> <li>Permettre une adaptation des actions au regard des données qualitatives.</li> </ul> <p>Option : se projeter sur l'évolution des besoins (préconisations...)</p>		
Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations et perspectives
Convention MTPM + Action Tank Entreprise & Pauvreté Démarrage nov. 2023	En cours de réalisation	Phase 1 Terminée	<b>Phase 1 (nov.2023 à avril 2024) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>État des lieux des bases de données mobilisables,</li> <li>Préfiguration de l'outil et de la démarche d'observation dynamique Synchrø,</li> <li>Premières mobilisations des partenaires opérationnels et fournisseurs de données</li> </ul>	<p>Le pilotage de la création de l'outil et de cette étude associe la DDETS, le Département et le SIAO qui porte techniquement la solution technique.</p> <p>Le montant de cette mission est de 50 000€.</p>

<p>Convention MTPM + Action Tank Entreprise &amp; Pauvreté (étude de cohorte LDA)</p> <p>Démarrage nov. 2023</p>	<p>En cours de réalisation</p>	<p>En cours Phase 2</p> <p><b>Phase 2 (avril 2024 à déc. 2024) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la mise en œuvre de l'outil et de la démarche d'observation dynamique Synchro (validation périmètre, gouvernance, mise en place des conventions RGPD)</li> <li>• Collecte des premières listes et intégration</li> <li>• Fiabilisation des premières listes et intégration de nouvelles données</li> <li>• Pilotage mensuel au travers des indicateurs produits</li> <li>• Produire une analyse qualitative sur les typologies de publics, les caractéristiques</li> <li>• Identifier les parcours des personnes en rupture de parcours logement, et les possibles facteurs liés à la situation de rupture parcours logement</li> <li>• Appui à l'appropriation des outils par les acteurs locaux, et à la mise en place du pilotage collectif de l'action sur la base de l'information produite</li> <li>• Formation des acteurs porteurs de la démarche et animation du collectif de partenaires engagés dans le pilotage</li> </ul>	<p><b>Etat d'avancement de l'action / bilan intermédiaire à juin 2024 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➡ Mobilisation des acteurs pour la mise en place de l'outil</li> <li>➡ Mise en place d'un comité de pilotage avec la DDETS, le SIAO et le Département</li> <li>➡ Rédaction des conventions RGPD, validation en cours par les délégués à la protection des données</li> <li>➡ Premiers échanges avec le SIAO, qui sera à terme le porteur technique de la démarche d'observation</li> </ul> <p><i>« Les acteurs locaux en charge de l'accompagnement des publics relevant du sans-abrisme seront également mobilisés. »</i></p> <p><b>Livrables attendus pour le 31/12/2024 :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Signature des conventions RGPD (oct.2024)</li> <li>2. Démarrage de l'extraction mensuelle des données (sept. 2024)</li> <li>3. Premiers ateliers de pilotage sur les indicateurs mobilisables pour documenter les parcours des ménages sans-domicile.</li> </ol> <p><b>ACTION A POURSUIVRE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Intégration de nouvelles bases de données</li> <li>2. Poursuite de la formation du SIAO sur l'accompagnement des acteurs à l'analyse des</li> </ol>
--	--------------------------------	---	--



données et leur utilisation sur l'identification des besoins et solutions à mettre en place.

3. Mise en place du pilotage par la donnée dans différentes commissions et instances
4. Améliorations techniques de l'outils grâce à l'avance e déploiement sur d'autres territoires, notamment sur la facilitation du partage des données.

Subvention demandée : 20 000€

Lien de visionnage de la modélisation de l'outil Synchro :

<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiTg5NmFjZTctYjhjMy00YmMzLTk2YTltMzczMWY4OWZhZjMxliwidCI6IjY2ZTEyMjE0LTl0MzEtNDg5Mi1hZWQ3LTNiZDYxMzNIYTImMyJ9>

*En annexe : Démarche Synchro (bilan d'étape 1 et CR de la 1<sup>ère</sup> réunion des 7 territoires Synchro)*

### 1.3 Action 2 : Révision du FSL

ACTIONS			OBJECTIFS
Révision du règlement intérieur FSL			Evaluer et adapter le Fonds de solidarité pour le logement au regard du Plan Logement d'Abord en lien avec le Département.
Les livrables en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations et perspectives
Révision du RI FSL	Terminée	Réalisé	Une étude qualitative des effets du RI en vigueur (participation du public et des professionnels) Propositions d'évolutions La rédaction d'un nouveau RI - Etude : Marché à procédure adaptée en vue des prestations d'accompagnement à la révision du RI Prestataire CAP MEDITERRANEE. Restitution en comité de suivi opérationnel de révision du FSL (09/22 et 12/22). - Révision prévu en septembre 2023 Subvention N1 : 15 000 € Co-financement de la Métropole : 15 000 €
		Résultats	Production des orientations Validation en COREP PDALHPD 05-06/2023 → 30% de demandes supplémentaires sur les 3 axes : accès, maintien et énergie depuis la mise en application du nouveau Ri du FSL en décembre 2023
		Impacts  06/2024	Révisions concomitantes et coordination des FSL CD 83 et MTPM ainsi que du FAJ (Fonds d'Aide aux jeunes) Déploiement d'une plateforme de saisie dématérialisée : simplification de la saisie, traçabilité, accélération du traitement des dossiers. Réajustement du dispositif au contexte socio-économique : → Intégration du taux d'effort locatif → Création des aides forfaitaires : prime LDA et forfait installation (sans justificatif) → Conditions d'octroi élargies pour aider plus de ménages (Quotient familial à 1400€) → Diminution des prêts au profit du versement de subventions <b>ACTION TERMINEE</b>

En annexe : Guide FSL et plateforme de saisie et traitement des demandes



#### 1.4 Action 3 : Création d'un poste de chef de projet « Logement d'abord »

Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
<p>→ Nomination : Stéphan JAKOB Chargé de mission « coordonnateur plan LDA »</p> <p>→ Passage de relai sur la mission LDA entre Stéphan Jakob, CDS FSL et Sophie ARONDEAU (prise de poste le 13 nov.2023)</p>	Réalisée	Réalisation	<p>→ Animation et coordination du plan</p> <p>→ Organisation des 8 comités opérationnels</p> <p>→ Suivi et coordination des fiches actions</p> <p>→ Evaluation du plan et production des bilans</p> <p>→ Proposition de réajustement des actions</p> <p>Depuis le changement de Cheffe de projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Suivi – animation du Plan LDA 1</li> <li>2. Recherche de nouveaux partenaires thématiques santé pour le LDA 2</li> <li>3. Co-élaboration du PLAN LDA 2 (2025-2027) avec les partenaires du territoire (publics et privés) : atelier participatif avec 63 participants.</li> <li>4. Relance de la dynamique territoriale et animation.</li> </ol>	<p>Animation et gouvernance</p> <p>Expertise technique et supervision</p> <p>Facilitations des actions</p> <p>Reporting et suivi des actions</p> <p>Subvention N1 : 35 000 €</p> <p>Subvention N2 : 35 000 €</p> <p>Subvention N3 : 35 000 €</p> <p><b>ACTION A POURSUIVRE</b></p> <p>Demande de subvention pour 2024-2025, sur 15 mois : 30 000 €</p>

## 1.5 Action 4 : Gouvernance et pilotage du Plan LDA

Les livrables réalisés en 2021-2024	Etat	Indicateurs de suivi et résultats		Observations et perspectives
→ Candidature -12/21 → Validation par la DIHAL -04/21 → Elaboration partenariale des 16 fiches actions (05-07/21) → Présentation du plan Métropolitain au COREP PDALHPD (06/21) → Présentation à la CIL MTPM (10/21) → Convention cadre MTPM - ETAT 11/2021 → Bilan DIHAL année 1 -06/22 → Avenant à la convention 24/11/22 → Bilan DIHAL année 2 -06/23 → 8 Comités opérationnels de suivi → Création d'un espace collaboratif « TEAMS » → Indicateurs pour chaque fiche action → 1 événement partenarial "ATELIER PLAN LDA 2 : COCONSTRUCTION DE LA FEUILLE DE ROUTE METROPOLITAINE"	En cours	Réalisation	Animation Coordination Activation des fiches actions Organisation et planification des instances Suivi budgétaire et conventionnel Production des conventions et marchés Création d'un espace collaboratif « TEAMS »	Un comité de suivi opérationnel se réunit en plénier, chaque trimestre ou quadrimestre. Un point d'étape effectué soit sur des actions spécifiques soit sur le plan global + une revue LDA. Un bilan du plan est présenté au COREP PDALHPD.
		Résultats	<b>Echanges et partenariats :</b> - 8 comités opérationnels avec en moyenne 12 institutions ou associations représentées dont à chaque fois le Département, la CAF et les services de l'Etat. - 1 atelier de co-construction de la feuille de route Plan LDA 2 avec 63 participants (institutions et opérateurs) <b>Actions :</b> - 3 conventions cadres MTPM Etat /LDA (année 1-2-3) - 14 fiches actions et 12 conventions de partenariat, 1 marché de prestation « ingénierie étude ». - Une convention innovante quadripartite de création d'une plateforme LDA : MTPM – ETAT-FAS PACA CORSE-ITINOVA/SIAO - 14 des 16 fiches actions prévues ont débutées pendant la période de contractualisation.	<b>ACTION A POURSUIVRE</b>  Demande de subvention 2024-2025, sur 15 mois) : 10 000€  Pilotage / Animation avec un élargissement des membres invités aux COOP. Intégrer/mobiliser de nouveaux partenaires dont ceux liés aux problématiques de santé : <b>ATELIERS PARTICIPATIFS et SEMINAIRES</b>
		Impacts	1. Amélioration du partenariat en matière d'observation 2. Interconnaissance entre les partenaires 3. Rapprochement de la Métropole avec le Département. 4. Partenariat vers les missions locales et la CAF renforcé. 5. Renforcement des dispositifs sur le territoire et accélération de la mise en œuvre des orientations de la stratégie nationale LDA.	

En annexe : liste des COOP (sujets traités) et revue du COOP 8

## 1.6 Action 5 : Garantir un socle commun de « connaissances » Institutions -professionnels-personnes accompagnées

ACTIONS			OBJECTIFS	
Garantir un socle commun de « connaissances »			<ul style="list-style-type: none"><li>Garantir une connaissance du domaine du “logement d’abord”</li><li>Initier un réseau de partenaires</li><li>Partager les expériences</li></ul>	
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations et perspectives
Convention de partenariat entre la Métropole et la FAS PACA CORSE signée le 20/12/21 (12 mois)	Réalisée sur 2022	Réalisation	Restitution de l’étude, lors du COOP 5 – 12/22	L’étude a compris (étude fournie en annexe du bilan 2022-2023) : - Un questionnaire quantitatif qui a permis de récolter plus de 125 réponses toutes fonctions confondues (travailleurs sociaux, cadres, élus...). - Des entretiens qualitatifs avec les acteurs du territoire et de traiter des freins, des rencontres avec plusieurs organismes de formation régionaux et nationaux, le repérage et la mise à disposition de la FAS pour les projets de formation des partenaires. Le délai de 12 mois pour suivre l’action et la mobilisation des partenaires est insuffisant.  <b>Bilan N2 : proposition de poursuivre le partenariat (convention N3) avec la FAS permettant d’organiser :</b> <i>Des informations LDA et des formations spécifiques AHI (7 jours de formation) en présentiel. Une plateforme de formation en E-learning adaptée à la Métropole (adaptation de la plateforme + 500 accès formation)</i>  <i>Subvention N1 (2021-2022) : 25 000 €</i> <i>Subvention N2: /</i> <i>Subvention N3 (2023-2024) : 30 000 €</i>
		Impacts	Cette étude a démontré le besoin :  - d’information sur le LDA et des dispositifs sur le territoire - d’organisation de formations plus pointues pour le secteur AHI.  -Aussi, la complexité pour certains acteurs d’organiser en interne et de financer des actions de formation.  -Volonté de la DDETS et de MTPM d’inscrire dans les conventions l’obligation de formation des travailleurs sociaux.	

Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations (FA5 – Garantir un socle de connaissances)
Convention N3 (2023-2024)  Signée le 07 mai 2024	En cours	Objet de la convention 2023-2024 :  Elaboration et réalisation de la formation à destination des professionnels de l'AHl et différents publics en 3 volets	Suite à des difficultés RH et de recrutement par la FAS PACAC, le conventionnement a démarré tardivement en 2024. FAS PACAC travaille sur l'élaboration et la mise en place des 3 volets en même temps, suivant la proposition de poursuite de l'action 5 faite au bilan 2022-2023 (voir ci-dessus).
	En cours	<b>Volet 1 :</b> Une plateforme de formation en E-learning adaptée à la Métropole : adaptation de la plateforme « LDA » en cours avec le prestataire HETIS à partir de la plateforme existante sur Nice + 500 accès formation (à évaluer plus précisément) → en cours  Démarrage prévu : au plus tard début du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	<b>ATTENTION :</b> Le coût de l'action telle que décrite au paragraphe précédent a été sous-évalué pour : A) l'adaptation de la plateforme d'e-learning et le pack annuel B) couvrir l'ensemble du public défini dans la zone "Action". Il a donc fallu faire le choix de commencer à former en priorité les professionnels de l'AHl avant de former les autres TS du territoire. D'autre part, l'acculturation essentielle des élus et professionnels des secteurs connexes se fera sur le plan LDA 2, proposition action 17.  <b>Au 31 décembre 2024, voici ce qui sera finalisé :</b> <b>Volet 1 :</b> PTF e-learning : plateforme Logement en cours d'adaptation au territoire MTPM / 148 connexions seront possibles d'ici fin 2024. <b>Volet 2 :</b> le programme de formation spécifique pour les professionnels de l'AHl se fera sur 2 jours, avec 3 formateurs pour une cohorte de 30 personnes. / 1 formation en oct.-nov. 2024. <b>Volet 3 :</b> séminaire d'1 journée LDA pour les professionnels TS non AHl, soit 100 personnes, en octobre 2024  <b>ACTION A POURSUIVRE en 2025</b> Pour couvrir l'ensemble du secteur AHl et des TS, il est nécessaire de reconduire l'action 5 en 2025, comme suit :
	En cours	<b>Volet 2 :</b> Formation pointue dont l'objectif est le changement des pratiques des professionnels du secteur Accueil Hébergement Insertion (AHl)  Démarrage prévu : 2 <sup>ème</sup> semestre 2024	
	En cours	<b>Volet 3 :</b> Acculturation des travailleurs sociaux du territoire (institutionnels et associatifs) au-delà du secteur de l'AHl.  Démarrage prévu : 2 <sup>ème</sup> semestre 2024	

			<p><b>Volet 1</b> : connexions e-learning ; 56 connexions pour terminer de couvrir le secteur de l'AHI et la moitié des TS de MTPM au-delà du secteur AHI (204 connexions pour 408, soit objectif de 50% des professionnels connectés / source SIAO : 408 professionnels TS sur MTPM)</p> <p><b>Volet 2</b> : formations spécifique professionnels de l'AHI (2*2 jours pour 60 personnes, soit 49 professionnels TS restants et 11 CDS, suite à la première session de formation de 2024)</p> <p>Subvention demandée pour 2025 (12 mois) : 22 500€</p>
--	--	--	--

*En annexe : (1.6.) Action 5: Garantir un socle commun de connaissance (pour 2023-2024)*

## 1.7 Action 6 : Accompagner la finalisation de la CIA

ACTIONS		OBJECTIFS		
Accompagnement de la CIA		Finalisation de la CIA et poursuite de l'élaboration des outils permettant de construire une politique de peuplement avec notamment la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur.		
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
<ul style="list-style-type: none"><li>- Adoptée par la CIL le 14 12 2021</li><li>- Délibération du BM du 24 02 2022</li><li>- Arrêté préfectoral d'approbation du 20 04 2022</li></ul>	1 <sup>ère</sup> CIA le 14/06/22	Réalisation	Elaboration de la CIA en collaboration avec la DDETS et les membres de la CIL	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ La 1<sup>ère</sup> commission de coordination a été activée le 14 juin 2022, avec pour objectif de favoriser la gestion des cas complexes dans le cadre de l'accès au logement social, en partenariat avec l'ADIL.</li><li>▪ L'ADIL pré-instruit les dossiers et produit des préconisations dans le cadre du projet logement des ménages avant la commission de coordination.</li><li>▪ Mise en œuvre de la commission de coordination :<ul style="list-style-type: none"><li>→ RI adopté en juin 2022</li><li>→ Commissions se sont réunies 14 juin 2021 et 14 03 2023 et 3 autres prévues en 2023</li><li>→ 72 dossiers reçus au total – 28 estampillés public prioritaire métropolitain et une dizaine de ménages relogés</li></ul></li><li>▪ Indicateurs de suivi de la CIA dans l'ODH : définis et trame de page CIA construite, alimentation en cours.</li></ul>
		Résultats	Validation de la CIA par la CIL et par le PDALHPD.	
		Impacts	Mise en œuvre de la commission de coordination (CMC) avec la présence de la PTFA LDA – SIAO. Inscription des indicateurs de la CMC dans le volet « habitat » de l'ODH.	

Les livrables 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations (FA 6 – Finalisation de la CIA)
	<p>Actions intégralement réalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CIA approuvée et en cours d'application</li> <li>- Commission de coordination est opérationnelle et se réunit tous les trimestres</li> <li>- Indicateurs de suivi de la CIA peuvent être consultés au sein de l'ODH</li> </ul>	Réalisation	<p>4 commissions ont été tenues en 2023, soit le 14 mars, 27 juin, 12 octobre et 19 décembre 2023. Il a été reçu 134 dossiers, et 14 dossiers ANRU.</p>	<p>Le partenariat avec l'ADIL est extrêmement efficient. Ces derniers assurent un secrétariat et une instruction performants et les diagnostics sociaux réalisés dans la majorité des cas en visite à domicile sont de bonne qualité et facilitent la recherche de solutions de logement.</p> <p>Dans une optique LDA, en 2024 3 critères d'éligibilité ont été ajoutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les ménages labellisés publics prioritaires sur SYPLO depuis de plus de 2 ans sans attribution</li> <li>- Les ménages en IML avec bail non glissant près au relogement, dans le logement depuis 12 à 18 mois</li> <li>- Les ménages hébergés par un obligé alimentaire avec tension dans le logement, ou avec typologie inadaptée</li> </ul> <p>Par ailleurs, le partenariat avec la PTFA-LDA est effectif, celle-ci participe à toutes les séances de la commission, et traite les demandes de mesures AVDL pour les ménages qualifiés. Ce partenariat a été renforcé en début d'année 2024, avec la transmission systématique en amont de chaque commission d'un ou plusieurs candidats repérés comme « prêts au relogement ».</p> <p><b>ACTION TERMINEE</b></p>
		Résultats	<p>55 ménages ont été reconnus Public Prioritaire Métropolitain – PPM (hors ANRU). 13 ménages ont été relogés.</p> <p>7 ménages sont en cours de relogement.</p> <p>3 ménages ont reçu des propositions qu'ils ont rejetées.</p>	
		Impacts	<p>Le dispositif se révèle efficace et rapide puisqu'en un an et demi environ 40 % des ménages reconnus PPM a bénéficié d'un nouveau logement.</p>	

## 1.8 Action 7 : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement

ACTIONS				OBJECTIFS
Plateforme de coordination et de mutualisation logement				<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer un outil « ressource » de coordination et de mutualisation en étroite collaboration avec la démarche partenariale de la CIL, de la CIA et des missions du SIAO.</li> </ul>
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Projet de règlement intérieur en cours d'écriture par la Direction Habitat  Convention de partenariat entre la Métropole, la FAS PACA CORSE et ITINOVA signée (BM du 25/07/22)	BM MTPM 25/07/22 : Convention de partenariat entre la Fédération des acteurs de la solidarité - PACA/Corse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'Etat et Itinova	Réalisation	- Rendu de l'étude territoriale de préfiguration 03/23 - Recrutement des « coordonnateurs LDA » 10/22 - Lancement de la plateforme avril 2022.	Proposition de poursuivre le partenariat sans financement car au prorata (pour année N3). - Reconduction postes Coordonnateur de la plateforme. - Mise en place du plan d'actions définies par le SIAO suite à étude de préfiguration de la Fas. - Création d'une charte et d'un règlement de fonctionnement de la plateforme, coconstruite avec les acteurs. - Convergence "Instruction gouvernement SIAO 2022" et plan LDA.  Subventions versées à FAS (20 000€) et ITINOVA (70 000€) le 21/11/22 = Subvention N1 : 20 000 € + 70 000 € Subvention N2 : 70 000 € (ITINOVA) Subvention N3 : /
		Résultats	Définition d'un plan d'action pour les coordonnateurs COOP 6	
		Impacts	Développement d'une plateforme après benchmarking national	



Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation*	Indicateurs de suivi et résultats <i>Chiffres clés</i>	Observations (FA 7 - Plateforme de coordination et de mutualisation logement / PTFA)
Convention 2023-2024 (14.12.23)  Considérée comme l'année N3 du plan LDA	En cours	Retard dans la réalisation du plan d'actions de formalisation des différentes dimensions de la plateforme telle que présentée lors du COOP 6 (27.04.2023).  Appropriation du poste de coordinatrice et des missions / les enjeux et les attendus de la PFTA-SIAO	Besoin d'un temps de réajustement du binôme de coordinatrices PTFA : → Pour cause d'absence de la Coordinatrice à temps plein pour cause de maladie (du 23/11/2023 au 16/12/2023, soit 3 semaines) → Pour cause de temps de latences / temps du nouveau recrutement après démission de la Coordinatrice (17/12/2023 au 23/01/2024, soit 5 semaines).  - Recherche de documents / acculturation à la politique LDA - Se nourrir des pratiques inspirantes extérieures en matière de LDA - Temps de formation : séminaire LDA à Aix / Journée nationale du LDA à Paris
		Mission 1 :  COORDINATION DEDIEE AU PUBLIC	<b>Réalisé 2023</b> → Élaboration et diffusion d'une enquête à destination du public LDA → Etude des refus de logement social auprès des personnes → <b>Participation aux Commissions Métropolitaines de Coordination de la CIA</b>  <b>Réalisé 2024</b> → Analyse des données récoltées lors de l'enquête → Retour de l'analyse auprès des acteurs sociaux et les autorités de tutelle et aux personnes accompagnées → Mobilisation de personnes accompagnées relevant du LDA pour participer aux différentes instances de travail
		Mission 2 :  COORDINATION DEDIEE AUX PARTENAIRES	<b>Réalisé 2023/2024 :</b> → Rencontre des bailleurs sociaux présents sur MTPM → Rencontre avec des structures AHI sur MTPM pour présenter le Logement d'Abord et les coordinatrices LDA du SIAO → Mobilisation des partenaires pour la distribution de certaines enquêtes

			<b>Réalisé 2024 :</b> → Groupes de travail menés par le SIAO avec les acteurs sociaux de MTPM pour fédérer autour des enjeux du LDA/recenser les freins et les besoins exprimés → Présence au 2 <sup>ème</sup> CIB organisé par l'AR-HLM pour un retour sur ces rencontres/pérenniser nos modalités d'échanges
		Mission 3 :  OBSERVATION AJUSTEE A LA METROPOLE TPM	<b>Réalisé 2023 :</b> → Définition des indicateurs LDA dans le cadre de la création du volet « observation » au sein de l'ODH VAR (en lien avec le statisticien du SIAO) <b>En cours 2024 :</b> → GT (ODH / Métropole / SIAO) autour de la finalisation des indicateurs, et de leur mise en forme.
		Impact	Reconnaissance de la PTFA par les acteurs du territoire comme : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Point d'entrée des besoins</li> <li>- Organisation des solutions d'accompagnement au logement : désignation des mesures</li> <li>- Création de connaissance sur le territoire (enquêtes)</li> </ul>
			<b>ACTION A POURSUIVRE</b>  1. Financement des postes des coordinatrices (1.5 ETP) 2. Poursuite du développement de la plateforme (plan d'action SIAO) 3. Création de la charte et règlement de fonctionnement de la PTFA 4. Convergence "Instruction gouvernement SIAO 2022" et plan LDA  <b>Subvention demandée pour 2025 (12 mois) : 70 000€</b>

En annexe : (1.8.) PTFA = Développement plateforme + Ateliers Plateau Technique + Etude « Le logement et moi »

### 1.9 Action 8 : Renforcer les actions d'accompagnement liées au logement favorisant l'insertion durable

Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Valorisation CALPAE	Terminée	Réalisation	- Nombre de mesures créées en IML - Nombre de mesures "logement accompagné"	Plan pauvreté : Financement de mesures IML avec captation sur la période 2021-2023 (reconduction de la convention en 2022 avec report des objectifs sans financement complémentaire)
		Résultats	35 logements captés 100 % conventionnés	Concertation DDETS/MTPM/SOLIHA, fin de l'action CALPAE et suivi des logements par l'Etat pour le volet accompagnement via une nouvelle convention.
		Impacts	Renforcement de l'offre à loyer abordable sur le territoire et d'accompagnement	<b>ACTION TERMINEE en année N2</b>

### 1.10 Action 9 : Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale

ACTIONS			OBJECTIFS	
Amplification de l’offre de gestion immobilière à vocation sociale			Amplification de l’offre de l’Agence immobilière à vocation sociale : AIVS « Le toit »	
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Convention de partenariat entre la Métropole, la FAPIL et l’AIVS -12/21	Réalisé	Réalisation	1. Etat des lieux : Rendu le 01/2022. 2. Recueil des attentes des partenaires : 04/2022. 3. Analyse des moyens à mettre en œuvre dans l’organisation et les financements de l’AIVS. 4. Rapport final sur les différentes évolutions possibles et nécessaires de l’AIVS 5. Restitution en comité opérationnel de suivi du Plan LDA 4 <sup>ème</sup> trim 2022.	Pour plus de cohérence stratégique et opérationnelle : Rapatriement de l'action sur le plan LDA : 1 Poste de GLA + 30 mesures ASLL  Pour 2023, l’AIVS présentera sa feuille de route et une CPO sera envisagée (DDETS/CD/MTPM) afin de coordonner les financements avec une visibilité face aux axes d’améliorations repérés dans l’étude de la FAPIL.
		Résultats	Accompagnement effectif Bilan rendu avec préconisations	
		Impacts	Une prochaine convention pluriannuelle, avec un plan d’action stratégique présenté par l’AIVS	Subvention N1 : FAPIL 20 000 € (07.04.2022) Subvention N2 : AIVS 115 000€ (Plan Solidarité territoriale) Subvention N3 actée : 76 670€ (prorata des 115 000€ sur 8 mois)

ACTIONS			OBJECTIFS
Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale			<p>Afin de réaliser l'amplification de l'offre de logement à vocation sociale dans le parc privé : renforcer l'équipe de l'AIVS en RH :</p> <p>1 Poste de GLA + 30 mesures ASLL</p>
Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation*	Indicateurs de suivi et résultats <i>Chiffres clés</i>	Observations (FA 9 – Amplification de l'offre (AIVS))
<p>Convention 2023-2024</p> <p>Considérée comme l'année N3 du plan LDA</p>	Réalisée	<p><b>Objectif 1</b> : renforcement de l'équipe de GLA / quels impacts ? quels résultats ?</p> <p>Recrutement d'une personne dédiée à la prospection à hauteur de 0,5 ETP + pérennisation d'un CDD en CDI dédié à la gestion locative adaptée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance significative du parc soit + 53 lots en un an</li> <li>- Maintien du parc sur les communes de TPM</li> <li>- 91 logements captés dont 36 logements au sein de MTPM</li> <li>- Augmentation tant en part qu'en volume du parc conventionnée ANAH : 52 % du parc de l'AIVS est conventionné ANAH soit 232 logements, soit + 16% en comparaison à l'année précédente</li> <li>- En 2023 56 % de parc est situé dans les communes de la Métropole dont 44 % à Toulon</li> </ul>	<p>Malgré un contexte immobilier tendu l'AIVS est parvenu à accroître son parc pour l'année 2023. Outre l'aspect quantitatif, l'aspect qualitatif est lui aussi en constante progression avec un part majoritaire de logements conventionnés.</p> <p>Le financement alloué par la Métropole a permis à l'AIVS une meilleure répartition des portefeuilles par zone géographique et une capacité d'absorption de lots supplémentaires tout en maintenant sa qualité de service. Par ailleurs, le recrutement d'un prospecteur a fortement contribué à la croissance du parc.</p> <p>Enfin, il faut noter une augmentation constante du nombre de candidatures traitées par l'AIVS (393 contre 324 en 2022). Le renforcement des équipes que ce soit en GLA ou accompagnement social permet de faire face à cet afflux et d'y répondre de façon appropriée dans un délai raisonnable.</p>

		- 393 dossiers traités et 131 ménages logés en 2023, soit +35 ménages en comparaison à 2022, dont la moitié sur les communes de la Métropole	
		<p><b>Objectif 2</b> : mobilisation de 30 mesures ASLL : quels résultats ?</p> <p>Recrutement d'un travailleur social à plein temps début 2024 (problème de recrutement, auparavant redéploiement des Travailleurs Sociaux de la MDH en interne).</p> <p>44 mesures ouvertes en file active dont 42 en suivi effectif.</p>	<p>L'ouverture des mesures ASLL via le financement de TPM ont contribué à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une clarification des missions et des rôles respectifs GLA /Accompagnement social ;</li> <li>- La restauration d'un lien de confiance et l'identification de la fonction de travailleurs social au sein de l'agence ;</li> <li>- L'amélioration de la prévention et de la gestion de l'impayé et ou des difficultés locatives dès le premier incident</li> <li>- Le repérage de ménages en difficultés jusqu'alors non visibles</li> </ul>
		<p><b>Objectif 2024 -2025 :</b></p> <p>Conformément aux attendus du Plan LDA 2 : soutien aux AIVS pour le renforcement de l'IML sur les territoires.</p>	<p><b>ACTION A POURSUIVRE</b></p> <p>Conformément aux préconisations de la FAPIL, étude commandée dans le cadre du Plan LDA 1 :</p> <p>→ Co-financements pour les postes de prospecteur, gestionnaire et accompagnement social pour la captation de logements, l'amélioration de l'accompagnement, le repérage précoce des ménages en difficulté.</p> <p>→ Possibilité de proposer une CPO entre la DDETS, le CD 83 et MTPM.</p> <p><b>Demande de subvention 2024-2025 (15 mois) : 75 000€</b></p>

En annexe (1.10.) AIVS = Etude et préconisations de la FAPIL + Bilan AIVS 2023

### 1.11 Action 10 : Développement de l'offre de logement adapté

ACTIONS				OBJECTIFS
Déploiement d’une offre de logement adapté				Promouvoir et accompagner les projets de création de logement adapté (PLAI adapté).
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Convention entre la Métropole et l’ARHLM (09/22) - 12 mois Convention N2 sur 18 mois 09/23	En cours et réajustement suite au changement de Direction à l’ARHLM et proposition d’étayage de la fiche action	Réalisation	Nombre de réunions des acteurs et propositions d’organisation en réseau, club ou comité technique Nombre d’action de promotion et d’accompagnement technique des projets communaux Nombre de PLAI Adapté en cours	Poursuite de l’action convention N2 en cours : Juillet 2023-Juin 2024  Précision des objectifs : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réaliser une cartographie d’identification sur la Métropole des organisations et la capacité des bailleurs à accompagner la démarche de gestion locative adaptée, visant à garantir un dispositif d’accompagnement social homogène sur toute la Métropole.</li></ul>
		Résultats	Nombre de PLAI Adapté en finalisé,	<ul style="list-style-type: none"><li>• Animation de la dynamique concourant à accompagner et amplifier le développement des logements très sociaux</li></ul>
		Impacts	Evaluation de l’impact de l’action en matière d’animation inclusive avec les bailleurs.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Suivi des dossiers PLAI-A</li></ul> Subvention N1 : 17 500 € Subvention N2 : 22 500 €

Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations (FA 10 – Développement de l'offre de logement adapté)
	En cours	<p>Objectifs attendus :</p> <p>→ Réunion des acteurs et propositions d'organisation en réseau, club ou comité technique selon le format le plus adapté.</p> <p>→ Promotion et accompagnement technique des projets communaux</p> <p>→ Nombre de PLAI Adapté en cours et finalisé</p>	<p>Animation territoriale, mobilisation des bailleurs sociaux sur les thématiques LDA.</p> <p>Création d'une base de cartographies de performances sociales des BS par thématique présentée au COOP 8 (<b>voir annexe de l'action 4</b>).</p> <p>Soutien à l'animation du Comité Inter Bailleur créé au 1er semestre 2024.</p> <p>Co-organisation d'une Journée technique PLAI-A (prévue le 1er octobre 2024).</p>
	Impact	<p>Soutien à la dynamique territoriale : sollicitation des Bailleurs Sociaux (BS) du territoire pour participer aux travaux organisés par MTPM.</p> <p>Mobilisation des BS de MTPM pour travailler avec les associations d'accompagnement social sur la résolution des problématiques rencontrées sur l'accès et le maintien dans le logement.</p> <p>Production de logements en PLAI-A : co-organisation de la journée technique du 01/10/24, portée par MTPM avec : la DREAL*, les BS, les associations porteuses de la GLA.</p>	<p>Grâce au recrutement en avril 2024 d'une Chargée de patrimoine et maîtrise d'ouvrage, les travaux concernant l'accompagnement à la réalisation des productions de logement en PLAI-A devrait s'accélérer sur 2024-2025.</p> <p>Poursuite des objectifs des conventions 2022-2023 et 2023-2024 ; objectifs réintégrés à la convention générale du Service HABITAT :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Coanimation des Comités Inter Bailleurs de MTPM (CIB)</li> <li>2) Animations techniques sur la production de logement sociaux</li> <li>3) Suivi et mise à jour des cartographies sociales produites en 2024 pour chaque BS (outil d'analyse et d'accompagnement du AC de chaque BS)</li> <li>4) Partage des cartographies par BS avec chaque BS pour alimenter les CUS (Convention d'Utilité Sociale).</li> </ol> <p>La convention globale avec le Service HABITAT (dont le volet LDA) sera financée par MTPM.</p> <p>Pour ce qui est du plan LDA DIHAL, l'action est considérée comme : <b>ACTION TERMINEE au 31/12/2024</b></p>

(\*) La DREAL est partie prenante de la journée du 1<sup>er</sup> octobre 2024, et considère MTPM comme territoire d'expérimentation sur ce sujet (DDG 25 juin 2025)

En annexe : (1.11) Programme prévisionnel de la Journée « Production de logement social en PLAI-A, et la GLA »



1.12 Action 11/12 : Favoriser le maintien dans le logement public et privé (ménages en situation d'expulsion) en situation non irrémédiable.

ACTIONS		OBJECTIFS	
Renforcer la mobilisation des protocoles Borloo et expérimenter les baux de sauvegarde dans le parc privé Prévention précoce des expulsions		<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la mobilisation des protocoles "Borloo"</li> <li>Expérimenter les baux de sauvegarde –privé</li> <li>Renforcer l'action de prévention précoce des expulsions : CAF-ADIL</li> <li>Médiation bailleur-locataire, concourant aux objectifs de la charte de prévention des expulsions.</li> </ul>	
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Convention FSL MTPM et ADIL en 2021 et 2022	Favoriser le maintien dans le logement et prévenir les expulsions	Réalisation	- FSL 2022 244 878,18 € pour 160 ménages 16 ménages accompagnés "maintien ASLL" financement associations - Action FSL ADIL 2023 : 60 000€
		Résultats	Eviter une expulsion pour 160 ménages  <i>Proposition pour 2023</i> : Expérimentation « Baux de sauvegarde » et mobilisation des protocoles « Borloo » selon la stratégie définie dans le cadre du PDALHPD
Les livrables 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
	En attente	Equipe mobile de prévention des expulsions locatives dans le parc privé (DDETS et DIHAL) : → 2021-2022 : 75 dossiers / 34 ménages accompagnés → 2022-2023 : 57 dossiers / 41 ménages accompagnés	Les actions 11 et 12 étaient en attente de la réécriture du PDALHPD et de la charte de prévention des expulsions locatives 2023-2029. Les actions sont incluses dans le PDALHPD (fiches 3.1 et 3.2)  Seule l'action 11, recentrée sur les baux de sauvegarde dans le parc privé, sera à construire courant 2025 pour déploiement sur 2026, avec la CAF. <b>A LANCER</b> : FA 11. Expérimenter les baux de sauvegarde –privé (à reprendre et à déployer en 2026)

### 1.13 Action 13 : Remobilisation autour de l'insertion par le logement

ACTIONS		OBJECTIFS		
Remobilisation autour de l'insertion par le logement		<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'insertion sociale par l'inclusion dans le logement en améliorant les conditions de vie dans l'habitat.</li> <li>Optimiser une stabilité dans le parcours locatif.</li> </ul>		
Les livrables réalisés en 2021-2023	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats au 2022-2023		Observations
Convention de partenariat entre la Métropole et MTPM- ITINOVA 12/21	Terminée	Réalisée	<p><b>Nb de mesures attribuées</b> : 59</p> <p><b>Nb de mesures réalisées</b> : 34</p> <p><b>Nb d'annulations</b> : 5</p> <p><b>Nature des orientations</b> : 34 UTS, 3 associations partenaires, 4 associations tutelle, 18 ITINOVA PLA (orientations dispositifs internes dans le cadre de la transversalité des dispositifs)</p> <p><b>Nb de rencontres avec les UTS</b> : 1</p> <p><b>Typologie des ménages suivis</b> :</p> <p>Hommes isolés : 2 avec enfant(s), 4 sans.</p> <p>Femmes isolées : 22 avec enfant(s), 14 sans.</p> <p>En couple : 3 avec enfant(s).</p>	<p>Subvention N1 : 20 000 €</p> <p>Subvention N2 : 40 000 €</p> <p><b>Proposition pour N3</b> : Transformation de l'action auto-réhabilitation relevant plus de l'insertion (RSA) en APIE (cf. fiche action 13 Bis)</p>
		Résultats	<b>Nb de ménages maintenus dans le logement</b> : 29	<b>ACTION TERMINEE</b>
		Impacts	<b>Nb de chantiers poursuivis en autonomie</b> : 22 ménages ont annoncé à la fin du chantier la volonté de continuer l'amélioration de leur logement.	

### 1.14 Action 13 Bis : Accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE)

Action		Objectifs	
Accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE)		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Maintenir les publics fragiles dans leurs logements au sein du secteur privé par une action globale (accompagnement multithématique y compris la santé).</li> <li>▪ Création d'une plateforme d'accompagnement : prévention, diagnostic, accompagnement aux gestes et aux petits travaux, accompagnement des propriétaires bailleurs par le dispositif Bien chez soi, et suite à identification de problèmes de santé ou de perte d'autonomie : lien vers le DAC (Dispositif d'Accompagnement Coordonné / médico-social)</li> </ul>	
Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de réalisation de l'action	Indicateurs de suivi et résultats N3	Observations
Convention signée le 28/03/2024	En cours	Mobilisation de 100 mesures d'Accompagnement prévention impayés d'énergie, grâce à l'ajout d'un second opérateur, pour une extension sur l'ensemble du territoire métropolitain, en lien avec Bien chez soi (rénovation-travaux -conventionnement)	<p>Suite au changement de Direction d'ITINOVA, la signature et le démarrage de l'action ont pris du retard.</p> <p>Subvention N3 : 58 330 € (50 mesures en file active sur 3 communes de MTPM)</p>
	Résultats	-Nombre de ménages accompagnés -Ratio demandes de FSE/mesures APIE mobilisées -Nombre de visites techniques effectuées -Médiations propriétaires/fournisseurs d'énergie.	<p>Un second opérateur a été ajouté, dans le cadre du Pacte des Solidarité, afin de couvrir l'ensemble du territoire de MTPM et d'ajouter un volet formation (cf. schéma de la plateforme).</p> <p>A partir de 2025, l'action sera entièrement financée dans le cadre du Pacte des Solidarités, avec une mobilisation d'un cofinancement FSL + partenaire énergie de MTPM et Etat.</p>
	Impacts	Impact attendu : Evaluation de la baisse des factures, de la récurrence des demandes de Fonds Solidarité Energie, de la précarité énergétique des foyers.	<p>Fin 2024, dans le cadre du plan LDA, l'action sera considérée comme terminée.</p>

En annexe : (1.14) APIE\_ logigramme

### 1.15 Action 14 : Favoriser l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion les personnes sans abri et sans emploi

Les livrables 2021-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
<p>Convention de partenariat entre la Métropole et l'AVAF :</p> <p>Convention 1 signée en BM le 20/12/21</p> <p>Convention 2 signée en BM du 22/04/24</p>	En cours	Réalisation	<p>Suite à des difficultés architecturales et des difficultés organisationnelles en 2023 (management + changement de Direction) l'atelier d'adaptation à la vie active (AAVA ou AVA) n'a pu être opérationnel ; il le sera en 2024.</p> <p>L'AVA est une partie du dispositif « Impulsion solidaire » soutenu par MTPM et la DDETS qui est un accompagnement global de mise en logement des personnes et de leur accompagnement vers l'emploi.</p> <p>L'AVAF a déjà lancé la démarche de sensibilisation des CHRS pour l'utilisation de la plateforme BETA qui permet une mise en relation des personnes avec le chantier d'insertion et une entrée plus rapide dans le dispositif d'insertion.</p>	<p>L'AVAF a rencontré des difficultés pour le recrutement des encadrants techniques et l'approvisionnement des matériaux pour le chantier. Un Educateur technique a pu être recruté début 2024.</p> <p>L'aménagement du local s'est terminé début juillet 2024.</p> <p>Le dispositif AAVA, une fois mis en œuvre sera un maillon indispensable pour mettre en activité les personnes les plus éloignées de l'emploi et les faire entrer dans le chantier d'insertion.</p> <p>Cet atelier dispose déjà d'un agrément des services de l'Etat (Agrément adaptation à la vie active et activité « façonnage- Conditionnement ». Un partenariat est noué avec une entreprise de savonnerie, qui sollicite les services de l'AAVA.</p>

	Résultats	Dans l'attente de l'ouverture de l'atelier, un travail de sensibilisation s'est fait en proposant aux structures d'hébergement, pour les personnes relevant de ce dispositif, un contrat de travail et un accès direct au logement.	Le financement de MTPM alloué de 22 500 €, versé le 01/02/2022 pour l'aménagement de l'atelier façonnage conditionnement a été provisionné par l'association en fonds dédiés pour être utilisé en 2024, sur la mise en fonctionnement de l'AAVA.  Subvention N1 22 500 € /12 mois
	Impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ En 2022 : 37 ménages accompagnés = 83 personnes : 43 adultes et 40 enfants.</li> <li>→ 1<sup>er</sup> semestre 2024 : 12 nouvelles orientations.</li> <li>→ Réalisation de l'atelier AAVA thématique : atelier de façonnage).</li> <li>→ Formalisation de partenariats commerciaux avec des entreprises locales pour le façonnage.</li> </ul>	Subvention N2 42 500 € /18 mois (non réalisé / report sur N3)  Subvention N3 : report de N2 pour réalisation de l'action.  L'action sera poursuivie dans le cadre du Pacte des Solidarités (dispositif : 1ères heures en chantier avec Convergence).  <b>ACTION TERMINEE</b>

En annexe : (1.15) AVAF Bilan 2023-2024

### 1.16 Action 15 : Parcours jeunes - logement - insertion – emploi

ACTIONS				OBJECTIFS
Parcours jeunes – logement – insertion – emploi				Optimiser l’insertion durable et autonome des jeunes en situation complexe et en cumul de difficultés (sans-abrisme, ruptures de parcours), en soutenant le projet logement et l'insertion par une formation et / un emploi
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Une convention MTPM-URHAJ afin de mobiliser son expertise et nous permettre d’atteindre les objectifs de la fiche action – 09/22 (18 mois)	En cours	Attendus	1. Etat des lieux des dispositifs et des acteurs 2. Repérage les axes d’amélioration et animation d’un groupe expérimental ciblant l’insertion durable et autonome des jeunes	<b>Préconisation : poursuite des objectifs pour N 3 :</b>  - Formalisation d’un parcours « jeunesse » améliorant les conditions d’insertion dans l’habitat (référence de parcours et mobilisation des dispositifs d’insertion) - Labellisation Parcours Logement Insertion Jeunes  Subvention N1 : 45 000€ <ul style="list-style-type: none"> <li>30 000€ mandatée le 09/12/22</li> <li>Versement 15 000€ restant en attente du lancement du PLIJ</li> </ul> Subvention N1 : 45 000 € (18 mois d’exercice) Subvention N2 : 0 Subvention N3 : Avenant à la convention si besoin
		Résultats	Voir 2023-2024	
		Impacts	Ouverture du diagnostic jeunes vers les acteurs de l’insertion Tuilage avec le projet d’évolution de l’observatoire jeunes de la Métropole (en cours d’élaboration).	
Les livrables réalisés en 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés		Observations (FA 15 – Parcours Logement Insertion Jeune – PLIJ)
Poursuite de la convention	En cours	Objectifs réalisés :		Poursuite de la convention sans avenant. Bilan intermédiaire à juin 2024 (action de l’URHAJ) : L’URHAJ PACA a connu de grandes difficultés de Direction et de gestion des projets.

		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etat des lieux des dispositifs et des acteurs : restitution juin 2023</li> <li>2. Repérage les axes d'amélioration et animation d'un groupe expérimental ciblant l'insertion durable et autonome des jeunes réalisé entre sept. 2023 et mars 2024)</li> </ol> <p>En attente de réalisation par un nouveau partenaire (Ansa) : les objectifs 3 et 4 :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. Modélisation du PLIJ</li> <li>4. Labellisation du PLIJ</li> </ol>	<p>Seulement 2 des 4 livrables de la convention ont été réalisés. Tous les Chargés de mission ont démissionné sans que MTPM ait été prévenu. Depuis mars 2024, nous n'avions plus d'interlocuteur. La nouvelle direction n'est pas en mesure de poursuivre l'action. La convention est caduque.</p> <p>Heureusement, nous avons mis en résonnance les actions 15 et 16. Pendant quelques mois, l'Ansa a alimenté et collaboré aux travaux de l'URHAJ grâce à ses travaux de Focus Group avec 30 jeunes et aux interviews des acteurs du territoire.</p> <p>Livrables attendus pour novembre 2024 avec le nouvel opérateur (Ansa) :</p> <p>La formalisation du Parcours Logement Insertion Jeune va être poursuivi par l'équipe de l'Ansa entre juillet et novembre 2024, afin de livrer :</p> <p>Un guide méthodologique  Un référentiel d'accompagnement  Une modélisation de parcours d'accompagnement vers le logement et l'insertion professionnelle</p> <p>Une nouvelle convention va être signée entre MTPM et l'Ansa afin de finaliser l'action. Elle sera financée par les 15 000€ restant de la convention de l'URHAJ.</p> <p><b>ACTION EN COURS</b></p>
--	--	--	---

En annexe : (1.16) PLIJ\_ Etude publics jeunes

### 1.17 Action 16 : Participation et citoyenneté

ACTIONS		OBJECTIFS		
Etude pour améliorer les parcours d'accès au logement des jeunes et développer leur participation aux politiques sociales de la métropole		<ul style="list-style-type: none"><li>Accompagner une démarche de développement de la participation citoyenne des jeunes en situation complexe sur les champs de l'accès au logement, de l'insertion professionnelle.</li><li>Initier la participation comme une pratique commune permettant de développer l'engagement citoyen, le pouvoir d'agir, l'expertise des pairs</li><li>Essaimer cette expérience vers d'autres thématiques</li></ul>		
Les livrables 2023-2024	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats		Observations
Convention Ansa 2023-2024  Budget 40 000€	Réalisée  Terminée	Réalisation :  Tous les objectifs ont été réalisés	<ol style="list-style-type: none"><li>Animer des actions de participation à destination des 30 jeunes concernés.</li><li>Production d'un film de présentation du projet par MTPM.</li><li>Production d'un film documentaire sur les parcours proposés aux jeunes (site Ansa).</li><li>Etude et propositions d'une stratégie Métropolitaine globale de "participation".</li><li>Propositions des jeunes pour améliorer leur accès au logement et à l'emploi.</li></ol>	Action en plusieurs phases : <ul style="list-style-type: none"><li>- Cadrage de l'action (10/2023)</li><li>- Mobilisation et consultation des partenaires (11/2023)</li><li>- Focus Group Jeunes (12/2023 – 03/2024) : 3 focus group avec 30 jeunes</li><li>- Réalisation d'entretiens individuels pour approfondir certains points (03/2024)</li><li>- Production des livrables et restitution (05/2024) :<ul style="list-style-type: none"><li>→ Soirée de restitution sur la place publique (Maison de l'Etudiant et de l'Information Jeunesse) avec l'Ansa + 4 jeunes</li><li>→ Les jeunes ont coanimé une table ronde face aux professionnels pour délivrer les résultats : freins et solutions proposées. Echanges avec l'assistance ; discussion sur les solutions avec les acteurs du territoire.</li></ul></li></ul> <p><i>Dans un second temps, l'Ansa pourra également accompagner à plus long terme la MTPM pour installer durablement la participation des jeunes :</i> <i>Mise en œuvre d'une formation-action de 6 mois à destination des professionnels en charge de l'accompagnement des jeunes en</i></p>



			6. Soirée de restitution des travaux sur la place publique, coanimée par des jeunes participants aux focus group.	<i>situation complexe et de la construction des dispositifs d'insertion qui leur sont destinés.</i>  Subvention N1 : / Subvention N2 (2022-2023) : / Subvention N3 (2023-2024) : 40 000 €
		Impacts	→ Mobilisations d'associations pour poursuivre des accompagnements de type Focus Group (Missions Locales ; CLLAJ ; Phar 83 – Pôle Protection de l'Enfance ; ...) → Mobilisation de Bailleurs Sociaux (Erilia ; Adoma-résidences jeunes ; Var Habitat ; ...) → Sensibilisation d'entreprises, potentiellement futurs employeurs des jeunes en parcours d'insertion professionnelle	<b>ACTION TERMINEE</b>  <b>CAPITALISATION :</b> L'action Participation Citoyenne des jeunes est capitalisée pour produire l'action « Accélérateur de l'Autonomie des Jeunes » (AAJ) - voir la fiche action, dont le double objectif est de : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rendre les opérateurs du territoire autonomes dans cet accompagnement spécifique des jeunes.</li> <li>2. Pérenniser la dimension participation citoyenne par les jeunes avec incorporation de leurs préconisations liées au logement et à l'emploi dans l'accompagnement et mobilisation des jeunes sur l'évaluation de l'action en continu.</li> </ol> Les cycles d'accompagnement des AAJ seront une ressource des Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ) pour les jeunes les plus en difficulté dans leurs démarches d'accès au logement et à l'emploi.

En annexe : (1.17) Ansa\_ Participation C.= power point de la soirée de restitution avec les jeunes + bilan des focus groups

Vous pouvez visionner les deux films qui témoignent de cette action :

- ➡ Le film de présentation de l'action de MTPM (1'59) : <https://vimeo.com/960392230>
- ➡ Le film sur diagnostic et propositions de jeunes par l'Ansa (9') : <https://www.solidarites-actives.com/fr/nos-projets/participation-des-jeunes-en-parcours-logement-et-emploi>

### 1.18 Autres actions réalisées sur la durée de la convention (pas nécessairement financées par les crédits AMI)

Pour avoir une vue complète des actions entreprises hors contractualisation LDA, se reporter au paragraphe 2.2 Dynamique partenariale portée par les services de la DHSC, et 2.3. Dynamique partenariale territoriale.

#### 1.18.1 Liens entre la stratégie de lutte contre la pauvreté et le PLAN LDA

Le début des deux plans Métropolitains étant décalé (2022 CALPAE de janvier à janvier / 2022 LDA de septembre à septembre), le plan de solidarité Métropolitain comportait une action de captation de logements en intermédiation locative qui venait enrichir la fiche action 8 LDA sans financement, visant l'insertion durable dans un logement (partenaire SOLIHA).

En 2023, cette action n'est pas renouvelée sur le plan solidarité Métropolitain et sera reprise par l'Etat pour le volet accompagnement (stock) dès juillet 2023. Ce sujet sera par ailleurs abordé dans le cadre de la réécriture du PLH Métropolitain en cours. La phase d'étude du PLH étant en cours. Aussi, pour plus de cohérence stratégique et budgétaire, il a été acté que le financement 2022 de 115 000€ pour l'AIVS émergeant au plan de solidarité Métropolitain, soit basculé pour 2023 au titre de la troisième année du Plan LDA, au prorata des 8 mois à exécuter (soit 76 670€ / voir action 9). Concourant ainsi à la fiche action n° 9 du plan (Etude FAPIL /AIVS). Ce financement a permis le maintien du poste de gestionnaire locatif adapté et de 30 mesures d'accompagnement FSL au sein de l'AIVS.

Pour 2025, une CPO pourra être envisagée (DDETS/CD/MTPM) afin de coordonner les financements avec une visibilité face aux axes d'améliorations repérés dans l'étude de la FAPIL.

**En 2024, dans le cadre de la nouvelle contractualisation PACTE des SOLIDARITES 2024-2027, deux actions sont « typées » LDA :**

- L'action 13bis du plan LDA vient nourrir une action de plus grande envergure sur le territoire. Un second opérateur est positionné afin de couvrir l'ensemble du territoire et d'apporter une expertise plus poussée, au travers d'une action de formation à destination des Travailleurs Sociaux (TS), sur la détection de la précarité énergétique. De plus, l'action LDA est enrichie d'une sous-action de diagnostic global des besoins d'accompagnements médico-sociaux et sanitaires des personnes avec, en cas de nécessité, une mise en lien avec le Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC) ; ceci dans un esprit de « *parcours global* ». Cette action représente un budget annuel de 230 000€ pour 90 accompagnements et une formation pour 30 professionnels.
- Une action en faveur des jeunes « Accompagnement renforcé des jeunes sans ressources vers l'emploi grâce au logement » : action déployée par le CLLAJ Alinéa (*Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes*) : pour un accompagnement de jeunes sans ressources dans le logement et l'accès à la formation ou à l'emploi. Cette action a fait l'objet d'une expérimentation en 2023, soutenue par la DDETS. Elle se poursuit et s'intensifie à partir de 2024, pour un budget global de 80 865€ (logement + accompagnement intensif pour 7 jeunes sur 12 mois).

### 1.18.2 La production de logement sociaux et la captation de logements abordables dans le parc privé entre 2021 et 2023

Globalement la production de logement en PLAI augmente sur la métropole sur les 5 communes les plus peuplées. Elle reste insuffisante au regard de la demande :

En 2022, on compte 9 demandes pour 1 attribution de logement social (PLAI).

Nombre logements agréés PLAI par communes et par années			
	2021	2022	2023
Saint Mandrier	20	0	0
Carqueiranne	5	0	0
Le Pradet	7	0	4
Hyères les Palmiers	23	65	3
La Garde	0	4	0
La Valette du Var	4	137	0
Toulon	9	221	101
Ollioules	53	3	0
Six Fours les Plages	22	40	33
La Seyne sur Mer	12	20	47
Le Revest les Eaux	0	0	0
La Crau	6	11	0
<b>TOTAL</b>	<b>161</b>	<b>501</b>	<b>188</b>

Demandes et attributions de logements sociaux en 2022		
	Var	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
<b>Nombre de demandes actives</b>	38 513	19 164
<b>Nombre de demandes actives aux ressources &lt; PLAI</b>	26 525	13 348
<b>Nombre d'attributions</b>	4 407	2 129
<b>Nombre d'attributions aux ressources &lt; PLAI</b>	2 979	1 441
<b>Rapport D/A</b>	8,7	9,0
<b>Rapport D/A &lt; PLAI</b>	8,9	9,3

Source : indicateur LDA - CIA dans l'ODH

En ce qui concerne le développement du logement abordable dans le parc privé, entre 2021 et 2023, la métropole comptabilise : 97 conventionnements dans le cadre des OPAH, et 120 conventionnements dans le cadre du dispositif Bien chez soi.

Concernant l'Inter Médiation Locative (IML) :

- Depuis 2020 l'IML sur le territoire est plus qualitatif.
- Les opérateurs ont épuré leurs stocks et sont toujours en phase de reconstitution du stock.
- 2022 et 2023 ont été des années pivot dans la démobilisation de logements dégradés et la captation de nouveaux logements.
- Les nouveaux logements captés sont majoritairement en Loc 2 et Loc 3 (critères ANAH).
- Sur MTPM, en 2023, la moitié des logements en sous-location a fait l'objet d'une négociation en bail glissant.

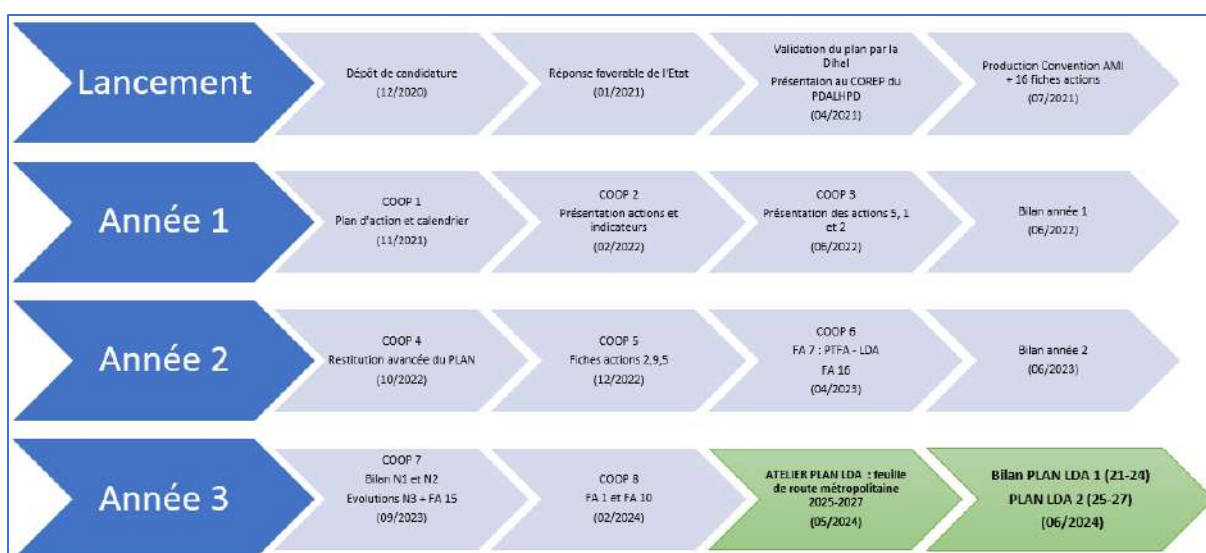
## 2 Retour d'expérience sur la dynamique partenariale : avancées, réussites, difficultés, bonnes pratiques

La dynamique partenariale est portée à la fois en interne par les services de la Direction HABITAT, SOLIDARITES CITOYENNETE (DGA-HSC) et conjointement avec les institutions : DDETS, Conseil Départemental, la Caisse d'allocations familiales (CAF).

### 2.1 La dynamique portée par la mission LDA

La mission LDA est mis en place par la Direction HABITAT, SOLIDARITE CITOYENNETE de MTPM, gouvernée par l'instance réunie régulièrement en Comité Opérationnel (COPI) et pilotée par le/la cheffe de projet dédiée (passage de relai entre les Coordonnateurs en novembre 2023).

L'instance de pilotage est constituée des partenaires institutionnels du territoire et des acteurs associatifs majeurs et/ou acteurs impliqués dans des actions concrètes (cf. le préambule, acteurs déjà impliqués dans la démarche). Le Comité de pilotage se réunit 3 à 4 fois par an afin d'évaluer les avancées des actions du plan, de renforcer leur connaissance des publics, des dynamiques et des dispositifs.



La mission est née, portée par le Chef de Service du FSL. Le soutien du FLS est visible depuis la réponse à l'AMI. Une des premières actions étant de réviser le règlement intérieur du FSL de MTPM et du CD 83 en même temps que celui du FAJ, afin de mieux prévenir les risques de rupture et d'améliorer l'accompagnement vers et dans le logement des publics fragiles.

Sur le 1er plan LDA, le FSL a co-financé plusieurs actions et les financera totalement à partir de 2025. Elles seront considérées comme « terminée » dans le plan LDA mais se poursuivront par un portage FSL MTPM (voire par le co-financement d'autres partenaires), comme c'est le cas pour :

- Finalisation de la CIA / portage financier de la convention avec l'Adil (FA 6. Pilotage CIA / CMC)
- Action d'accompagnement à la prévention des impayés d'énergie (FA 13 bis)
- Accompagnement renforcé des jeunes sans ressources (Pacte des Solidarités 2024-2027)

Au-delà de l'application de son nouveau règlement, le FSL reste moteur dans l'accélération du LDA par la mise en place d'un outil, plateforme de saisie dématérialisée des demandes et de leurs gestions ;

plateforme utilisable à la fois par les TS et par les bénéficiaires. Cette plateforme est ouverte aux TS du département et est présentée sur d'autres territoires (cf. Fiche 2. Révision du FSL). D'autre part, afin d'accélérer l'acculturation au LDA et le changement des pratiques professionnelles, depuis janvier 2024, le service FSL inclue dans ses conventions avec les partenaires de l'accompagnement vers et dans le logement une clause d'obligation de formation des travailleurs sociaux aux formations LDA en cours de programmation (cf. FA 5. Garantir un socle commun de connaissances).

Début 2024, la dynamique territoriale est relancée à la faveur de plusieurs événements concomitants : le passage de relai entre le Chef de Service FSL et la Coordinatrice LDA recrutée en novembre 2023 et complètement dédiée à la mission, l'arrivée de la nouvelle Directrice Générale Adjointe de la Direction HSC, la nécessité d'élaborer la feuille de route pour le plan LDA 2, avec une thématique prégnante sur la santé et la santé mentale des personnes accompagnées.

Ce faisceau de changements a permis d'entreprendre de nouvelles formes d'animations du Plan LDA au travers de :

- La création du Comité Inter Bailleurs de MTPM (CIB), dédié aux sujets LDA, débuté en avril 2024 (qui se tiendra 3 à 4 fois par an), en cohérence avec ceux du Var organisés par la DDETS.
- L'ATELIER PLAN LDA 2, réalisé le 15 mai 2024
- La 1<sup>ère</sup> journée thématique, avec apport techniques en maîtrise d'ouvrage (MO), sur la production de logements en PLAI-Adapté (PLAI-A), prévue le 1<sup>er</sup> octobre 2024, soutenue par la DREAL PACA, la DDETS 83, l'AR-HLM.

D'autre part, en tant que territoire de mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord, la métropole participe au pilotage opérationnel du nouveau PDALHPD (cf. le §2.3. Dynamique partenariale territoriale ou le 3.3.1. Cohérence et implication avec le PDALHPD).

## 2.2 Dynamique partenariale portée par les services de la Direction HABITAT, SOLIDARITE, CITOYENNETE

### 2.2.1 Service Habitat et démarche LDA

Dans le cadre de l'élaboration du troisième Programme Local de l'Habitat, plusieurs instances de travail collectifs et collaboratives se sont tenues. L'ensemble des personnes publiques associées à cette élaboration ont pu énoncer problématiques, enjeux et préconisations quant à la future politique habitat de la métropole.

Ainsi, 2 séminaires permettant de partager le diagnostic socio-économique ont été organisés les 27 avril et 17 mai 2022. Puis, en 2023, deux autres ateliers ont permis de travailler à la définition des orientations et la formalisation des actions :

- 1er atelier le 11 mai sur le parc de logement et la mobilisation du parc existant ;
- 2ème atelier le 23 mai sur les parcours résidentiels.

L'ensemble de ces instances ont permis de couvrir l'ensemble des champs de la production et des différents produits-logements à porter dans le cadre de ce PLH, mais les publics cibles et prioritaires

ont également été travaillés avec les partenaires, notamment le public relevant du plan LDA, afin de mettre en place une véritable dynamique autour de ces enjeux.

C'est dans ce cadre de co-construction que le programme d'action du PLH a été finalisé par la métropole en recherchant l'articulation entre PLH et Plan LDA. Le Plan LDA est partie intégrante du plan d'actions du PLH3 de la métropole.

Concernant le calendrier prévisionnel du PLH3, celui-ci sera arrêté en septembre lors d'un conseil métropolitain, puis transmis aux communes et personnes publiques associées. L'avis de l'Etat est attendu sur ce projet. Il sera adopté définitivement au cours du second trimestre 2025.

## 2.2.2 Service Cohésion Sociale et Territoriale et philosophie du LDA

Dans le cadre des compétences inhérentes à la direction solidarité, le service Cohésion Sociale et Territoriale (SCST) inscrit sa dynamique dans le même esprit que la mission logement d'abord.

Ainsi, le service soutient depuis trois années des associations d'insertion par l'activité économique ainsi que d'autres associations visant à accompagner un public vulnérable et/ou très éloigné de l'emploi dans une démarche d'accompagnement global à visée socio professionnelle.

Des dispositifs nationaux portés par des SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique) tels que *Premières Heures en chantiers* (PHC) ou encore une *Métropole en convergence vers un accompagnement global spécialisé* consistent à accompagner un public sans domicile fixes et/ou sans solution de logement, cumulant un certain nombre de problématiques à lever les freins au logement, à la santé et à la mobilité pour une meilleure insertion socio professionnelle.

C'est pourquoi, alors que la contribution financière du SCST aux projets de maintien et d'accès au logement des publics fragiles variait de 9 000€ à 22 000€ par an entre 2021 et 2023 ; le service s'engage à financer ces actions à hauteur de 136 500€ en 2024.

## 2.2.3 Le Service Jeunesse et Proximité : les 18-25 ans, public prioritaire du plan LDA

Afin de mieux accompagner les jeunes dans le logement et d'être en cohérence avec la politique publique, le Service Jeunesse et proximité a entrepris de réviser le règlement intérieur du Fonds d'Aide au Jeune (FAJ) en même temps que celui du FSL. Il est applicable depuis sa validation en Conseil Métropolitain du 23 mars 2024.

Le nouveau règlement prévoit :

RI du FAJ MTPM / logement (logement autonome et FJT)		
<b>Accès</b> au logement : aide au paiement de la caution et frais annexes (frais d'entrée, frais d'agence)	Plafond de 350 € <i>Solliciter en amont le FSL, Locapass, garantie Visale</i>	1 fois/an
<b>Maintien</b> dans le logement : aide au paiement du loyer hors charges	50 % du loyer, à hauteur max de 300 €	2 fois/an
<b>Energie</b> : Aide au paiement de factures (EDF, Eau...)	150 € après avoir sollicité le FSE Energie	2 fois/an
Assurance habitation	Plafond 80 €	1 fois/an
Installation : achat de mobilier	Plafond 400 €	1 fois/an

Afin de faciliter l'acculturation et l'implication des partenaires et des jeunes dans les actions du plan LDA, le service a invité les porteurs d'actions dans ses instances de Coordination ainsi que dans le Conseil de la Vie Etudiante et de la Jeunesse de MTPM (CVEJ).

De plus, les actions du Plan Logement d'abord en faveur du logement des jeunes sont inscrites à l'axe 2 du Plan Jeunes TPM et font l'objet de l'évaluation annuelle.

#### 2.2.4 La mission développement des outils usagers et participation citoyenne

La Métropole TPM déploie une politique dynamique en faveur de la cohésion sociale sur son territoire. La dimension humaine et la proximité sont au cœur du projet métropolitain et la Métropole TPM a engagé plusieurs nouveaux chantiers à destination de l'ensemble des habitants du territoire (et notamment à destination du public jeunes vulnérable, des personnes en situation de handicap, des familles monoparentales ...). La Métropole poursuit ainsi des objectifs partagés avec la CAF du Var, acteur majeur de la politique familiale et sociale et partenaire historique.

A l'appui de cette convergence de dynamique, la métropole TPM et la CAF du Var ont souhaité conjuguer leurs efforts et renforcer leur collaboration en formalisant un projet social de territoire dans le cadre de la première Convention Territoriale Globale Métropolitaine (CTG) signée le 26 avril 2023 pour une durée de 4 ans (de 2023 à 2026).

Cette Convention Territoriale Globale se décline autour de 3 champs thématiques :

- Axe 1 : L'habitat, le cadre de vie et la participation des habitants
- Axe 2 : L'amélioration de la relation à l'utilisateur par le développement d'un territoire inclusif
- Axe 3 : Le soutien à l'insertion sociale et professionnelle, avec une attention particulière portée au public Jeune.

Dans le cadre des axes 1 et 3, la métropole a souhaité établir des passerelles entre la CTG et le plan LDA sur la participation et l'engagement du public jeune autour de deux actions phares :

- Le parcours jeune-logement-insertion- emploi (Fiche action 15 LDA)
- Participation et citoyenneté (Fiche action 16 LDA)

Le double objectif de la mission Développement des outils usagers et participation citoyenne est de :

1. D'animer des réseaux afin de favoriser l'interconnaissance, la circulation de l'information, l'expérimentation...
2. De déployer une démarche d'aller vers (avec d'autres partenaires institutionnels) afin de promouvoir l'offre métropolitaine en proximité et au plus près des habitants.

Cette dynamique concourt au soutien d'actions, en lien avec la CAF du Var, favorisant l'insertion par le logement et l'accès aux droits des publics en situation de vulnérabilité, dont les actions du Plan LDA.

### 2.3 Dynamique partenariale territoriale (externe aux services de MTPM)

La dynamique partenariale a été facilitée par l'implication directe de l'Etat sur le territoire, au travers de 3 actions essentielles :

- Depuis décembre 2021 : le déploiement du dispositif *Un chez soi d'Abord*

- Depuis 2022 : le travail de structuration du SIAO comme outil pivot porté par la circulaire du 31 mars 2022 relative à la mise en œuvre du Service public de la rue au logement.
- Courant 2022 : le déploiement de l'équipe mobile de prévention des expulsions dédié au territoire de la métropole.

#### *Contribution de la DDETS au rapport d'exécution :*

Depuis l'engagement de la Métropole visant à accélérer le déploiement du « Logement d'abord », l'État a souhaité favoriser cette accélération, au-delà des engagements déjà pris dans le cadre de la contractualisation.

Cela se traduit notamment par une gouvernance territoriale renouvelée et une offre nouvelle sur MTPM.

#### **2.3.1 Une gouvernance territoriale plus partenariale et renouvelée**

Le PDALHPD du Var a fait l'objet d'une révision cette année. Celui-ci embarque 11 entités différentes portant la responsabilité de son pilotage opérationnel (CD, DDETS, DDTM, ANAH, ARS, Métropole, CAF, SIAO, Maison de l'Habitat, DDFE, ARHLM).

La Métropole a fait partie du comité de pilotage en charge du suivi de la révision de ce plan avec le Département et l'Etat. Elle est désormais pilote d'action spécifiques en sa qualité de territoire de mise en œuvre accélérée du LDA.

Par ailleurs, elle est désormais intégrée dans les instances suivantes : CCAPEX et comité stratégique du SIAO. De même, la charte de prévention des expulsions locatives a été révisée et a permis de définir de nouveaux engagements. La Métropole est désormais signataire.

#### **2.3.2 Le déploiement d'une offre nouvelle sur MTPM**

##### **Sur la prévention des expulsions et des ruptures :**

L'État a fait le choix de réserver l'intervention de l'équipe mobile en charge de la prévention des expulsions locatives sur le parc privé à ce territoire.

Il a également soutenu le déploiement de projets coportés par deux bailleurs et une association sur le maintien dans le logement de personnes souffrant de problèmes de santé (psychologiques / syndrome de Diogène...) dans le cadre du FNADVL.

##### **Sur le déploiement d'une offre d'accueil pérenne nouvelle :**

Depuis la signature de la convention, 50 places d'hébergement ont été pérennisées sur Toulon, en complément de l'offre déjà existante, afin de mieux répondre en termes de qualité et de volume aux besoins des personnes à la rue.



### **Pour les jeunes :**

En 2023, en complémentarité des travaux menés par la Métropole, l'État a lancé une étude sur les jeunes à la rue ou accueillis en centres d'hébergement afin de mieux les connaître et adapter l'offre existante à leurs compétences et aspirations.

Une 1ère expérimentation, à très petite échelle, (3 logements puis 4), a été lancée afin de proposer une offre d'hébergement autonome pour des jeunes sans ressources mais inscrit dans un parcours d'insertion. Les résultats sont très bons et les jeunes adhèrent. La Métropole a repris cette action dans le cadre du pacte des Solidarités afin de la développer.

### **2.3.3 La dynamique territoriale – prospective**

Cette dynamique va se poursuivre, dès le second semestre 2024, notamment grâce à :

1. L'identification de plusieurs projets de pensions de famille sur la Métropole dont deux sont déjà validés et sont intéressants en termes de public visé : une résidence accueil et une pension de famille pour des personnes âgées de 50 ans et plus très précaires. Ces projets sont coconstruits avec le principal centre hospitalier du Var.
2. Le développement de projets favorisant l'insertion professionnelle :
  - Une expérimentation impulsée par l'État visant à proposer un logement en intermédiation locative à un jeune ou un allocataire du RSA, sans logement propre, bénéficiant d'une promesse d'embauche sur un territoire d'attractivité situé à l'ouest de la Métropole ;
  - Le déploiement simultané du dispositif 1ères heures sur 3 sites au sein de la Métropole dans le cadre de contractualisation pauvreté (file active de 45 personnes) ;
  - L'emploi, à venir, de CIP (ou autre professionnel), spécialistes de l'insertion professionnelle au sein des CHRS de la Métropole afin de dynamiser les parcours d'insertion professionnelle (en prévision d'un développement potentiel de COACH) ;
3. L'adaptation de l'offre afin de mieux répondre aux jeunes
4. La dynamisation de l'interconnaissance entre les associations et les bailleurs sociaux, initiée par la DDETS en 2023 va se poursuivre en 2024 via le déploiement de la feuille de route écrite et mise en cohérence avec celle du Comité Inter Bailleurs de MTPM.
5. De nouvelles actions pour accélérer la fluidité via une session annuelle avec INSOLAB relative aux entrées en IML et sorties de CHRS.
6. La poursuite des discussions entamées avec l'ARS : renfort complémentaire des temps de psychologues, co-construction de formations à venir sur la réduction des risques, l'expérimentation d'EHPAD hors les murs, la mise en place de plateaux techniques avec la communauté à 360° et la réflexion sur un projet de places d'EHPAD pour personnes âgées vivant à la rue.

*Fin de la contribution de la DDETS au rapport d'exécution*

### 3 Eléments de bilan globaux sur l'apport de l'AMI sur la lutte contre le sans-abrisme sur le territoire

#### 3.1 Effet accélérateur du LDA sur le sans-abrisme : premiers chiffres

L'AMI est un accélérateur de la mobilisation des partenaires sur le territoire ; il participe à l'obligation de mettre en cohérence les différentes programmations. Pour exemple, cela s'est traduit concrètement sur des actions comme la révision concomitante du règlement intérieur (RI) du FLS métropolitain et du FSL départemental ainsi que la révision du RI du Fonds d'aide aux jeunes métropolitain (FAJ).

La métropole, en sa qualité de territoire de mise en œuvre accélérée de la politique publique du Logement d'Abord, a été reconnue comme porteur de projets innovants ; projets à évaluer et à adapter sur d'autres territoires du Var, dans le nouveau PDALHDP. Le rôle de territoire d'expérimentations à effet d'accélération de MTPM est souligné à la fois sur des actions relatives à la connaissance des publics et de l'offre (création d'indicateurs LDA dans l'Observatoire Départemental de l'Habitat - ODH), et, sur des actions relatives à la création d'accompagnements globaux pour des publics spécifiques comme celui du Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ). De ce fait, la métropole est identifiée comme pilote opérationnel de différentes actions à développer au sein du nouveau PDALHDP.

Grâce à la création des indicateurs LDA dans l'ODH Var avec la PTFA-SIAO, et, au travail d'enquête mené par la PTFA avec et auprès des personnes vivant à la rue, notre territoire a une connaissance plus fine des besoins des personnes sans-abris, de leurs représentations de ce que sont ou devraient être le logement et l'accompagnement lié au logement. Cette étude est le prélude à un travail qui s'engage sur le 2<sup>e</sup> semestre 2024 et se poursuivra sur le plan LDA 2, avec les partenaires de l'accompagnement social, l'insertion et la santé, notamment avec la création du plateau technique de la plateforme d'accompagnement en cours de co-construction (juin-juillet 2024).

Bien que les outils d'observation et d'analyse des données, en cours de finalisation, ne soient pas encore totalement opérationnels (*Cf. fiches 1 et 1 Bis. Diagnostic LDA – création du volet LDA dans l'ODH et création de l'outil Démarche Synchro*), nous disposons de chiffres qui permettent d'affirmer « l'effet accélérateur » du plan Logement d'Abord sur le territoire.

Pour exemple, entre 2017 (veille du lancement du plan LDA) et juin 2024, la progression des entrées en logement social de personnes hébergées et des personnes déclarées sans-abri est plus importante sur MTPM que sur le reste du Var (cf. tableau ci-dessous).

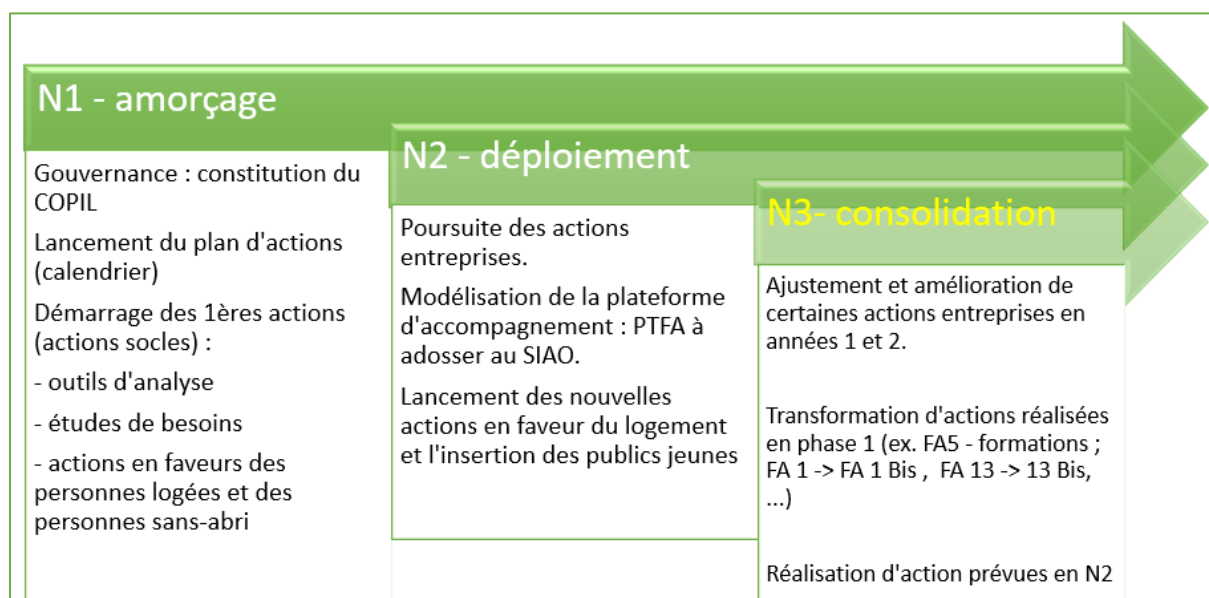
Accès au logement social des personnes en Hébergement Généraliste et Sans-abri  (Source DDETS)	2017		2021 (contractualisation AMI)		2024 (Juin)	
	MTPM	Var Hors TPM	MTPM	Var Hors TPM	MTPM	Var Hors TPM
Personnes sortant d'Hébergement Généraliste	3.1%	2.4%	4.4%	2%	4.7%	2.5%
Personnes sans-abri	2.1%	1.9%	2.5%	3%	3.4%	1.3%

D'autre part, concernant l'accès au logement social des publics prioritaires labellisés LDA ou à leur relogement, l'action de la Commission Métropolitaine de Coordination mise en place dans le cadre de la CIA (Commission Intercommunale d'Attribution) montre déjà ses effets positifs. Le nombre de ménages logés a doublé entre l'année 1 et l'année 2, soit : en année 1 (2021-2022) : 10 ménages ont été relogés ; en année 2 (2022-2023), 20 ménages ont été relogés (cf. Fiche 6).

### 3.2 Ce que nous retenons des 3 années écoulées

Les 3 années passées représentent 3 phases du plan : phase d'amorçage, phase de déploiement et phase de consolidation des actions.

Au-delà de la sensibilisation des acteurs à la réponse à l'AMI, il a fallu consacrer du temps sur l'année 1 pour passer à la mobilisation des acteurs opérationnels et à l'animation : la mise en action du plan.



Ces 3 années ont permis :

- De faire entrer en cohérence les documents programmatiques sur le territoire de MTPM, en insufflant la logique et les objectifs de la politique publique du logement d'abord dans chacun d'eux ; par exemples au sein du 3<sup>ème</sup> PLH et au sein de la CIA.
- De commencer l'acculturation à la logique du LDA au sein des institutions et partenaires opérationnels, en partant des instances de gouvernance et du top management.
- De créer les architectures des outils de connaissance du territoire (publics, besoins, réponses existantes) : Plateforme d'accompagnement adossée au SIAO ; Indicateurs LDA et CIA – volet ODH ; Démarche Synchro pour l'observation dynamique des parcours de la rue au logement
- D'ajuster les outils de soutien financier aux nouvelles réalités économiques des ménages (FSL et FAJ).
- D'accélérer l'entrée en logement social et dans le parc privé des publics sans abri et mal logés avec des actions spécifiques à différentes typologies de publics (Actions 6, 13, 14, 15, 16).
- De mobiliser de nouveaux acteurs sur les chantiers en cours ou ceux à venir sur le second plan.

Ces 3 années ont été riches d'enseignements concernant les réalités quotidiennes des professionnels de l'accompagnement social et de leurs impacts sur l'organisation de leurs employeurs, tant au niveau de l'effet de travail en silo qu'au niveau de la gestion des ressources humaines, et des besoins de croissance des équipes de l'accompagnement social, médico-social et sanitaire (ex. : équipes mobiles).

De nombreuses structures ont des difficultés de recrutement et de stabilisation des équipes, notamment de travailleurs sociaux et de conseillers en insertion logement et insertion professionnelle. Ces difficultés ont impacté le déploiement des actions du plan LDA, soit en freinant considérablement l'action, soit en la mettant en suspens pendant un certain temps. Certains partenaires opérationnels, spécialisés dans l'ingénierie de la formation (FAS PACA) ou l'ingénierie de projet (URHAJ) ont connu les mêmes difficultés de gestion des ressources humaines.

D'autre part, toutes les actions entreprises, et les groupes de travail qui en ont découlé, ont été l'occasion de mettre en place des temps d'interconnaissances des secteurs de la veille sociale, de l'hébergement, du logement, de l'accompagnement.

Cette période nous apprend également que l'interconnaissance, l'acculturation et la formation sont des axes incontournables, plébiscités par tous les acteurs, à poursuivre et à démultiplier si nous voulons réellement booster l'effet accélérateur sur le territoire. Il ne s'agit plus de diffuser la philosophie du Logement d'Abord mais d'entrer dans la phase de changement des pratiques professionnelles chez tous les acteurs de manière durable.

Il nous faut donc impliquer :

- Tous les décideurs, toutes les typologies d'acteurs, tous les domaines d'intervention
- Les futurs professionnels (TS en fin de formation), les professionnels qui peuvent paraître à la marge des accompagnements mais se révèlent bloquant dans les orientations comme les mandataires judiciaires à la protection des majeurs.
- Les nouveaux acteurs du LDA sur notre territoire pour faire bouger les lignes sur l'accompagnement des publics sensibles comme les personnes sortant de prison ou les établissements sanitaires et médico-sociaux (ex. : le SPIP – ministère de la justice et les hôpitaux refusent de partager les données de connaissance des publics et de leurs besoins).

Les demandes des acteurs, c'est-à-dire leurs besoins d'étayage et d'outils pour être équipés pour mieux accompagner les personnes vers et dans le logement ressortent significativement des diagnostics de toutes les programmations du territoire :

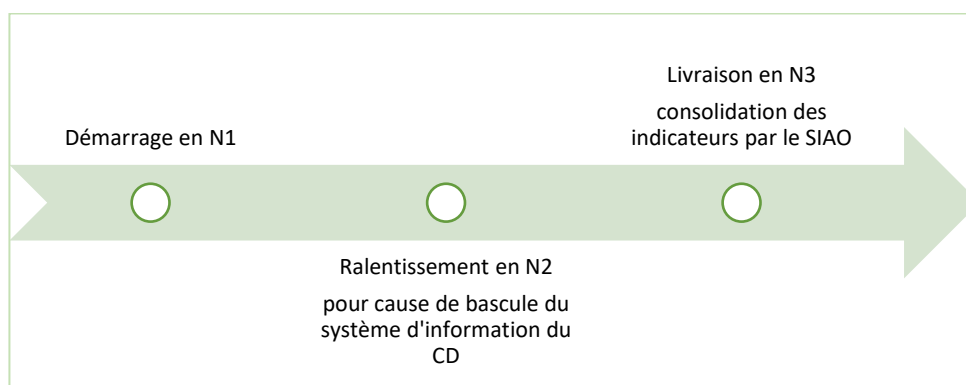
1. La nécessité d'intensifier l'interconnaissance des secteurs pour arriver à la logique LDA
2. La nécessité du travail partenarial plus serré, pour en finir avec le fonctionnement en Silo et coconstruire des parcours d'accompagnement globaux.
3. Le besoin de formations spécifiques *Logement d'Abord* et en *Santé*, c'est-à-dire sur le repérage des problématiques de santé et santé mentale (repérage des signaux faibles ; postures à adopter suivant le poste occupé par le professionnel qui repère les signaux ou reçoit la demande d'aide ; la connaissance des interlocuteurs ressources de la thématique santé et des procédures de saisie (information préoccupante, demande d'intervention)).

### 3.2.1 Les actions qui ont connu des difficultés

Pour chaque action qui a connu une difficulté, un ralentissement, un décalage dans le calendrier ou une suspension, nous avons mis en place une solution avec l'opérateur.

#### 3.2.1.1 Action 1. Diagnostic Logement d'Abord

*Description : développer une connaissance plus fine des publics en situation de rupture dans leurs parcours résidentiels (sans abris, hébergés ou en attente de logement social) et des capacités, au sein de l'ODH existant. Créer un volet logement d'abord dans l'ODH existant. Recenser les structures et capacités en un seul lieu (n-1 demandes et offres).*



La mission de cartographie de l'offre de logement et d'hébergement a été réalisée rapidement. En revanche, la partie création des volets LDA et CIA dans l'ODH, par la création et l'intégration d'indicateurs spécifiques, a pris du retard.

Le prestataire du CD a limité les séances de travail avec les acteurs des comités techniques (CD, DDETS, SIAO-PTFA, MTPM) pour définir les indicateurs. De ce fait, après la livraison de la 1<sup>ère</sup> mouture des indicateurs LDA, les professionnels ne mettaient plus les mêmes signifiants derrière certains indicateurs. Entre temps, l'élaboration de l'interface volet LDA et volet CIA dans l'ODH sur le site a été ralentie pour cause de bascule de l'infrastructure technique sur la plateforme ESRI du Département (hébergement et administration du site internalisé).

Afin d'aboutir à une définition partagée des indicateurs avec des intitulés et des valeurs statistiques comprises par tous : nous avons engagé un travail *d'affinage* des indicateurs avec les Coordinatrices de la PFTA et le statisticien du SIAO. Les volets LDA et CIA devraient être accessibles aux différents acteurs du logement courant second semestre 2024, dès que la bascule du système d'information sera terminée.

#### 3.2.1.2 Action 5. Garantir un socle commun de « connaissances » Elus professionnels-personnes accompagnées

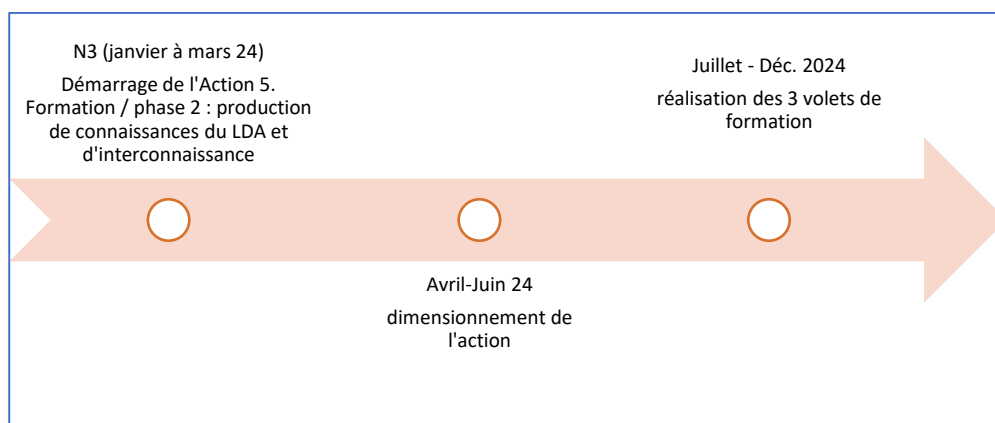
*Description : Initier une interconnaissance des partenaires. Développer le travail en coordination. Garantir une connaissance du domaine du "logement d'abord". Repérage des besoins et levier de changement. Initier un réseau de partenaires et développer le travail de coordination. Partager les expériences. Amélioration des pratiques d'accueil, d'orientation et de réponse.*

L'action 5 a été réalisée en année 1 : par la livraison de l'étude sur les besoins en formation des acteurs du territoire, en particulier pour le secteur de l'AHI. En auditionnant les structures, la Fédération des Acteurs de la Solidarités (FAS PACA) a commencé à diffuser la philosophie du LDA.

A partir de cette étude et des préconisations, l'action 5 a été redéfinie et réinscrite au plan d'action LDA pour l'année 3.

L'action a pris du retard dans son déploiement pour 2 raisons :

- 1) La FAS comme d'autres opérateurs en ingénierie de projet et de formation rencontre des difficultés de recrutement et de stabilisation de ses équipes. Le turn-over des chargées de mission bouscule le calendrier de l'action. Le président de la FAS PACA a repris la gestion de l'action en direct.
- 2) Le besoin financier de l'action a été mal évalué à l'origine pour couvrir les coûts de :
  - a. L'adaptation de la plateforme d'e-learning et le pack annuel
  - b. Couvrir l'ensemble des publics définis dans la zone « Action » du tableau d'objectifs.



De ce fait, un temps a été nécessaire au Président de la FAS pour réévaluer les coûts des 3 volets de formation et de redimensionner les publics prioritaires. Un plan détaillé de formation est arrêté et sera terminé en décembre 2024, afin d'avoir un réel impact sur les pratiques professionnelles des TS de l'AHI et un changement de posture des professionnels des autres secteurs (cf. FA 5 et ses annexes).

Pour accélérer le changement de pratiques professionnelles, la formation LDA et les séminaires devront faire l'objet d'une nouvelle programmation en 2025.

### 3.2.1.3 Action 15. Parcours jeunes - logement - insertion - emploi

*Description (convention sur 18 mois) :*

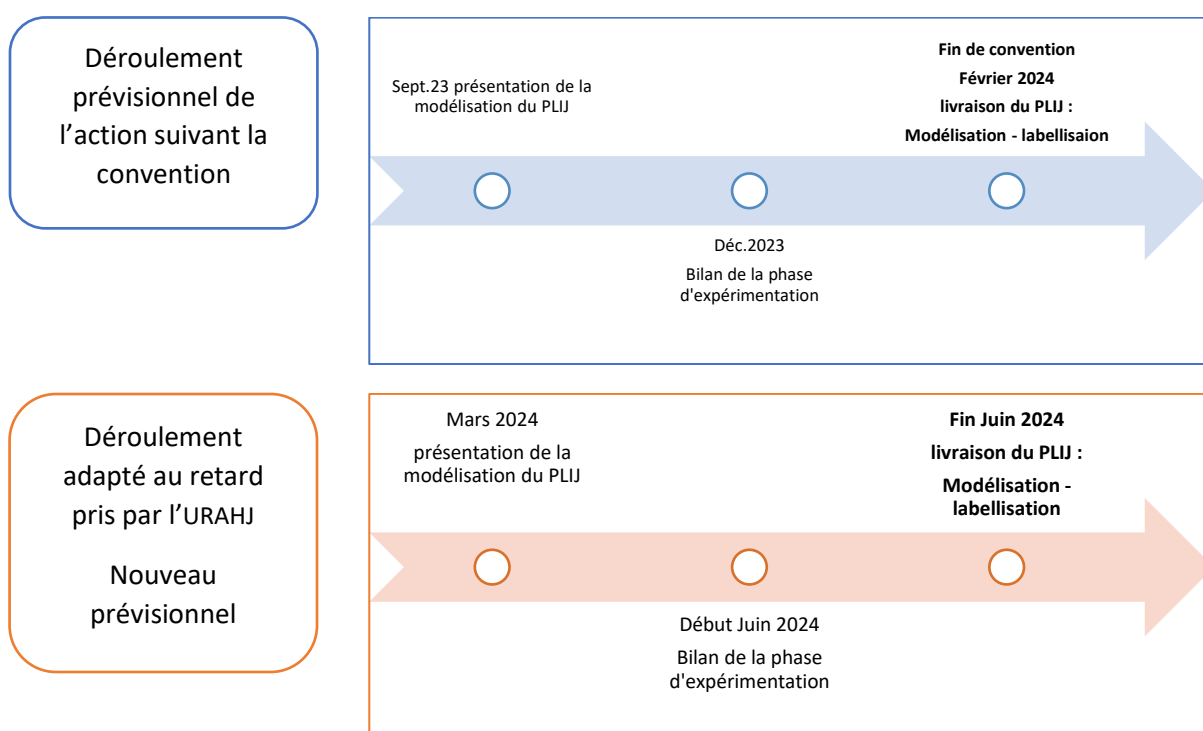
*Phase 1 (N1) : Etude et animation d'un groupe ciblant l'insertion durable et autonome des jeunes en situation complexe en soutenant le projet logement et l'insertion par une formation et/ un emploi. Etat des lieux des actions, interconnaissance, information, coordination, mobilisation des dispositifs existants et accompagnement renforcé.*

*Phase 2 (prévue en N2) : Poursuite des objectifs 3 et 4 : formalisation d'un parcours « jeunesse » améliorant les conditions d'insertion dans l'habitat (référence de parcours et mobilisation des dispositifs d'insertion), et, labellisation « parcours jeunes ».*

### Réalisation :

La phase 1 a été réalisée dans les temps : l'étude de territoire « *Accompagnement Des Publics Jeunes Vers Une Insertion Socioprofessionnelle durable en s'appuyant sur le logement* » (offres et besoins) a été présentée en COOP 7 (sept.2023).

La phase 2 n'a pas donné satisfaction. Les chargés de mission programmaient des groupes de travail et mobilisaient les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'accompagnement des jeunes sans jamais modéliser le/les parcours PLIJ. Ce qui a fini par lasser les professionnels. L'action ne cessait de prendre du retard.



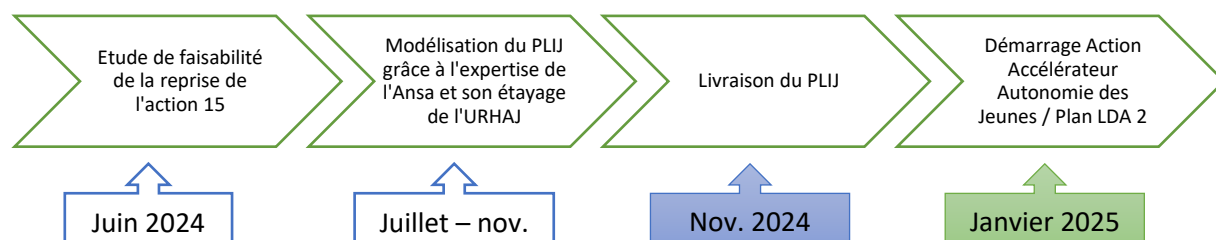
A la fin de la période de contractualisation, la Directrice de l'URHAJ PACA entrait en négociation afin de recevoir le solde de la subvention, sans obligation de livrer les attendus, et, nous proposait une nouvelle convention de 30 000€ pour organiser des groupes de travail d'interconnaissance ; ce que nous avons refusé. S'en est suivi une période de flottement, sans interlocuteur ; période au cours de laquelle nous avons appris que l'URHAJ PACA a connu des difficultés de direction et de gestion financière. Tous les chargés de mission ont démissionné.

La convention était alors caduque.

Avant de connaître les difficultés internes de l'URHAJ PACA, constatant le retard, en cours de convention, nous avons mis en relation les équipes de l'Ansa (*FA16. Participation citoyenne des jeunes - thème logement et emploi*) et de l'URHAJ afin de corréliser leurs travaux. L'Ansa est venue en soutien de l'équipe de l'URHAJ : l'URHAJ travaillant sur l'accès au logement et à l'insertion avec les professionnels, alors que l'Ansa travaillait sur le même thème avec 30 jeunes, âgés de 18 à 25 ans.

L'action 16. *Participation Citoyenne* parfaitement réussie par l'Ansa, et, sa connaissance des travaux de l'URHAJ nous a amené à mobiliser l'équipe de l'Ansa pour finaliser l'action 15, sur les objectifs de formalisation et labellisation du PLIJ. L'Ansa a terminé son action en mai dernier ; elle reprend l'action du PLIJ à partir de juillet. Cette action sera terminée en novembre 2024.

*Solution apportée : nouvelle programmation du déroulé de l'action 15, avec l'équipe de l'Ansa :*



*Pour l'action 16 menée par l'Ansa : voir le bilan et le § 3.2.2 Les actions qui ont le mieux fonctionné.*

### 3.2.2 Les actions qui ont le mieux fonctionné

Nous avons déjà exposé les réussites et impacts positifs des outils internes de la métropole au travers de la révision du FSL et du déploiement de sa plateforme de saisie (+ 30% de dossiers traités - voir bilan fiche 2) ainsi que de la finalisation de la CIA, avec la création de la commission métropolitaine de coordination (40% des ménages identifiés public prioritaire métropolitain ont été logés – voir bilan fiche 6).

Les 2 autres actions qui ont le mieux fonctionné sont :

- Action 7. Une plateforme de coordination et de mutualisation logement (dite PTFA – LDA)
- Action 16. Participation et citoyenneté

#### 3.2.2.1 Action 7. Plateforme territoriale d'accompagnement (PFTA-LDA)

La formalisation du partenariat entre la DDETS, l'association gestionnaire du SIAO « ITINOVA », la Fédération des acteurs de la solidarité PACA-CORSE et la métropole, sous la forme d'une convention, a permis de voir l'installation d'une plateforme LDA sur le territoire.

Afin de garantir la plus grande efficience, la plateforme est adossée au SIAO.

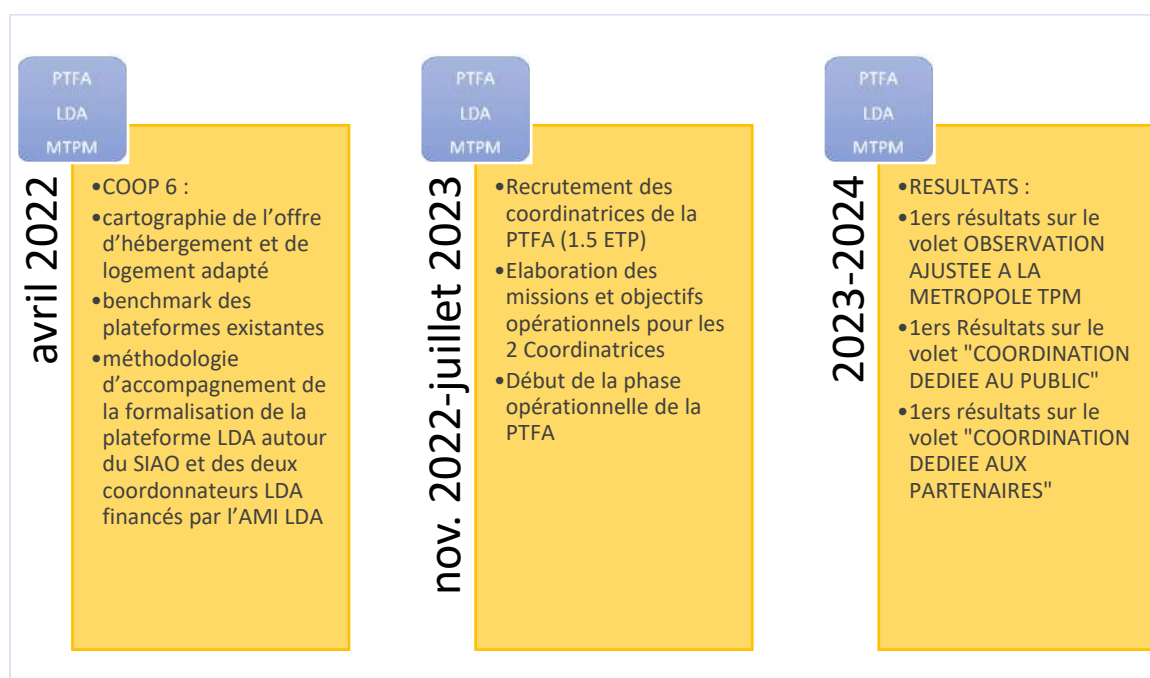
La concrétisation de la plateforme s'est faite par le recrutement de 2 professionnelles coordinatrices (pour 1.5 ETP). Les coordinatrices font partie de l'équipe du SIAO. Elles sont en lien permanent avec les équipes du SIAO et du 115, ainsi qu'avec le statisticien du SIAO pour ce qui est de la partie étude de leur feuille de mission. Elles participent aux différentes commissions d'attribution des logements du territoire et à la commission métropolitaine de coordination de la CIA.

Leur feuille de route 2022-2024 se déclinait en 3 axes :

- Axe 1 : Coordination dédiée au public, et principalement la création du/des plateaux techniques d'accompagnement coordonné



- Axe 2 : Coordination dédiée aux partenaires
- Axe 3 : Observation ajustée à la métropole TPM



Les 3 axes sont réalisés en partie ou en totalité. La plateforme est identifiée par tous les acteurs.

Les coordinatrices ont créé un maillage opérationnel des acteurs de l'hébergement, du logement, de l'accompagnement, de l'emploi et de la santé. En juillet 2024, elles élaborent avec les partenaires du territoire le plateau technique d'accompagnement global coordonné. Ce plateau devrait se réunir pour la première fois en septembre 2024. Après un fonctionnement de 4 mois, une évaluation du fonctionnement et son ajustement seront produits (déc.2024).

Pour le détail du bilan, se reporter au paragraphe de *Bilan - action 7 : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement* et à l'annexe « Retroplanning plateforme LDA ».

### 3.2.2.2 Action 16. Participation citoyenne

Cette action a été réalisée sur la thématique de l'accès au logement et à l'emploi des jeunes de 18 à 25 ans. L'objectif était double :

1. Produire une méthodologie de participation citoyenne à l'élaboration d'une politique publique qui soit reproductible.
2. Faire émerger des solutions d'accès au logement et à l'emploi, spécifiques au territoire, par les jeunes eux-mêmes.

Les 2 objectifs ont été parfaitement atteints et ont dépassé les attentes en termes de mobilisation des jeunes sur la phase de restitution.

L'équipe de l'Ansa (2 personnes) a pu s'appuyer sur le CCLAJ-Alinéa, les missions locales, l'ADEPAPE, l'association PHAR 83 – pôle protection de l'enfance et d'autres associations auditionnées pour approcher les jeunes et les mobiliser sur l'action.

Ainsi, 30 jeunes se sont réunis, répartis sur 3 Focus groups (2 x 2h30) en ateliers participatifs. Grâce à des techniques d'animation particulières, les jeunes ont identifié les freins, les ressources du territoire et fait des préconisations des solutions pour accélérer leur entrée dans le logement et leur accès à l'emploi.

La soirée de restitution a permis à 5 jeunes de venir présenter les résultats de leurs travaux sur la place publique ; lors d'une table ronde organisée sur le parvis de la maison des jeunes et des étudiants, en présence : du Conseil de la Vie Etudiante et de la Jeunesse de MTPM (CVEJ), des bailleurs sociaux, des institutionnels (DDETS, CD 83, MTPM), des services d'accompagnement à l'emploi ou du secteur social. Jeunes et professionnels ont poursuivi les débats et fait émerger des solutions individuelles et collectives. Certains jeunes n'ont pas participé à la table ronde car entre temps : ils avaient trouvé en emploi.

Les professionnels sont d'ores et déjà mobilisés pour poursuivre des actions en faveur des jeunes. C'est pourquoi, la métropole a demandé à l'Ansa de réaliser une nouvelle action sur le Plan LDA 2. Cette action, *Accélérateur de l'Autonomie des Jeunes*, a pour objectif de transmettre aux opérateurs du territoire la méthode d'accompagnement spécifique co-élaboré avec les jeunes et de rendre les opérateurs autonomes dans la mise en place de ces parcours. Les préconisations des jeunes ont été intégrées à la foration-action des AAJ.

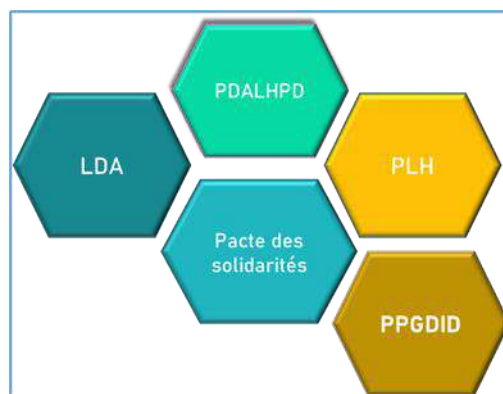
Pour les détails, voir la partie *bilan - action 16* et les annexes : power point de restitution et synthèse.

Vous pouvez également visionner les 2 films qui témoignent de l'action :

- Le film de présentation de l'action de MTPM (1'59) : <https://vimeo.com/960392230>
- Le film sur diagnostic et propositions de jeunes par l'Ansa (9') : <https://www.solidarites-actives.com/fr/nos-projets/participation-des-jeunes-en-parcours-logement-et-emploi>

### 3.3 L'inscription du LDA dans le territoire (appropriation par les acteurs, liens programmations et politiques publiques)

Le Logement d'Abord est développé au moment où les différents documents programmatiques sont réécrits : PDALHPD, PLH, PPGDID. Les acteurs institutionnels, associatifs et privés du territoire sont collectivement engagés sur les thématiques et programmations croisées. Les équipes de la métropole et de la DDETS ont porté la philosophie du LDA dans toutes les phases de construction des différents plans.



Le Conseil Départemental s'est appuyé sur la métropole, territoire d'expérimentation du LDA et de son expertise pour définir certains objectifs et actions du PDALHPD à essayer sur le territoire varois.

L'inscription du LDA dans le territoire TPM se constate au travers des multiples participations des acteurs à de très nombreux groupes de travail, ateliers et rencontres concourant à évaluer les programmations passées et à co-élaborer les feuilles de routes des 3 à 6 années à venir.

Sur les 3 dernières années, les acteurs institutionnels et opérationnels ont collaboré à de nombreuses rencontres :

- Ateliers PDALHPD
- Ateliers PLH métropolitains
- Ateliers sur la cotation des demandes de logement dans le cadre de la CIA
- Ateliers des actions du Plan LDA 1 : sur des actions particulières qui engagent différentes typologies d'acteurs (PLIJ), et actions engagées par le Plateforme d'accompagnement LDA.
- COPIL du Plan LDA
- ATELIER PLAN LDA 2 : feuille de route métropolitaine 2025-2027

Toutes ces participations démontrent l'appétence des professionnels et leurs besoins d'interconnaissance sur les dispositifs et les fonctionnements, besoin d'acculturation des différents secteurs (hébergement, logement, insertion, emploi, santé, ...), ainsi que leur volonté de trouver des solutions concrètes à des accompagnements globaux, multidisciplinaires.

### 3.3.1 Liens entre le Plan LDA et les autres programmations

Le lien avec le Pacte des Solidarités a été présenté dans le paragraphe 1.18.1 *Liens entre la stratégie de lutte contre la pauvreté et le plan LDA*.

Depuis le préambule de ce bilan, nous évoquons la cohérence des documents de programmation sur le territoire et l'implication de la métropole dans l'écriture du nouveau Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).

La métropole a été identifiée comme acteur majeur à partir des actions qu'elle met en place sur son territoire : solutions d'accès et de maintien dans le logement des publics fragiles, à partir de différents services ou missions et de leurs dynamiques communes (service Habitat, FSL, FAJ, mission LDA). Elle apportera son expertise et coordonnera le développement d'actions de même typologie sur d'autres parties du territoire varois par essaimage ou adaptation lorsque cela est souhaitable et possible.

Pour compléter les éléments déjà apportés, voici listées les actions pour lesquelles la métropole est positionnée comme moteur et pilote opérationnel dans la réalisation du PDALHPD 2024-2030 :

Axe	Action	Modalité
Axe 1. Les parcours d'accès au logement autonome	Développer des réponses spécifiques pour les publics prioritaires (1.3)	Répondre aux besoins des jeunes
Axe 3. Maintien dans le logement	Agir le plus en amont possible pour maintenir les ménages au sein de leur logement (3.1)	Déployer les mesures d'aller-vers : Modalité 3. Rendre effective l'identification des ménages en situation de précarité énergétique réalisée avec les fournisseurs d'énergie et lors de la mobilisation du FSL énergie

Axe 4 L’habitat indigne et la précarité énergétique	Coordonner et décloisonner les actions en matière de précarité énergétique et d’habitat indigne	<p>Modalité 1 : Clarifier le rôle de chacun par la formalisation de partenariats et de conventions</p> <p>Modalité 2 : Rendre plus lisibles et efficaces les dispositifs</p>
---	---	--

### 3.3.2 Service Habitat de la métropole : lien entre la politique de peuplement et le LDA

En matière d’habitat, les derniers textes réglementaires sont venus élargir le champ de compétences des intercommunalités en leur confiant le pilotage de la politique de peuplement. Par conséquent, la métropole TPM s’est inscrit pleinement dans cette nouvelle dynamique en se dotant d’une Conférence Intercommunale du Logement et en adoptant fin 2021 une Convention Intercommunale des Attributions.

Elle est ainsi devenue chef de file de la politique d’attribution. De ce fait, les publics prioritaires ont été identifiés et cette identification est partagée par tous les acteurs du logement. Concrètement, la métropole travaille au respect de ces engagements à l’échelle de son contingent et a mis en place une commission de coordination métropolitaine (CMC).

L’inscription de la métropole dans cet AMI est donc venue conforter et asseoir cette nouvelle politique de l’habitat, totalement intégrée depuis l’offre jusqu’à l’attribution.

### 3.3.3 L’implication des acteurs du territoire dans la feuille de route 2024-2027 : l’ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain

Le PLAN LDA 2 métropolitain est basé sur le triptyque : capitalisation + adaptation + mobilisation.

La métropole capitalise sur les acquis du plan LDA 1 qui est le socle solide de connaissances, d’outils opérationnels et d’actions spécifiques, et, sur le travail de programmation engagé dans le PLH pour la production de logements sociaux et de captation de logements dans le parc privé.

Les orientations du Plan national LDA 2 ont été analysées au regard des spécificités du territoire de MTPM afin d’élargir le champ des contributeurs et des futurs partenaires.

Il a paru évident de convier les acteurs institutionnels et opérationnels du territoire à se réunir pour travailler ensemble à l’élaboration de la feuille de route 2025-2027.

L’ATELIER participatif PLAN LDA 2 qui a réuni institutions, associations, acteurs privés de l’accompagnement, de l’hébergement, du logement, de l’insertion, de la santé, s’est tenu le 15 mai dernier : 63 professionnels et représentants des bénéficiaires ont enrichi leurs réflexions et produit un ensemble de préconisations sur les 4 thématiques abordées.

- 1) Pour les personnes logées, comment mieux prévenir les situations de ruptures, et, les expulsions locatives (troubles du voisinage, impayés, problématiques de santé, ...) ?
- 2) Comment améliorer la fluidité des parcours de la rue vers le logement et l’insertion professionnelle ?
- 3) Comment mieux prendre en compte les problématiques de santé dans les parcours d’insertion ?

- 4) Comment mieux coordonner l'accompagnement sur notre territoire (mesures ASLL-AVDL ; rôle de la plateforme d'accompagnement ; ...) ?

Nous avons utilisé la méthode des 3 C : cesser, conserver, créer.

Cesser	Conserver	Créer
Qu'est ce qui n'est plus pertinent dans le contexte actuel ?	Qu'est ce qui fonctionne bien et qui doit toujours être là dans l'avenir ? Qu'est-ce qui mériterait d'être bonifié ?	Qu'est ce qui nous manque actuellement et dont on doit se doter pour atteindre nos objectifs ?

Le travail collaboratif réalisé lors de l'élaboration du PLH et les contributions de l'ATELIER PLAN LDA métropolitain a permis de proposer une phase 2 ambitieuse du déploiement du Logement d'abord sur le territoire.

Dans la suite de cet atelier, des associations en charge de l'accompagnement des publics prioritaires (sortant d'institution, sortant de prison, ...) et de la santé se sont spontanément positionnés pour développer de nouveaux projets à démarrer à en 2025 ou 2026.

*Le power point d'ouverture de l'atelier plan LDA 2 et sa restitution sont présentés en annexe partie 2 : Atelier LDA 2 et nouvelles fiches actions.*

## 4 Perspectives : nouvelle feuille de route 2024-2027

Lors du rendez-vous de dialogue de gestion, dans le tableau de suivi de l'AMI, les actions ont été présentées suivant les 3 axes du Plan LDA 2 national. La métropole fait le choix de présenter son plan d'actions afin qu'à partir de 2026, les périodes annuelles soient des périodes d'exercice comptable.

Les nouvelles actions sont notées **en vert** dans le tableau ci-dessous.

<b>Axe transversal : Gouvernance, pilotage, communication</b>
FA 3. Création d'un poste de chef de projet « Logement d'abord »
FA 4. Gouvernance et pilotage du Plan LDA
<b>Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité</b>
<b>1.1. Production de logements très sociaux</b>
FA 8. Renforcer les actions d'accompagnement liées au logement favorisant l'insertion durable ( <i>terminée</i> )
FA 10. Développement de l'offre de logement adapté / avec l'AR-HLM ( <i>en cours / sera terminée en déc.2024</i> )
<b>1.2. Développer le logement abordable dans le parc privé</b>
FA 9. Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale
<b>1.3. Accélérer l'ouverture de nouvelles places de pensions de familles et de résidences sociales</b>
Cf. DDETS et PDAHPD
<b>Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations</b>
<b>2.1. Agir pour la prévention des expulsions locatives</b>
FA 11. Expérimenter les baux de sauvegarde –privé (à reprendre et à déployer en 2026)
<b>2.2. Accompagner les transitions et prévenir les ruptures des publics spécifiques</b>
FA 2. Révision du règlement du FSL ( <i>terminée</i> )
FA 13 Bis. Accompagnement Prévention Impayés d'Energie ( <i>en cours / sera terminée en déc. 2024</i> )
FA 18. Formation "SANTÉ" des Bailleurs Sociaux / <i>Fiche ARS en cours d'écriture / financement 100 % ARS</i>
FA 19. Formation "relai alerte santé" (pour associations en pied d'immeuble) / <i>Fiche ARS en cours d'écriture / fi.100 % ARS</i>
FA 22. Accompagnement global des personnes sortant d'institutions : ASE, de prison, ou sous suivi judiciaire (18 à -30 ans)
FA 24. Accompagnement précoce / prévention des situations de rupture
<b>2.3. Mieux connaître la demande et les besoins et mieux connaître les parcours</b>
FA 1. Diagnostic Logement d'Abord / création du volet LDA et CIA dans l'ODH ( <i>en cours / sera terminée en déc.2024</i> )
FA 1 bis . Diagnostic Logement d'Abord / Démarche Synchro : analyse des parcours
<b>Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé</b>
<b>3.1. Poursuivre les efforts pour l'accès rapide au logement [social]</b>
FA 6. Accompagner la finalisation de la CIA ( <i>terminée</i> )
FA 14. Favoriser l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion les personnes sans abri et sans emploi ( <i>terminée</i> )
FA 15. Parcours Logement Insertion Jeune (PLIJ) ( <i>en cours / sera terminée en déc.2024</i> )
FA 16. Participation et citoyenneté ( <i>terminée</i> )
FA 20. Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ)
FA 21. Mentorat Logement d'Abord pour les jeunes (mentorat dans le cadre du PLIJ)
<b>3.2. Moderniser et renforcer la veille sociale</b>
Cf. DDETS et le SIAO
<b>3.3. Faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels suivant leurs besoins</b>
FA 5. Garantir un socle commun de « connaissances » Elus professionnels-personnes accompagnées
FA 5 adaptée. Formation pour le secteur de l'AHI (Accompagnement Hébergement Insertion)
FA 17. Le LDA pour tous (acculturation toutes typologies d'acteurs)
FA 23. Amélioration et Coordination des Accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord
<b>3.4. Faire des SIAO les pivots des parcours d'accompagnement vers et dans le logement</b>
FA 7. Une plateforme de coordination et de mutualisation logement

Nous présentons ci-dessous, les actions à reconduire, poursuivre et à engager pour répondre en 2024 - 2025 aux 4 orientations identifiées et plébiscitées par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant l'atelier Plan LDA 2 :

- 1) L'interconnaissance et la connaissance
- 2) L'efficacité de l'accompagnement global
- 3) Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
- 4) Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques.

#### 4.1 L'interconnaissance et la connaissance

L'interconnaissance et la connaissance correspond au sous-axe 3.3. *Faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels suivant leurs besoins*, du PLAN NATIONAL. Pour être territoire de mise en œuvre accélérée la 1<sup>ère</sup> condition à remplir est de former et d'informer les acteurs de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes : de les acculturer à la philosophie et aux pratiques efficaces du Logement d'Abord.

Cette nécessité s'est exprimée dans les 4 groupes comme un enjeu pour infléchir la dynamique et produire un réel impact sur les pratiques professionnelles. En effet, si l'esprit du logement d'abord est connu par les professionnels, les structures rencontrent encore beaucoup de résistance à l'inversion de la logique et à la sortie du parcours en escalier. Nous poursuivons les objectifs de déconstructions d'idées préconçues et de changement de paradigme.

Il ressort des échanges que le territoire doit :

- ➔ Bénéficier de formations LDA spécifiques pour les professionnels de l'AHI du territoire et également des formations aux questions relatives aux problématiques de santé, à la fois sur la phase d'accès que sur la phase de maintien dans le logement, et ce, pour les travailleurs sociaux, les bailleurs sociaux, ...
- ➔ Être diffusé le plus largement possible afin d'aboutir à un accompagnement global efficace.

Certains professionnels doivent être formés parce qu'ils sont en contact direct avec les publics vulnérables et seront les ressources pour déclencher des accompagnements précoces (évitant les situations de rupture), par exemple les gardiens d'immeubles, les professionnels des associations qui œuvrent dans les quartiers. D'autres, dont le secteur peut paraître « à la marge » doivent être formés parce que leurs interventions peuvent être bloquantes à l'accès ou au maintien dans le logement de certains publics, par exemple les mandataires de justice qui s'opposent au projet d'entrée en logement de majeurs qu'elles protègent alors que les travailleurs sociaux savent que la personne est prête à entrer dans le logement. D'autres publics, comme celui des élus, doivent être informés en leur qualité de décideurs institutionnels ou opérationnels.

C'est pourquoi, nous présentons 2 actions de formation et information qui répondent aux besoins particuliers des différents publics :

- ➔ L'action 5, à reproduire pour terminer la formation des professionnels en AHI et autres travailleurs sociaux (voir le Bilan action 5 et ses annexes).
- ➔ L'action 17, pour les professionnels de 2<sup>ème</sup> ligne qu'ils soient décideurs ou opérateurs en relation avec les publics vulnérables (pour le détail, voir la *fiche 17. Le LDA pour tous*).

### **Les actions du Plan LDA 2 qui répondent aux besoins de connaissances :**

Reconduire ou nouvelle	Intitulé de l'action	Commentaire
Renouveler	FA 5. Garantir un socle commun de « connaissances » / <b>devient : FA 5. Formation pour le secteur de l'AHl</b>	Consulter la fiche FA.5 (adaptée)
Nouvelle	FA 17. Le LDA pour tous (Acculturation toutes typologies d'acteurs)	Consulter la fiche FA. 17
Nouvelle	FA 18. Formation "SANTÉ" des Bailleurs Sociaux / par l'ARS <i>Programme en cours d'élaboration par l'ARS et le CODES</i>	Financement 100% ARS
Nouvelle	FA 19. Formation "relai alerte santé" (pour associations en pied d'immeuble) par l'ARS et le CODES	Financement 100% ARS

*En annexe : les nouvelles fiches actions et l'action n° 5 adaptée (hors actions menées avec l'ARS qui sont en cours d'écriture).*

## 4.2 L'efficacité de l'accompagnement global

### 4.2.1 Consolider la base de la connaissance statistique des parcours de la rue au logement

La Démarche Synchro est un outil d'analyse des facteurs liés à la situation de rupture des parcours logement, de connaissances des publics que nous accompagnons de la rue dans le logement. Cet outil est déployé sur 7 territoires de mise en œuvre accélérée du LDA dont MTPM, grâce à l'appui de la DDETS et le portage technique du SI-SIAO (FA1 Bis. Diagnostic LDA).

Cet outil d'analyse dynamique nous permettra, dès octobre 2024, de constater les avancées : nombre des personnes sorties de la rue vers l'hébergement et vers le logement ; nombre de personnes sorties de l'hébergement vers le logement ; et ce par typologie de publics. L'outil permettra une analyse qualitative et quantitative des typologies de publics : caractéristiques, parcours antérieurs et trajectoires des personnes en rupture de parcours logement. A terme, cet outil sera un outil de pilotage de l'action sur le territoire : une aide à la décision dans la production de tel ou tel type de logement ou d'hébergement ainsi que pour l'adaptation ou l'intensification des accompagnements.

En 2025, cette action doit être poursuivie car certaines bases de données statistiques essentielles, celles des secteurs sanitaire et de la justice, devront encore être incorporées pour atteindre une vision globale optimale. De plus, le comité opérationnel ne sera pas encore suffisamment autonome sur l'analyse et la gestion des données.

### 4.2.2 Renforcer l'action de la plateforme de coordination et de mutualisation logement

Dans l'esprit des professionnels, l'accompagnement global qui tient compte de toutes les problématiques de la personne est un préalable, mais à condition d'avoir une coordination du parcours d'accompagnement et un référent principal de la situation, souvent appelé « référent unique ».

C'est l'une des missions qui a été confiée à la plateforme d'accompagnement et de coordination LDA adossée au SIAO (FA 7. La PTFA). Après une phase de création de connaissance des besoins des publics vivants à la rue (productions d'enquêtes) et d'interconnaissance des acteurs de l'hébergement, du logement social et de l'AHl, les coordinatrices de la plateforme créent avec les acteurs : le plateau



technique de coordination des accompagnements. La PTFA est un outil socle du plan LDA ; l'action se poursuit : elle doit être soutenue financièrement.

Voir la partie Bilan – action 7 ; le tableau Excel du programme de déploiement de la PTFA et le CR de l'atelier 3 : création du plateau technique.

#### 4.2.3 La cohérence des mesures d'accompagnement

Pour le détail de l'action, voir la fiche 23. *Amélioration et Coordination des Accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord*, en annexe.

Le besoin de mise en cohérence ressort de tous les diagnostics partagés fait dans le cadre des documents programmatiques, notamment celui du PDALHPD et du LDA.

Il ressort des contributions que les mesures ne correspondent plus aux besoins d'accompagnement, ni à la philosophie du LDA dont l'accompagnement ne devrait pas être limité dans le temps.

Le territoire a besoin de redéfinir les mesures : analyser les dispositifs existants, (types, montants, publics cibles, modalités d'activation, et cahiers des charges actuels) afin d'aboutir à un référentiel professionnel commun. Ce référentiel est l'outil indispensable pour parfaire l'efficacité des accompagnements globaux qui seront coconstruits par les acteurs dès septembre 2024 dans le cadre du plateau technique de la PTFA.

L'action 24, « *Accompagnement précoce – lutte contre les situations de rupture* », est la partie expérimentation de ce travail de rebasage. Pour corroborer le travail d'ajustement des mesures aux attendus du LDA (accompagnement adapté à la personne, sans limitation dans le temps, le plus précocement possible, dans le but de prévenir toute situation de rupture de parcours), et la constitution d'un nouveau référentiel, la métropole et la DDETS souhaitent tester un accompagnement spécifique pour faciliter le maintien dans le logement et l'accès dans le parc public des ménages les plus en difficultés. Cet accompagnement permet de tester avec les Bailleurs Sociaux un accompagnement dès perception des signaux faibles de difficultés, et répond au besoin exprimé par les BS d'être soutenus dans la mission d'accompagnement social.

#### **Les actions du Plan LDA 2 qui répondent aux besoins d'efficacité des parcours globaux :**

Reconduire ou nouvelle	Intitulé de l'action	Commentaire
Poursuivre	FA 1 Bis. Diagnostic LDA / Démarche Synchro – outil de pilotage	Voir partie Bilan
Poursuivre	FA 7. Une plateforme de coordination et de mutualisation logement	Voir partie Bilan + annexes
Nouvelle	FA 23. Amélioration et Coordination des Accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord	Consulter la fiche FA. 23
Nouvelle	FA 24. <i>Accompagnement précoce – lutte contre les situations de rupture</i>	Consulter la fiche 24. Sans financement Dihal
Nouvelle 2026-2027	<i>Création d'une plateforme Santé mentale des jeunes (téléconsultation d'urgence) par l'ARS et le DAC</i>	<i>En réflexion</i>

En annexe : les fiches des nouvelles actions 2024-2025

### 4.3 Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité

Les professionnels demandent la démultiplication de l'aller vers le plus efficient, celui pour lequel les professionnels se déplacent sur les lieux de vie des personnes : dans la rue ou dans le logement, dans le lieu d'hébergement temporaire. Les équipes mobiles ont été plébiscitées à la fois lors de l'atelier Plan LDA et lors de l'atelier de co-construction du plateau technique de la PTFA.

Les équipes mobiles sont perçues comme les meilleures outils pour mettre en œuvre la politique du LDA au plus près et avec les personnes qu'elle concerne. Elles répondent aux 2 principaux critères de réussite :

- Aller vers
- Pluridisciplinarité pour un accompagnement global

Elles sont envisagées comme des outils efficaces pour les personnes vivant dans la rue et également dans le logement, ceci afin de prévenir les situations de risque de rupture dans le parc social et le parc privé. La pluridisciplinarité est un incontournable pour repérer et prendre en charge toutes les problématiques : sociales, économiques, éducatives, d'emploi, de santé.

La pair-aidance est un enjeu de l'accompagnement bien repéré sur le territoire. Les accueils de jour comme les équipes mobiles, à commencer par celle du dispositif *Un chez soi d'abord* relèvent le caractère facilitant, rassurant, sécurisant du pair-aidant sur nombre de situations. L'un des objectifs du plan LDA 2 est d'intégrer la pair-aidance dans l'accompagnement.

L'utilisation de la pair-aidance comme levier, comme effet accélérateur :

1. De l'acculturation et du changement de regard.
2. De l'aller vers : l'acceptation de la rencontre d'une équipe et la mise en confiance plus rapide parce qu'une des personnes a les mêmes vécus, connaît les codes de la rue.
3. De la preuve des possibles du passage de la rue au logement pour tous les décideurs et acteurs encore réticents.

La pair-aidance, et à terme, l'emploi de travailleurs pairs dans les dispositifs, après leur formation, est à envisager : dans les équipes mobiles, dans les ateliers d'accompagnement à la vie en logement, et également dans les groupes de travail et les instances de pilotage.

Nous avons modestement commencé à introduire le sujet dans le Comité Inter Bailleur le 17 juin dernier : 2 personnes ayant eu un parcours de la rue au logement, dont l'une est bénévole depuis quelques années maintenant dans l'accueil de jour qu'elle a fréquenté en tant que bénéficiaire, sont venues présenter leur parcours aux bailleurs sociaux. Même le juriste, binôme de l'équipe mobile de prévention des expulsions, a été impressionné par ces partages d'expériences qui témoignent de ce que sont les principes de rétablissement et de gestion des risques dans l'accompagnement LDA.

Utiliser la pair-aidance et le travail-pair est un des moyens les plus directs d'accélérer la mise en œuvre du LDA sur le territoire, d'impliquer les personnes concernées dans la politique publique qui les concerne, de renforcer le pouvoir d'agir, d'obtenir l'effet « accélérateur » de ces sachants du vécu de la rue : pair-aidants et travailleurs-pairs.

**Les actions du Plan LDA 2 qui répondent aux besoins d'aller vers et de pluridisciplinarité :**

Reconduire ou nouvelle	Intitulé de l'action	Commentaire
Nouvelle 2026	<i>Equipe mobile prévention des situations de rupture, spécifique au Logement Social</i>	<i>En cours de réflexion dans le cadre du Comité Inter Bailleurs</i>
Nouvelle 2026	<i>Développement de la pair-aidance et des travailleurs – pairs dans l'aller vers comme levier d'adhésion et d'efficience</i>	<i>En cours de réflexion avec les opérateurs précurseurs</i>
Nouvelle 2026	<i>Ateliers « Maintien dans le Logement spécifiques aux personnes sortant de la rue » animés par des travailleurs pairs et des pairs aidants</i>	<i>En cours de réflexion</i>

#### 4.4 Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et de solutions d'accompagnement de publics spécifiques

Comme nous l'avons précisé lors du dialogue de gestion, la production et la captation de logements pour les publics les plus fragilisés sont inscrites dans la programmation du Programme Local de l'Habitat 2025-2030. De plus, les incitations financières à destination des bailleurs privés à mobiliser leurs logements pour du logement « social », seront redéfinies dans le prochain Règlement Intérieur du Fonds d'Aide à l'Habitat (FAH).

D'autre part, l'accompagnement des acteurs à produire du logement en PLAI-Adapté et à penser l'accompagnement se poursuit dans le cadre de la convention avec l'AR-HLM sur 2024, notamment avec les ateliers techniques de la journée du PLAI-A de MTPM, prévue le 1<sup>er</sup> octobre prochain, en collaboration avec la DREAL et la DDETS.

La feuille de route du plan LDA 2 vise une offre plus ciblée de logements, d'hébergement et de projets pour des publics très spécifiques. Dans la continuité du Plan 1, le 1<sup>er</sup> public visé est le public des jeunes rencontrant de multiples problématiques : logement, emploi, santé, et, les sortants d'institutions à commencer par les sortants de prison.

D'autres projets spécifiques pourraient être développés à partir de 2026 :

- Un projet d'adaptation de CHRS pour les jeunes
- Un projet logement – emploi pour les femmes victimes de violences.

##### 4.4.1 Le parcours global des jeunes de 18 à 25 ans

Les deux actions sont issues des actions 15 et 16 du Plan LDA 1. Elles concernent l'accompagnement global des jeunes de 18 à 25 ans dans l'accès au logement et à l'emploi. Elles s'intègrent dans le Parcours Logement Insertion Jeune (PLIJ), et répondent aux préconisations des jeunes et des professionnels.

#### 4.4.1.1 L'action « Accélérateur de l'Autonomie des Jeunes » ou AAJ

Pour les détails, voir la fiche action FA 20. « Accélérateur de l'Autonomie des Jeunes » en annexe.

Cette action est née des préconisations des jeunes et des professionnels qui ont émergées des actions 16 et 15 du plan LDA 1. Elle a un double objectif :

- Rendre les professionnels du territoire autonomes dans la mise en place et la conduite de cycles de focus groups logement, emploi, santé. Pour ce faire, l'équipe de l'Ansa réalisera une formation - action pour 5 à 6 structures du territoire, soit 12 professionnels qui seront en capacité de reproduire cette méthodologie d'accompagnement global, telle que mise au point avec les 30 jeunes qui ont participé à l'action 16 en année 3.
- Utiliser la formation – action des 12 professionnels pour réaliser un cycle d'accompagnement complet pour 15 jeunes ayant besoin d'un accompagnement renforcé. Poursuivre la dynamique de participation citoyenne en évaluant l'action en continue avec les jeunes.

Elle s'adresse aux jeunes pour lesquels les accompagnements classiques, dans le cadre du PLIJ ne suffisent pas. Ces jeunes ont besoin d'un accompagnement renforcé collectif pour avancer quasiment en même temps sur leurs multiples problématiques ; avec une méthodologie participative qui leur correspond et une dynamique qui s'appuie sur la richesse du groupe de pairs.

Le cycle se compose de 5 ateliers :

- Atelier 1 : interconnaissance – installation de la dynamique de groupe, présentation de la méthode des AAJ et du mentorat comme outil supplémentaire.
- Atelier 2 : le logement
- Atelier 3 : l'emploi et la formation
- Atelier 4 : la santé et le bien-être
- Atelier 5 : la construction et la mise en œuvre de son projet vers l'autonomie

Chaque atelier bénéficiera de l'interventions de professionnels travaillant spécifiquement dans le champ de la thématique abordée.

Les orientations se feront au travers d'une commission d'orientation qui réunira les professionnels formés aux AAJ (6 structures) et les structures prescriptives, soit *a minima* :

- Le CCLAJ – Alinéa (Comité local pour le Logement Autonome des Jeunes)
- Les missions locales
- France Travail
- La PTFA – SIAO : soit une des coordinatrices soit la référente jeunes du SIAO
- Etablissements de protection de l'enfance et de prévention spécialisée en lien avec le CLLAJ ou les missions locales sur l'accompagnement social du jeune
- L'Ecole de la 2<sup>ème</sup> chance

#### 4.4.1.2 L'action Mentorat des Jeunes de 18 à 25 ans en parcours d'accès au logement et en insertion professionnelle

Pour les détails de l'action Mentorat, dont le Budget Prévisionnel et les 2 fiches techniques « spécificité du public » et « Outils innovants », voir la fiche FA 22. Accompagnement global des jeunes de 18 à 30 ans sortant d'institution (incarcération, PJJ, ASE) en annexe.

Le mentorat, pour les jeunes sans étayage et sans réseau, fait partie du triptyque des solutions d'appui des jeunes que sont : le PLIJ <sup>et/ou</sup> les AAJ <sup>et/ou</sup> Mentorat. Le mentorat vise à installer une relation privilégiée avec un[e] bénévole en activité professionnelle dans un cadre sécurisant pour le binôme « *mentoré – mentor* ». A partir du projet que le jeune a travaillé avec son conseiller logement et/ ou conseiller en insertion professionnelle, les objectifs sont de :

- Remobiliser le jeune sur son projet logement-emploi-santé,
- Conseiller de manière bienveillante,
- Utiliser les ressources du territoire,
- Profiter du réseau professionnel du mentor.

La coordination et le suivi des binômes seront réalisés par le partenaire FACE Var dont l'objet est de travailler l'insertion professionnelle, notamment par la mobilisation du secteur économique de MTPM. Cet opérateur a une expérience de plusieurs années dans la mise en place et la gestion de binômes *mentoré – mentor*.

L'orientation des jeunes et des mentors seront validées au sein de la Commission d'orientation pluri-partenaire. Le pilotage du projet se fera par un comité de pilotage biannuel, des réunions thématiques et l'outil fiche-navette entre le coordinateur de FACE Var et les conseillers référents des jeunes.

#### 4.4.2 Le parcours d'accompagnement renforcé des publics sortant d'institutions (prison)

Cette action s'adresse à un public jeune élargi, celui des 18 à 30 ans, sortant de prison ou sous main de justice, sortant de la PJJ ou de l'ASE parce que le jeune a fait une/des allées et retours entre l'ASE et la PJJ durant son parcours de protection.

L'objectif de l'action est d'éviter le passage par la rue ou la sortie du parcours d'errance de ces jeunes sans repères sociaux, éducatifs, sans logement ou hébergement fixe et sans emploi. La dimension santé et santé mentale sont prégnantes dans les problématiques cumulées de ces publics. Pour cet accompagnement renforcé, le projet prévoit de loger les personnes dans 6 logements sociaux, fléchés par un Bailleur Social, en intermédiation locative avec glissement de bail à la clef, si l'emplacement du logement correspond toujours au besoin de la personne en cours d'accompagnement.

- A. **Les spécificités du public sortant d'incarcération** (cf. la *fiche technique ½ - Spécificité des Personnes Placées Sous Main de Justice [PPSMJ]*, en complément de la FA 22. Accompagnement global (...) des sortant d'institution).

Ces personnes ont besoin d'un accompagnement renforcé car les critères de vulnérabilité sont nombreux et souvent cumulés :

- ☒ Jeune sans ressources, sans étayage familial
- ☒ Ayant vécu des traumatismes divers et qui a besoin de temps pour se reconstruire

- ☒ Ayant une faible estime de lui-même
- ☒ Influençable et fragile, qui a besoin d'être encadré et tutoré dans ses démarches, ayant envers les institutions une attitude de défiance
- ☒ Ayant quitté le système scolaire tôt et souffrant pour certains d'illettrisme.
- ☒ Avec de problème de santé : addictions, troubles psychologiques et /ou psychiatriques
- ☒ Qui peut avoir, dans le cadre d'un parcours judiciaire, des obligations et interdictions dont il faut tenir compte dans la construction du parcours
- ☒ Pour qui le temps passé en détention a eu un impact sur les repères sensoriels et spatiaux (capacité à occuper l'espace, liberté de mouvement, difficultés à supporter le bruit, ...)

C'est en raison de ce besoin d'accompagnement que le projet prévoit 0.9 ETP spécialisé et de nombreux partenariats.

De plus, afin d'être en capacité de dédier les 0.9ETP à la présence et la relation d'aide : l'équipe utilisera des outils innovants.

- B. Les outils d'accompagnement innovants** (cf. la *fiche technique* <sup>2</sup>/<sub>2</sub> – Outils d'accompagnement PPSMJ – IML - TPM, en complément de la FA 22. Accompagnement global (...) des sortant d'institution).

En effet, l'équipe de l'association L'Îlot se forme en juillet sur de nouveaux outils. Ces outils de diagnostic de compétences et de formation des personnes accompagnées permettront de gagner en efficience ainsi qu'un temps précieux alloué à la levée des freins liés aux critères de vulnérabilité :

La plateforme Diagoriente, rattachée à la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP) du Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, pour : l'analyse, la valorisation et la cartographie de compétences de la personne ; mise en valeur et génération automatisée de CV pour les recherches d'immersions professionnelles et candidatures.

Les plateformes PIX et EVA pour certifier les compétences numériques, compétences cognitives, transversales et le cas échéant du niveau d'illettrisme.

**C. L'orientation des personnes vers ce dispositif de logement et d'accompagnement :**

La situation et les besoins de chaque jeune seront étudiés en commission qui validera la pertinence de l'orientation sur le dispositif. La commission regroupera *a minima* :

- L'orienteur (Accueil de jour...)
- Le SPIP/PJJ/ASE le cas échéant
- La référente jeune du SIAO ou l'une des coordinatrices de la PTFA
- Le référent de parcours de l'Îlot

**Les actions du Plan LDA 2 qui répondent aux besoins de développement de l'offre de logement, d'hébergement et de solutions d'accompagnement de publics spécifiques**

Reconduire ou nouvelle	Intitulé de l'action	Commentaire
Nouvelle	FA 20. Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ)	Voir fiche FA 20
Nouvelle	FA 21. Mentorat Logement d'Abord / Mentorat PLIJ	Voir fiche FA 21

Nouvelle	FA 22. Accompagnement global des jeunes de 18 à 30 ans sortant d'institution (incarcération, PJJ, ASE).	Voir Fiche FA 22
Nouvelle 2026	<i>Adaptation de solutions d'hébergement pour les jeunes Pour cause de sentiment d'insécurité et d'incompréhension sur les CHRS standards</i>	<i>Suite à l'étude Jeunes en errance (DDETS - Var) et à l'ATELIER PLAN LDA 2</i>
Nouvelle 2026	<i>Parcours d'accompagnement global pour les Femmes victimes de violences</i>	<i>Suite aux travaux du Comité Inter Bailleurs 1 de MTPM et à l'ATELIER PLAN LDA 2</i>

En annexe : fiches des nouvelles actions 2024-2025

#### 4.5 La demande de financement dans le cadre de l'AMI pour 2024-2025

La feuille de route du plan métropolitain s'étend de septembre 2024 à 2027. Certaines actions sont en réflexion avec les opérateurs : elles pourront être déployées à partir de 2026 ou 2027.

Le financement demandé dans le cadre de l'AMI concerne uniquement la période de septembre 2024 à décembre 2025.

*Tableau de financement du Plan LDA 2 MTPM – 2024-2025 (15 mois) :*

Typologie	Demande de financement AMI pour 2024-2025	Co-financements MTPM et autres partenaires	Total du coût des actions LDA
Actions à poursuivre ou renouveler	227 500	350 000	577 500 €
Nouvelles actions	178 000	52 000	230 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>405 500 €</b>	402 000 €	807 500 €
<i>dont report de N1</i>	<i>35 000 €</i>		

**La demande de financement dans le cadre de l'AMI s'élève à 405 500 €, dont le report de 35 000 € non consommés sur l'année N1, pour couvrir la période de septembre 2024 au 31 décembre 2025.**

Pour le détail se référer au tableau Excel du dialogue de gestion : *MTPM-Bilan 21-23 et demande 24*.

En résumé, le tableau Excel de l'AMI présente :

Pour 2024-2025 :

- 6 actions poursuivies avec demande de financement AMI
- 5 nouvelles actions avec demande de financement AMI
- 3 actions sans demande de financement (actions 18 ; 19 ; 24)

Pour 2026-2027 :

- 7 actions en cours de réflexion

## 5 Tableau des sigles

Sigle	Signification
AHI	Accueil Hébergement Insertion
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
AVA ou AAVA	Atelier d'adaptation à la Vie Active
CCLAJ	Comité local pour le Logement Autonome des Jeunes
CIA	Convention Intercommunale d'Attributions (de logements sociaux)
CIB	Comité Inter Bailleurs
CMC	Commission Métropolitaine de Coordination (des attributions – dépend de la CIA)
DAC	Dispositif d'Appui à la Coordination (des parcours sanitaires, médico-sociaux)
DDETS	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DHSC	Direction Habitat, Solidarités, Citoyenneté (de la métropole)
FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
FSL	Fonds Solidarité Logement
LDA	Logement d'Abord
MTPM	Métropole Toulon Provence Méditerranée
ODH 83	Observatoire Départemental de l'Habitat
PDALHPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PJJ	Protection Judiciaire de la Jeunesse
PLAI	Prêt Locatif Aidé d'Intégration
PLAI-A	Prêt Locatif Aidé d'Intégration Adapté
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLIJ	Parcours Logement Insertion Jeune
PPM	Public Prioritaire Métropolitain (dans le cadre de la CMC)
PTFA	Plateforme d'Accompagnement
RI	Règlement Intérieur
SIAO	Service Intégrée d'Accueil et d'Orientation
SI-SIAO	Système d'Information du SIAO
SPIP	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
TS	Travailleurs Sociaux



## 6 Annexes

*Les annexes disposent de leur propre numérotation de pages : 1 à 431*

### **Partie 1 : pièces / livrables des actions 1 à 16**

#### **Action 1 : Diagnostic Logement d'Abord (page 2)**

(1.1.) Liste des indicateurs LDA et CIA dans l'ODH 83

#### **Action 1 Bis : Diagnostic Logement d'Abord – Démarche Synchro (page 23)**

(1.2.) Démarche Synchro : point d'étape 1 et CR de la 1<sup>ère</sup> visio des 7 territoires Synchro

#### **Action 2 : Révision du FSL (page 77)**

(1.3.) Guide FSL et plateforme de saisie et traitement des demandes

#### **Action 4 : Gouvernance et pilotage du Plan LDA (page 98)**

(1.5.) Liste des COOP et revue du COOP 8

#### **Action 5 : Garantir un socle de connaissance (page 154)**

(1.6.) Action 5 : Garantir un socle commun de connaissance (pour 2023-2024)

#### **Action 7 : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement (PTFA-LDA) (page 156)**

(1.8.) PTFA = Développement plateforme + Ateliers Plateau Technique + Etude « Le logement et moi »

#### **Action 9 : Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale (page 234)**

(1.10.) AIVS = Etude et préconisations par la FAPIL + Bilan AIVS 2023

#### **Action 10 : Développement de l'offre de logement adapté (page 252)**

(1.11) Programme prévisionnel de la Journée « Production de logement social en PLAI-A, et le GLA »

#### **Action 13 Bis : Accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE) (page 255)**

(1.14) APIE\_ logigramme

#### **Action 14 : Favoriser l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion les personnes sans abri et sans emploi (page 256)**

(1.15) AVAF Bilan 2023

#### **Action 15 : Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ) (page 260)**

(1.16) PLIJ\_ Etude publics jeunes

#### **Action 16 : Participation citoyenne (des jeunes de 18 à 25 ans) (page 300)**

(1.17) Ansa\_ Participation C.= power point de la soirée de restitution avec les jeunes + bilan des focus groups

## Partie 2 : Atelier Plan LDA 2 et nouvelles fiches actions

ATELIER LDA 2 : présentation (page 356)

ATELIER LDA 2 : restitution (page 398)

FA 5 adaptée : Formation pour le secteur de l'AHI (page 405)

FA 17 : Le LDA pour tous (page 407)

***Les actions 18 et 19 n'ont pas de fiches spécifiques car les contenus de formations sont en cours d'élaboration par les équipes de l'ARS Var et du CODES.***

FA 20 : Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ) (page 409)

FA 21 : Mentorat Logement d'abord (pour jeunes de 18 à 25 ans en parcours d'accès au logement et en insertion professionnelle) (page 414)

FA 22 : Accompagnement global, logement – emploi- santé, des jeunes de moins de 30 ans sortant d'institutions (Détenation, PJJ, ASE) (page 418)

FA 23 : Amélioration et coordination des accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord (page 426)

FA 24 : Accompagnement précoce - prévention des situations de rupture (page 428)

# Animation participative des politiques sociales et du logement

ATELIER PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - MTPM

15 mai 2024

# Ordre du jour

9h-9h15 - Présentation de la  
matinée

9h15-9h45 - Séquence introductive

9h45-11h - Les ateliers

11h-12h - Restitution



01

# Présentation de la matinée

The slide features a white background decorated with various geometric shapes in yellow, teal, and light blue. These include triangles, squares, and polygons of different sizes and orientations, some with soft shadows. A large teal polygon on the left contains the number '02'.

02

# Séquence introductive

Quelques données issues du volet LDA  
créé dans l'Observatoire Départemental  
de l'Habitat pour MTPM

2.1

## Appel au 115 : Identification des ménages en 2022

	Var	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
<b>Nombres de ménages concernés par les demandes 2022</b>	3 129	2 176

Source: SIAO 2023 - ODH -Traitement Guy Taïeb Conseil



<b>Composition des ménages sans-abris ayant fait une demande au 115 (quel que soit le nombre de demande) en 2022</b>		
	<b>Var</b>	<b>Métropole Toulon-Provence-Méditerranée</b>
<b>Enfant/Mineur isolé 2022</b>	21	21
<b>Enfants/Mineurs en groupe 2022</b>	2	2
<b>Couple avec enfant 2022</b>	104	68
<b>Femme seule avec enfant(s) 2022</b>	266	170
<b>Homme seul avec enfant(s) 2022</b>	21	16
<b>Groupe avec enfant(s) 2022</b>	135	81
<b>Femme seule 2022</b>	542	355
<b>Homme seul 2022</b>	1 701	1 204
<b>Couple sans enfant 2022</b>	116	91
<b>Groupe d'adultes sans enfant 2022</b>	221	168
Source: SIAO 2023 - ODH -Traitement Guy Taïeb Conseil		

## Offre d'hébergement proposé (SIAO)

	Var	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
	Effectif	Effectif
CHRS	456	238
Hors CHRS	730	213
Hôtel	160	100
ALT	253	81
Source: SIAO83 2023 - ODH - Traitement Guy Taieb Conseil		

## Offre de logement proposé (SIAO)

	Var	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
	Effectif	Effectif
Maison relais	255	166
Intermédiation locative (bail glissant)	417	417
Intermédiation locative (sous-location)	627	213
Résidences sociales	678	374
Logement social	85	64
FJT - FTM	117	117
Autres logements	33	33
Source: SIAO83 2023 - ODH - Traitement Guy Taieb Conseil		

## Caractéristiques du public "logement d'abord" identifié dans le SNE

	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
Dont personne seule	1 028
Dont moins de 25 ans	100
Dont ressources nulles ou incohérentes	93
Dont revenus <= au PLAI	1 469

Source: SNE 2022 - ODH - Traitement Guy Taïeb Conseil

**Rappel : « public logement d'abord »: personnes sans-abri et mal logées**

## Réponse du parc social au public identifié logement d'abord dans le SNE

	Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
Nombre d'attribution à ce public	248
Ratio demande attribution public "logement d'abord"	5,9

Source: SNE 2022 - ODH - Traitement Guy Taïeb Conseil

# Retour sur l'enquête “Le LOGEMENT et Moi”

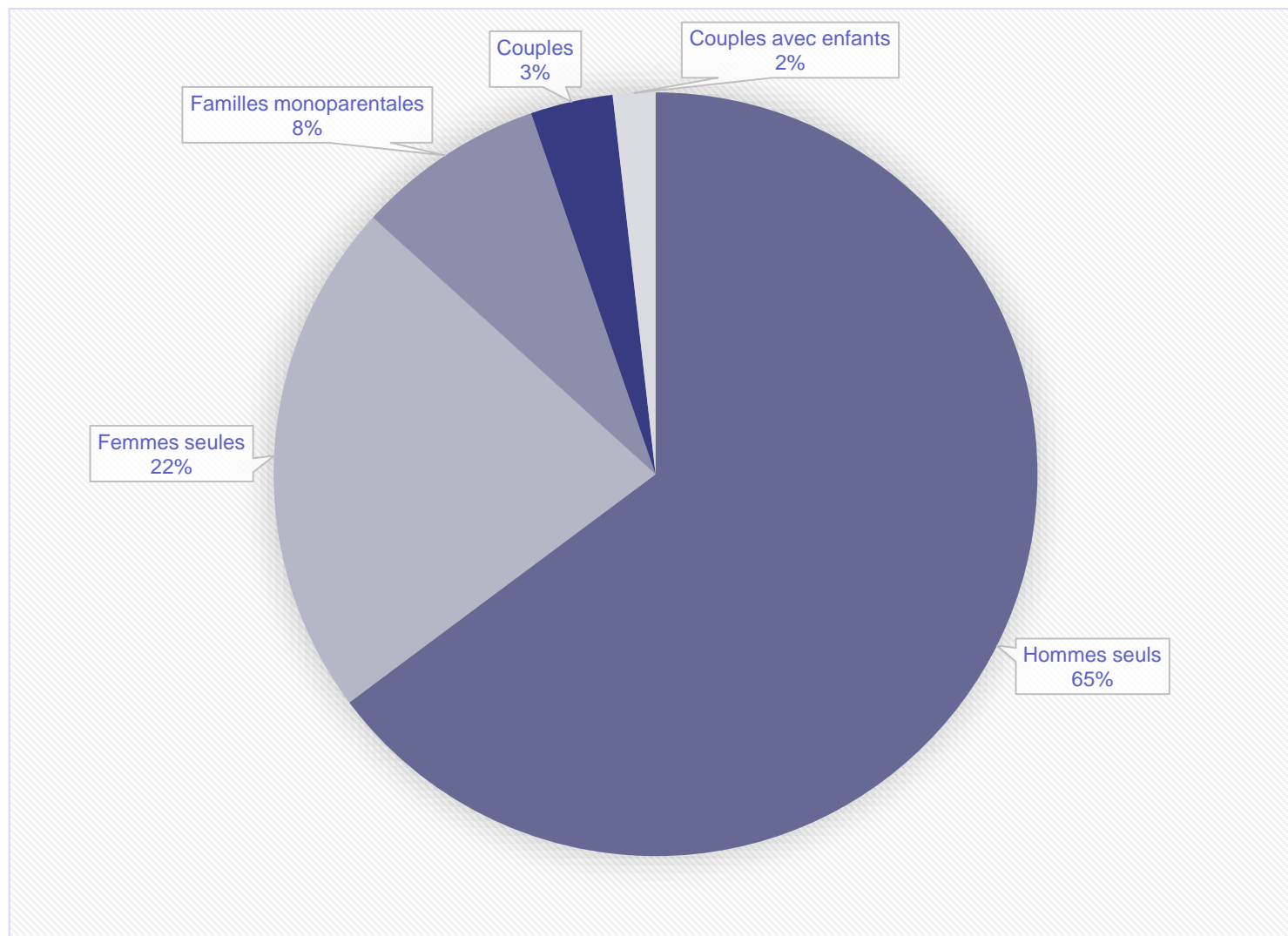
## 2.2

Enquête réalisée auprès du public en rue ou en risque de l'être dans l'objectif de cibler les freins et recenser les besoins du public dans l'accès et le maintien dans le logement.

Questionnaire réalisé en groupes de travail avec des représentants du public audité et les associations

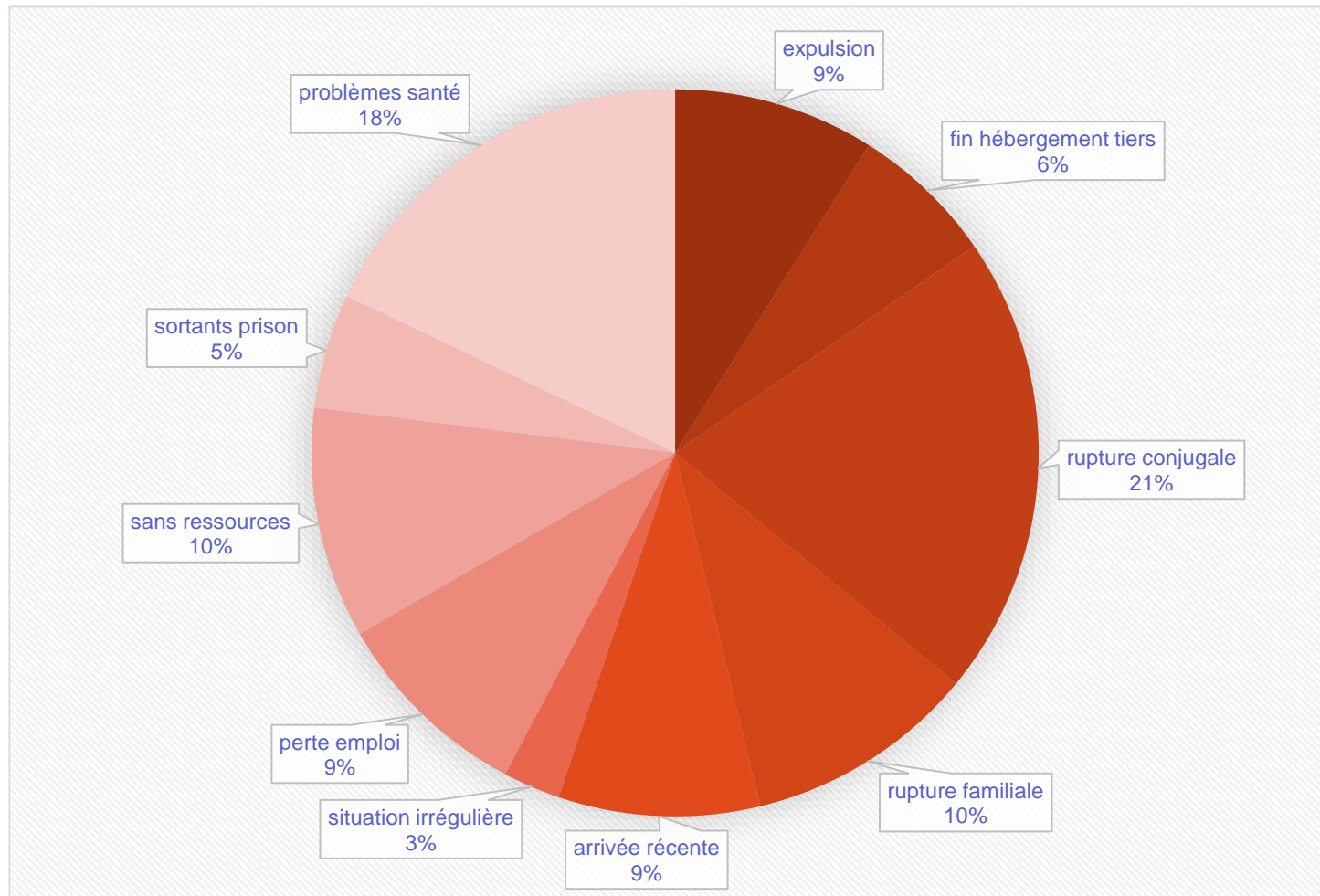
**114 réponses récoltées de juin à décembre 2023**

## Type de population :



La proportion de personnes isolées est la plus importante, notamment celle des hommes seuls (les hommes isolés représentent une part conséquente dans l'AHI).

## Evènements liés à la perte du logement :

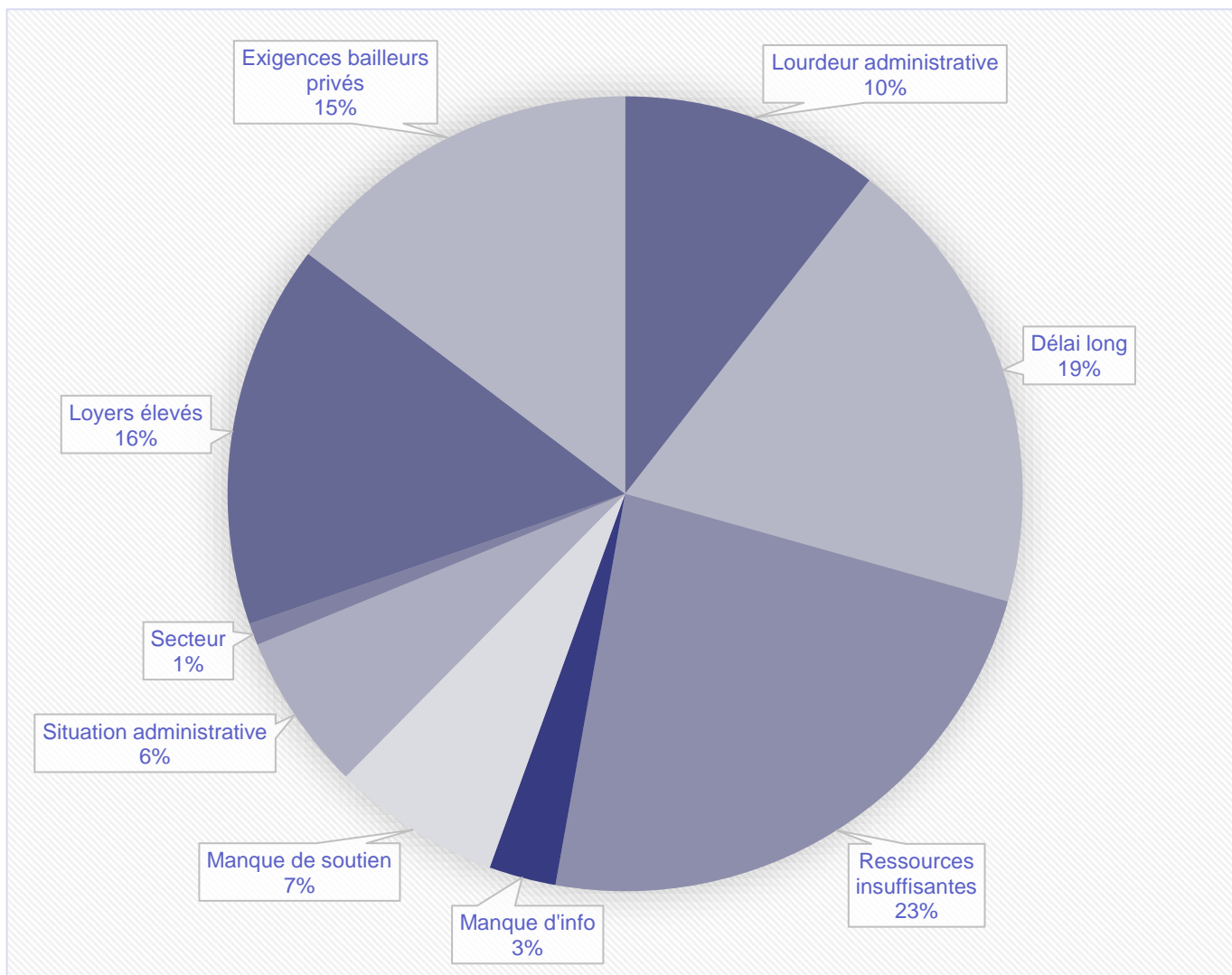


75,4% des personnes interrogées déclarent avoir déjà été locataires d'un logement.  
Parmi ces personnes, voici ci-contre les raisons qui ont entraîné la perte du logement.



## Pour conclure à propos de la situation liée au logement :

- ➔ Parmi les personnes interrogées, 74% placent le **logement** comme étant une **préoccupation élevée**.
- ➔ 27% des personnes qui n'ont pas de solution d'hébergement/de logement depuis plus d'un an ont des **problématiques de santé**.
- ➔ Parmi les personnes interrogées, 40% ont une demande de logement social en cours, et 20% sont reconnus **prioritaires DALO**.



## Freins spécifiques à l'accès au logement :

- D'après ces données, on constate que près de 40% des réponses sont relatives à l'aspect financier.
- 20% des réponses sont relatives à un besoin d'accompagnement spécialisé à l'accès au logement.
- Concernant le parc social, 19% des personnes trouvent que les délais d'attente sont trop longs.
- Concernant le parc privé, 15% des personnes sont freinées par des exigences "*trop élevées*"\* du côté des bailleurs (garant, niveau de revenus).

\*termes employés par les personnes répondant à l'enquête

## Santé et logement :



Rappelons que 18% des personnes interrogées ont perdu leur logement pour raisons de santé.

- 58% des personnes qui ont indiqué avoir perdu leur logement pour des raisons de santé sont sans solution d'hébergement/logement depuis plus d'un an.
- 65% des personnes interrogées placent la **santé comme une préoccupation élevée**.

## Logement et finances :

- ➔ 41% des personnes qui déclarent toucher des minimas sociaux trouvent qu'ils ont des **ressources insuffisantes** pour accéder à du logement.
- ➔ 55% des personnes qui trouvent avoir des ressources insuffisantes déclarent que **l'emploi** est une priorité pour eux.
- ➔ A contrario, 27,5% d'entre eux pensent que l'accès à l'emploi n'est pas du tout une priorité.

## Le besoin d'accompagnement :

- ➔ 70% des personnes qui ont indiqué ne **pas avoir de démarche d'accès au logement** en cours sont suivies par un travailleur social.
- ➔ 68,8% des personnes qui ont indiqué être suivies par un travailleur social déclarent avoir quand même besoin d'un **accompagnement personnalisé** lors de l'entrée en logement.
- ➔ Seulement 4,3% des personnes interrogées indiquent bénéficier d'une mesure d'accompagnement.
- ➔ 92,1% des personnes interrogées indique ne pas connaître la mesure **AVDL** et 89,4% ne connaissent pas **l'accompagnement hors les murs**.

# Interprétation et analyse des données

- L'interprétation des données fournies par ce questionnaire nous permet d'établir des constats et d'analyser différents points :
  - Le besoin des personnes d'accéder à une activité économique
  - Le besoin des personnes d'accéder à plus d'autonomie dans leurs démarches
  - Le besoin des personnes à bénéficier d'un accompagnement plus spécifique à l'accès au logement, et plus en lien avec leurs besoins spécifiques (surtout sur le plan de la santé)

# Les propositions d'actions à mettre en œuvre

Au regard des éléments évoqués, nous pouvons dégager les axes de travail suivants :

- Favoriser l'autonomie des personnes dans les démarches administratives liées au logement
- Favoriser un accompagnement spécifique au logement et aux besoins de la personne
- Etayer le partenariat dans le cadre de l'accompagnement dédié à la santé physique et mentale
- Favoriser l'insertion professionnelle des personnes accompagnées

Ces axes de travail nous permettent d'apporter des propositions d'actions à mettre en œuvre afin de soutenir les personnes dans leur projet d'accès et de maintien dans le logement.

# Conclusion

## Le travail mené autour de ce questionnaire a permis :

- de mettre en exergue les freins et les besoins relatifs à l'accès au logement
- de donner la parole aux personnes directement concernées par le plan Logement D'Abord
- de sensibiliser les équipes des dispositifs AHI au plan Logement d'Abord
- de dégager des axes de travail qui permettront la mise en œuvre d'actions concrètes

Une présentation plus complète aura lieu **le 22 mai 2024 de 14h à 15h30** en visioconférence via teams.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter :

Emilie BERNARD [e.bernard@siao115var.com](mailto:e.bernard@siao115var.com) ou Marie GUIGNIER [m.guignier@siao115var.com](mailto:m.guignier@siao115var.com)

Téléphone: 04.81.65.68.41

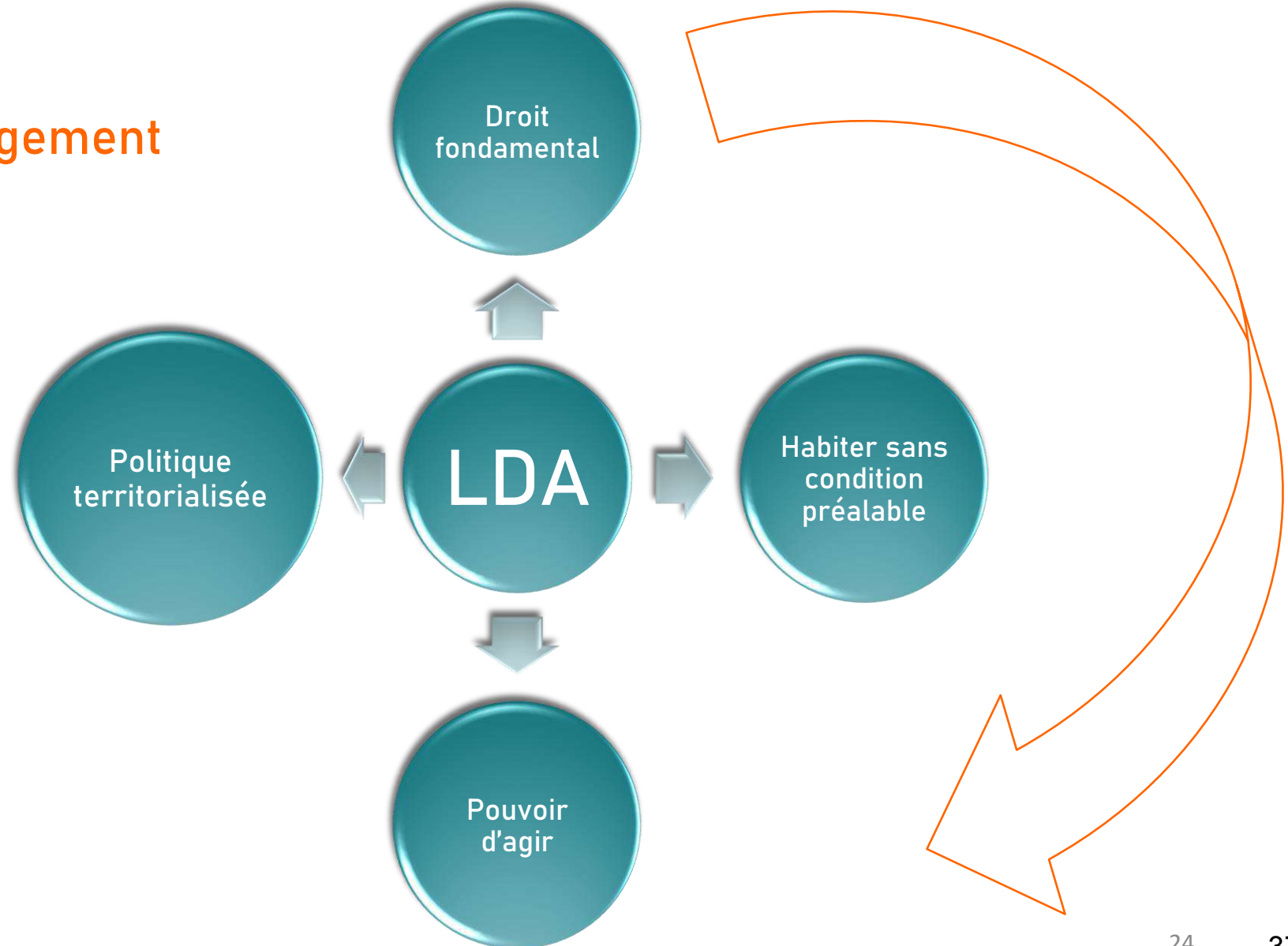


**MTPM : territoire de mise en  
œuvre accélérée**

**2.3**

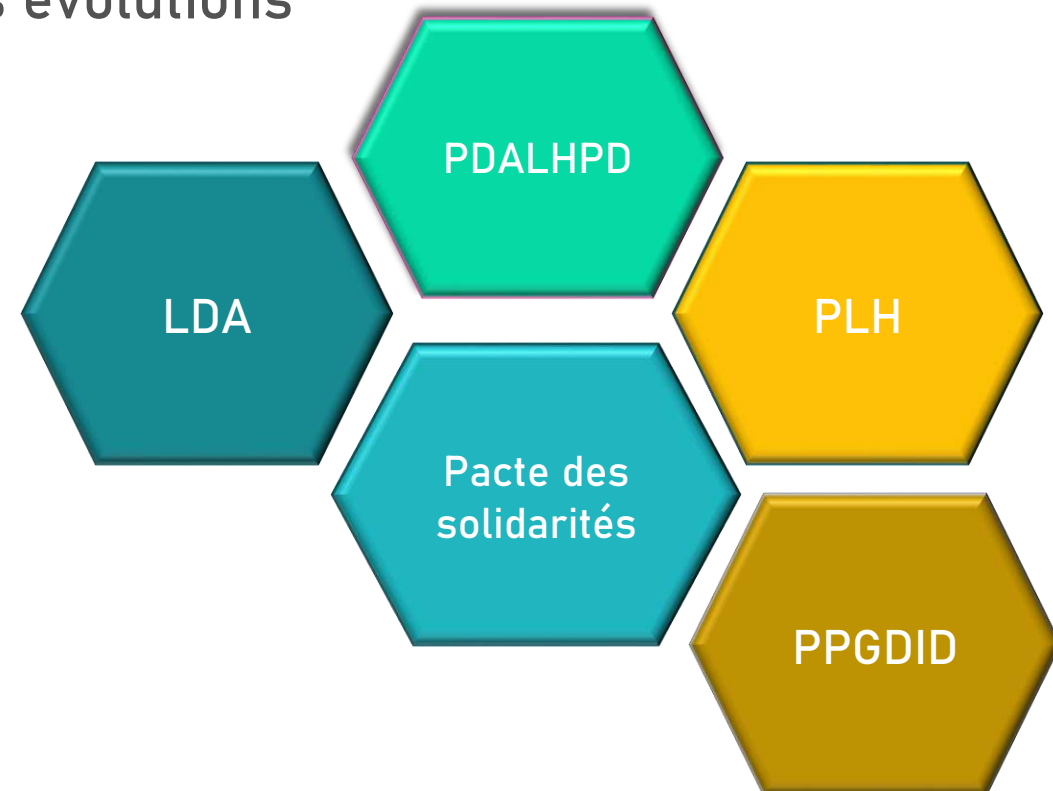
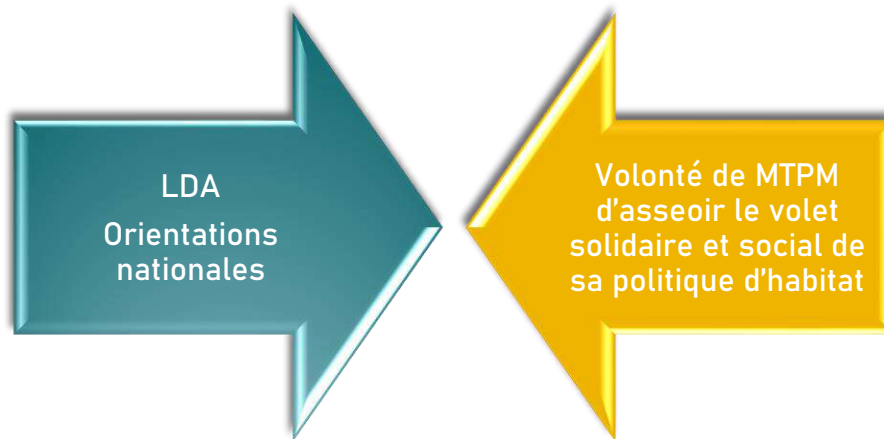
## Rappel : le LDA, de quoi parle-t-on ?

### La philosophie du Logement d'Abord

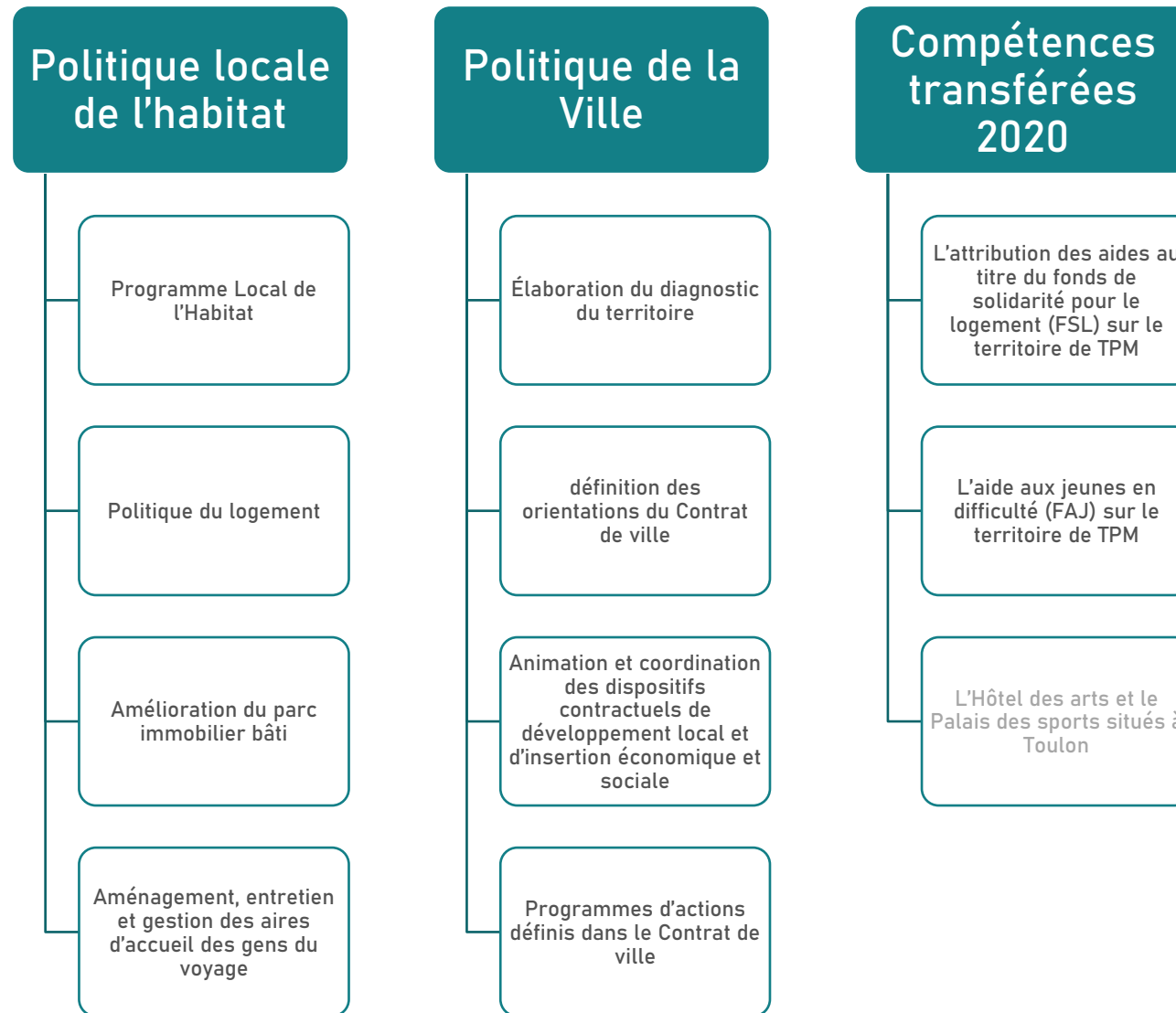


## À l'origine du LDA sur MTPM : la cohérence territoriale du développement des politiques publiques liées au logement

- ⇒ Les acteurs institutionnels et leurs actions : DDETS et CD 83
- ⇒ Les acteurs associatifs et privés des secteurs de l'hébergement, du logement, la prévention, l'accompagnement social, l'insertion
- ⇒ Les compétences de MTPM et leurs évolutions



# Le LDA s'inscrit dans les compétences et champs d'intervention de la métropole



La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015 (loi NOTRe) a prévu le transfert par les départements de tout ou partie des compétences énumérées à l'article L 5217-2-IV du CGCT, dans un délai de 2 ans suivant la création de la Métropole.

\*\*\*

**Le Département du Var et la Métropole ont conjointement choisi le transfert, au 1<sup>er</sup> janvier 2020, de 3 compétences dont 2 liées au logement et au public vulnérable des jeunes.**

- ⇒ 2018 : Lancement de la Politique Publique « *Un logement d'abord* » au niveau national
- ⇒ 2018 : Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI 1) : 23 territoires de mise en œuvre accélérée
- ⇒ 2021 : AMI 2 : 22 territoires supplémentaires dont MTPM

Aujourd'hui : 45 territoires de mise en œuvre accélérée

## Historique du LDA sur le territoire MTPM

- ⇒ 2021 : déploiement du dispositif « *Un chez soi d'abord* » par la DIHAL
- ⇒ 2021-2024 : déploiement du 1<sup>er</sup> Plan Logement d'Abord métropolitain
- ⇒ 2024 : élaboration du Plan LDA 2 (1<sup>er</sup> semestre)
- ⇒ 2025 – 2027 : déploiement du 2<sup>ème</sup> Plan LDA - MTPM



## Depuis 2021 : AMI 2 → *MTPM, territoire de mise en œuvre accélérée*

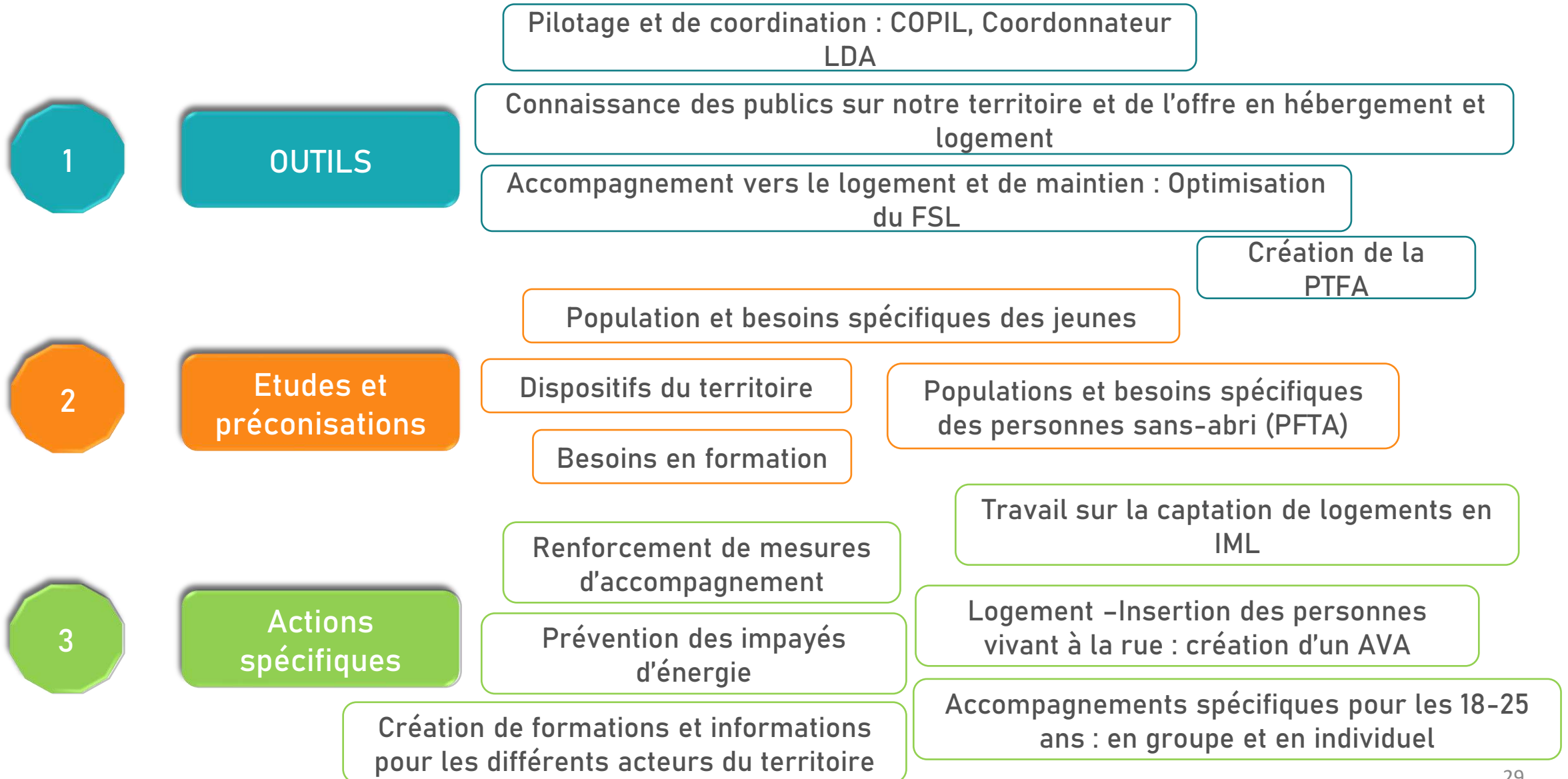
### Bénéficier de quoi ?

- Savoirs- expérimentations américaines, européennes et françaises débutées en 2000 → *Housing First*
- Le REX sur le dispositif particulier *Un chez soi d'abord*
- Des groupes de travail et d'échange spécifiques LDA : Club LDA de la DIHAL et celui de France Urbaine
- Pilotage interministériel DIHAL
- Financement spécifique

### Mobiliser quoi ?

- Coordonner les acteurs associatifs et mobiliser leurs expertises
- Mobiliser ses propres ressources et son expertise sur le logement, l'habitat et l'insertion
- Contractualiser avec services déconcentrés de l'Etat et être en cohérence avec les actions de la DDETS et du CD 83
- Être un territoire d'expérimentations pour son propre bénéfice et celui du département (PDALHPD)

# Focus sur le plan LDA 1 de MTPM : créer un socle solide



## Les axes de travail du Plan national LDA 2 à adapter au territoire de MTPM

**Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité**

**Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations**

**Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

### Publics prioritaires

Les personnes à la rue - grande précarité

Les Jeunes (16-25 ans / jusqu'à 30 ans)

Publics spécifiques :

- Personnes âgées
- Femmes victimes de violences
- Sortants de prison et autres institutions
- Gens du voyage en désir de sédentarisation

### Thématiques particulières

1. Logement et emploi
2. Logement et santé dont la santé mentale  
→ *Les jeunes et la santé mentale*
3. Participation citoyenne :  
pouvoir d'agir des personnes concernées





## Les axes de travail du Plan LDA 2 : *détails*



**Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité**

**1.1. Production de logements très sociaux**

**1.2. Développer le logement abordable dans le parc privé**

**1.3. Accélérer l'ouverture de nouvelles places de pensions de familles et de résidences sociales**

**Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations**

**2.1. Agir pour la prévention des expulsions locatives**

**2.2. Accompagner les transitions et prévenir les ruptures des publics spécifiques**

**2.3. Mieux connaître la demande et les besoins et mieux connaître les parcours**

**Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

**3.1. Poursuivre les efforts pour l'accès rapide au logement [social]**

**3.2. Moderniser et renforcer la veille sociale**

**3.3. Faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels suivant leurs besoins**

**3.4. Faire des SIAO les pivots des parcours d'accompagnement vers et dans le logement**

## Les axes du Plan LDA 2 : *les actions prévues dans le projet de PLH*

### Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité

#### 1.1. Production de logements très sociaux

**ACTION 1** : DÉFINIR ET METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE FONCIÈRE PERMETTANT LA PRODUCTION DE 13 000 LOGEMENTS

**ACTION 3** : ACCELERER LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS A LOYERS ABORDABLES

**ACTION 7** : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'HABITAT DES CENTRES ANCIENS

**ACTION 10** : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT DES PLUS DÉMUNIS

**ACTION 12** : RÉPONDRE AUX BESOINS DES JEUNES DANS LEUR DIVERSITÉ (ÉTUDIANTS, ALTERNANTS, APPRENTIS, JEUNES ACTIFS) ET DES SAISONNIERS

#### 1.2. Développer le logement abordable dans le parc privé

**ACTION 3** : ACCELERER LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS A LOYERS ABORDABLES

**ACTION 7** : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'HABITAT DES CENTRES ANCIENS

#### 1.3. Accélérer l'ouverture de nouvelles places de pensions de familles et de résidences sociales

**ACTION 10** : RÉPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENT DES PLUS DÉMUNIS

### Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations

#### 2.1. Agir pour la prévention des expulsions locatives

#### 2.2. Accompagner les transitions et prévenir les ruptures des publics spécifiques

## Les axes de travail du Plan national LDA 2 à adapter au territoire de MTPM

**Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité**

**Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations**

**Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

### Publics prioritaires

Les personnes à la rue - grande précarité

Les Jeunes (16-25 ans / jusqu'à 30 ans)

Publics spécifiques :

- Personnes âgées
- Femmes victimes de violences
- Sortants de prison et autres institutions
- Gens du voyage en désir de sédentarisation

### Thématiques particulières

1. Logement et emploi
2. Logement et santé dont la santé mentale
  - *Les jeunes et la santé mentale*
3. Participation citoyenne : pouvoir d'agir des personnes concernées

# Les axes de travail de notre atelier

## Axe 1 : Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité

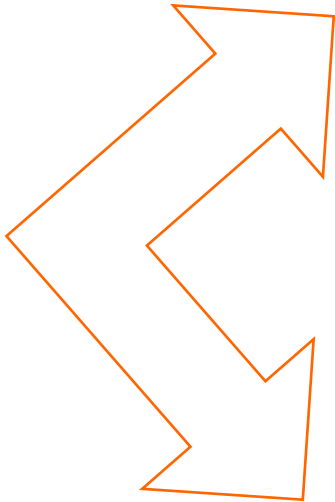
- 1.1. Production de logements très sociaux
- 1.2. Développer le logement abordable dans le parc privé
- 1.3. Accélérer l'ouverture de nouvelles places de pensions de familles et de résidences sociales

## Axe 2 : Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations

- 2.1. Agir pour la prévention des expulsions locatives
- 2.2. Accompagner les transitions et prévenir les ruptures des publics spécifiques
- 2.3. Mieux connaître la demande et les besoins et mieux connaître les parcours

## Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

- 3.1. Poursuivre les efforts pour l'accès rapide au logement [social]
- 3.2. Moderniser et renforcer la veille sociale
- 3.3. Faciliter l'appropriation du Logement d'Abord par les territoires et les professionnels suivant leurs besoins
- 3.4. Faire des SIAO les pivots des parcours d'accompagnement vers et dans le logement



## Les 4 thèmes de notre atelier

	thèmes à traiter en sous-groupes
groupe 1	Pour les personnes logées, comment mieux prévenir les situations de ruptures, et, les expulsions locatives (troubles du voisinage, impayés, problématiques de santé, ...) ?
groupe 2	Comment améliorer la fluidité des parcours de la rue vers le logement et l'insertion professionnelle ?
groupe 3	Comment mieux prendre en compte les problématiques de santé dans les parcours d'insertion ?
groupe 4	Comment mieux coordonner l'accompagnement sur notre territoire (mesures ASLL-AVDL ; rôle de la plateforme d'accompagnement ; ...) ?

## Explication du déroulement des ateliers par HTC

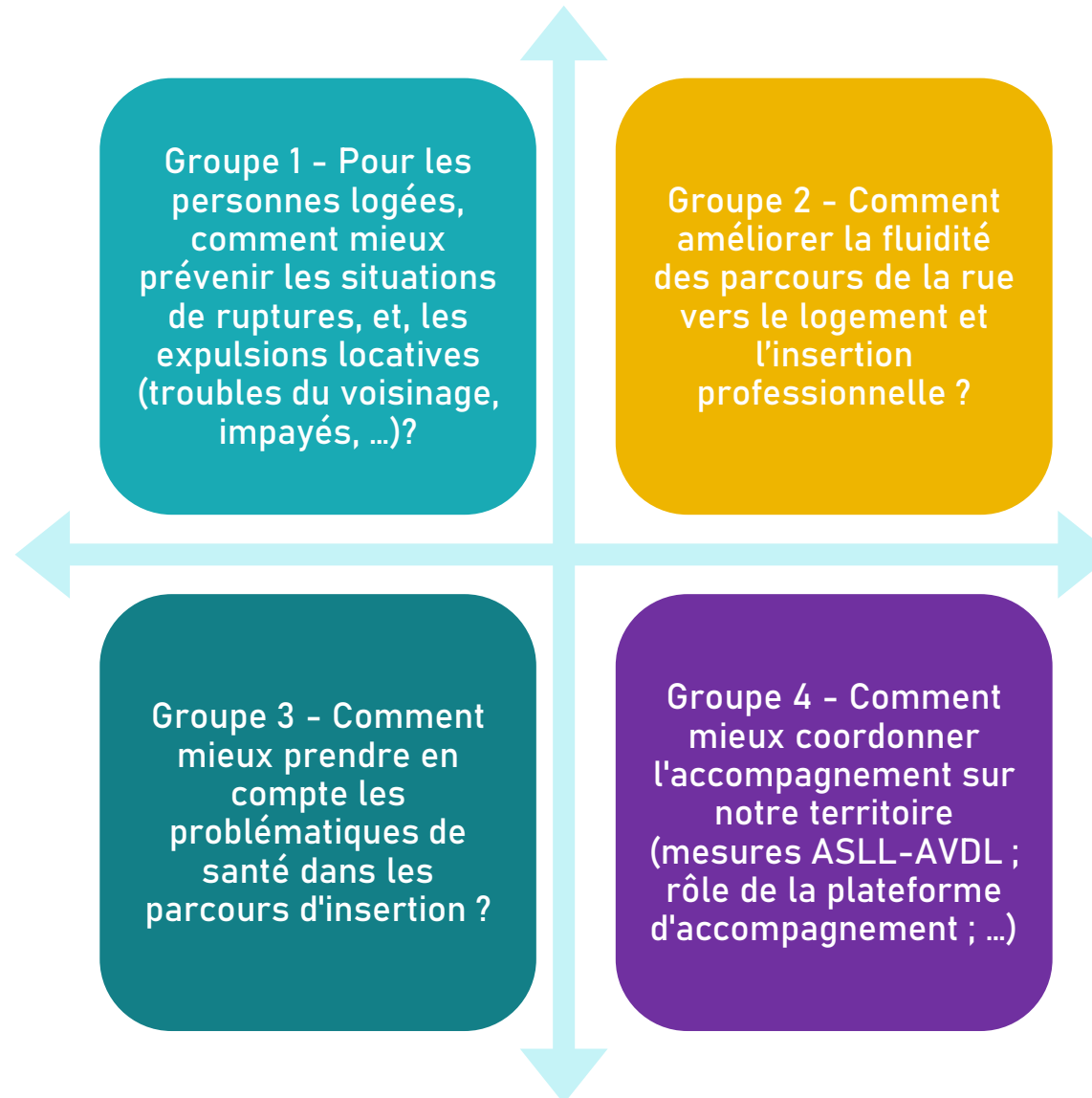


03

# Les ateliers

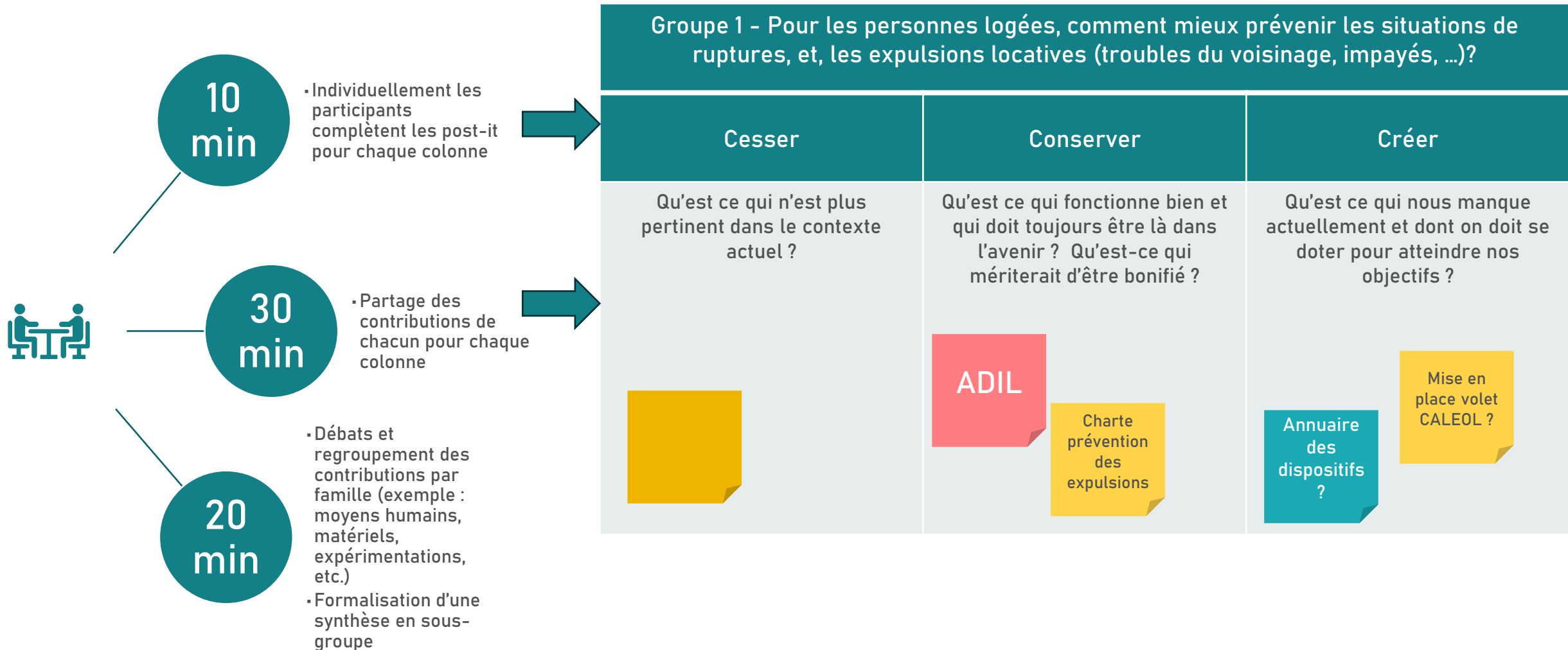
# Présentation de la méthode

# Présentation des thématiques





# Les ateliers en sous-groupe



# Avant de partir ...

- Une idée est proposée plusieurs fois : a contrario, elle permet d'identifier les priorités de manière partagée
- On ne sait pas tout : le monde du logement est vaste et fourmille de multiples dispositifs... : partageons-les !
- On n'invente rien : au contraire, l'idée est de s'appuyer sur les actions existantes ou sur les expériences vues ailleurs



- Bénéficier d'une vision commune
- Coconstruire les solutions à mettre en place pour les 3 années à venir :
- Poser les premières pierres et coconstruire la démarche LDA 2 en identifiant les chantiers à renforcer ou à mettre en œuvre

**Restitution des ateliers en  
plénière de 11h00 à 12h00**

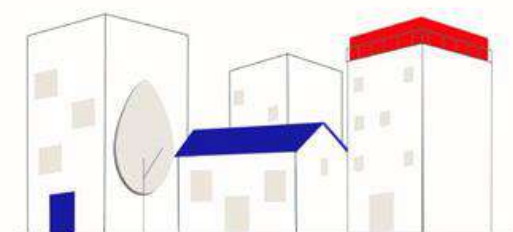
**Merci !**

Animation participative des politiques sociales et  
du logement

ATELIER PLAN LOGEMENT D'ABORD 2 - MTPM

15 mai 2024

# Restitution des ateliers



## Groupe 1 - Pour les personnes logées, comment mieux prévenir les situations de ruptures, et, les expulsions locatives (troubles du voisinage, impayés, ...)?

Cesser	Conserver	Créer
<ul style="list-style-type: none"> <li>Dématérialisation trop poussée et qui peut poser des problèmes pour les usagers et pour les professionnels.</li> <li>Des interventions trop tardives : ne plus présenter des dossiers dont la situation est trop critique mais agir plus en amont</li> <li>Problématiques de temporalité (temps de repérage et diagnostic de la situation -&gt; temps long d'accompagnement -&gt; non coordonné avec temps de la procédure d'expulsion/ possibilité de suspension)</li> <li>Cesser les expulsions pour raisons médicales (idem ci-dessus)</li> <li>Difficultés liées à la rigidité des process</li> <li>Cesser de penser que les personnes en difficulté de logement savent à qui s'adresser en cas de problème</li> </ul>	<p><u>Poursuivre la mobilisation des outils existants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer de mobiliser le FSL, l'ADIL</li> <li>Mobiliser la CCAPEX le plus en amont possible</li> <li>Interventions hors les murs</li> </ul> <p><u>Coordonner les interventions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Coordonner les interventions des travailleurs sociaux et favoriser le passage de relais tout au long du parcours de la personne</li> <li>Développer un accompagnement social global ou plus spécifique et mobiliser les aides</li> </ul> <p><u>Prévenir les expulsions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre les engagements de la charte de prévention des expulsions</li> </ul>	<p><u>Développer le partenariat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Travailler en réseau avec différents partenaires et intervenants sur le même ménage dans le secteur de la santé/ emploi/ service social...</li> <li>Mettre en place des outils d'interconnaissance : annuaires, présentation de dispositifs</li> <li>Bénéficier d'un référent de la personne et qu'il soit connu des professionnels</li> <li>Harmoniser le lien avec les acteurs du logement, bailleurs, voisinage, travailleurs sociaux, gardiens pouvant mobiliser les personnes ressources</li> </ul> <p><u>Gagner en lisibilité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Créer un document unique qui recenserait tous les dispositifs liés au logement et les interlocuteurs à mobiliser</li> <li>Communiquer sur le logement « Comment ça marche? » : Créer des instances d'échanges collectifs sur le logement auprès des usagers notamment.</li> </ul> <p><u>Mettre en place des formations / groupes de travail</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développer des formations sur des situations spécifiques notamment sur les cas de Diogène</li> <li>Mettre en place un groupe de travail sur le lien santé / logement</li> <li>Créer un groupe santé/précarité/logement : prévention et repérage / Coordination / Accompagnement / Suivi</li> </ul> <p><u>Intervenir le plus en amont possible</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Repérer le plus en amont possible les personnes en situation de difficultés, renforcer l'aller-vers</li> <li>Détecter les signaux faibles qui peuvent laisser à penser que la personne est en difficulté</li> <li>Mettre en place une clause de non-abandon (aller au-delà de la durée de l'accompagnement initial si la personne interpelle le travailleur social lorsqu'il a besoin d'aide)</li> </ul> <p><u>Améliorer la coordination de l'accompagnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimiser les procédures pour bénéficier potentiellement de coupe file.</li> <li>Traiter la situation de la personne dans sa totalité (aller au-delà du traitement de dettes)</li> <li>Coordonner les parcours de sortie des jeunes sortant de l'ASE</li> <li>Accompagner le locataire en situation de dette pour qu'il remette le paiement de son loyer en priorité</li> </ul> <p><u>Mettre en place des dispositifs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Créer des dispositifs d'accompagnement à long terme pour les situations de Diogène (accompagnement de la personne, intervention dans le logement avec des objectifs atteignables et évolutifs)</li> <li>Etendre les mesures de FSL (impayés) à l'habitat mobile sur les aires de stationnement des gens du voyage et créer un véritable accompagnement social dans le cadre du projet social des aires de stationnement</li> </ul>

## Groupe 2 - Comment améliorer la fluidité des parcours de la rue vers le logement et l'insertion professionnelle ?

Cesser	Conserver	Créer
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un déficit de formation concernant les défis de l'insertion professionnelle pour les accompagnateurs sociaux&gt;interconnaissance</li> <li>Une nécessité de reconnaître l'importance de l'accompagnement professionnel dans le domaine social, plutôt que de le considérer comme accessoire.</li> <li>Un besoin de mettre fin à l'orientation des jeunes vers des CHRS collectifs.</li> <li>Cesser de décider à la place des usagers, et leur redonner la parole pour qu'ils expriment également leurs difficultés.</li> <li>Un manque de clarté concernant les dispositifs : des initiatives sont parfois mises en place sans véritable concertation, ou nécessitent un accompagnement plus soutenu.</li> </ul>	<p><u>Communiquer et sensibiliser</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire connaître les dispositifs disponibles : Informer sur les dispositifs existants et les besoins spécifiques des différents publics.</li> <li>Expérimentations et partenariats : Envisager des expérimentations similaires à celle menée avec Carrefour à Saint-Raphaël pour offrir des emplois à des personnes accueillies en structures, et étudier l'élargissement à d'autres publics avec des entreprises similaires.</li> </ul> <p><u>Collaborer et échanger</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le lien entre les accompagnants sociaux et les professionnels : Favoriser les échanges et organiser des temps d'échange réguliers pour améliorer la coordination.</li> </ul> <hr/> <p><u>Poursuivre le développement de l'offre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élargir l'offre de logements sur le territoire : Augmenter le nombre de places disponibles dans les FJT et renforcer les colocations intergénérationnelles.</li> <li>Logements dédiés pour les apprentis : Créer des logements spécifiques pour les apprentis afin de faciliter le suivi de leur formation.</li> <li>Développer l'intermédiation locative : Promouvoir l'intermédiation locative en location et en gestion sur l'ensemble du territoire.</li> </ul> <hr/> <p><u>Poursuivre l'accompagnement des publics</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir et orienter vers les mesures d'accompagnement existantes : Continuer les mesures comme l'AVDL et l'ALM, en les orientant davantage vers l'insertion professionnelle.</li> <li>Renforcer l'accompagnement en matière de santé et de mobilité : Améliorer les services de santé et de mobilité pour les personnes concernées.</li> <li>Une alerte sur la nouvelle réglementation du FSL. Certains jeunes ne pourraient plus bénéficier de l'accompagnement du FSL. Taux d'effort locatif trop important avec le nouveau calcul. Il pourrait être amélioré/recalculé pour intégrer à nouveau les jeunes en insertion.</li> <li>Rappeler le principe de réalité aux personnes accompagnées (difficultés à proposer un logement avec un extérieur, etc.)</li> </ul>	<p><u>Favoriser le travail en collaboration et mettre en place des actions partenariales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Inclure les professionnels de l'insertion professionnelle dans les instances sociales</li> <li>Créer des binômes entre travailleur social / référent parcours accompagnement-emploi (France Travail)</li> <li>Créer des groupes de travail multidisciplinaires et convier les acteurs de l'insertion professionnelle à ces ateliers</li> <li>Mettre en place des groupes de pairs pour favoriser l'interconnaissance entre les professionnels</li> </ul> <p><u>Accompagner les publics : les publics jeunes et apprentis</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développer le lien entre le volet logement et l'insertion professionnelle</li> <li>Travail sur des outils pour limiter le délai de présence dans un CHRS pour faciliter la fluidité</li> <li>Etudier les durées de séjours des ménages accueillies pour fluidifier les parcours</li> <li>Renforcer les partenariats et l'accompagnement les acteurs, notamment les missions locales</li> <li>Proposer des parcours intégrés, comme des dispositifs offrant des premières heures en chantier ou des programmes tels que le TAPAJ pour les 16-25 ans, qui établissent des liens entre la santé et le travail</li> </ul> <p><u>Mettre en place des dispositifs/ actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'inspirer d'expérimentations mises en place sur le territoire (Exemple de l'action mise en place en partenariat avec des employeurs comme Carrefour)</li> </ul>

## Groupe 3 – Comment mieux prendre en compte les problématiques de santé dans les parcours d'insertion ?

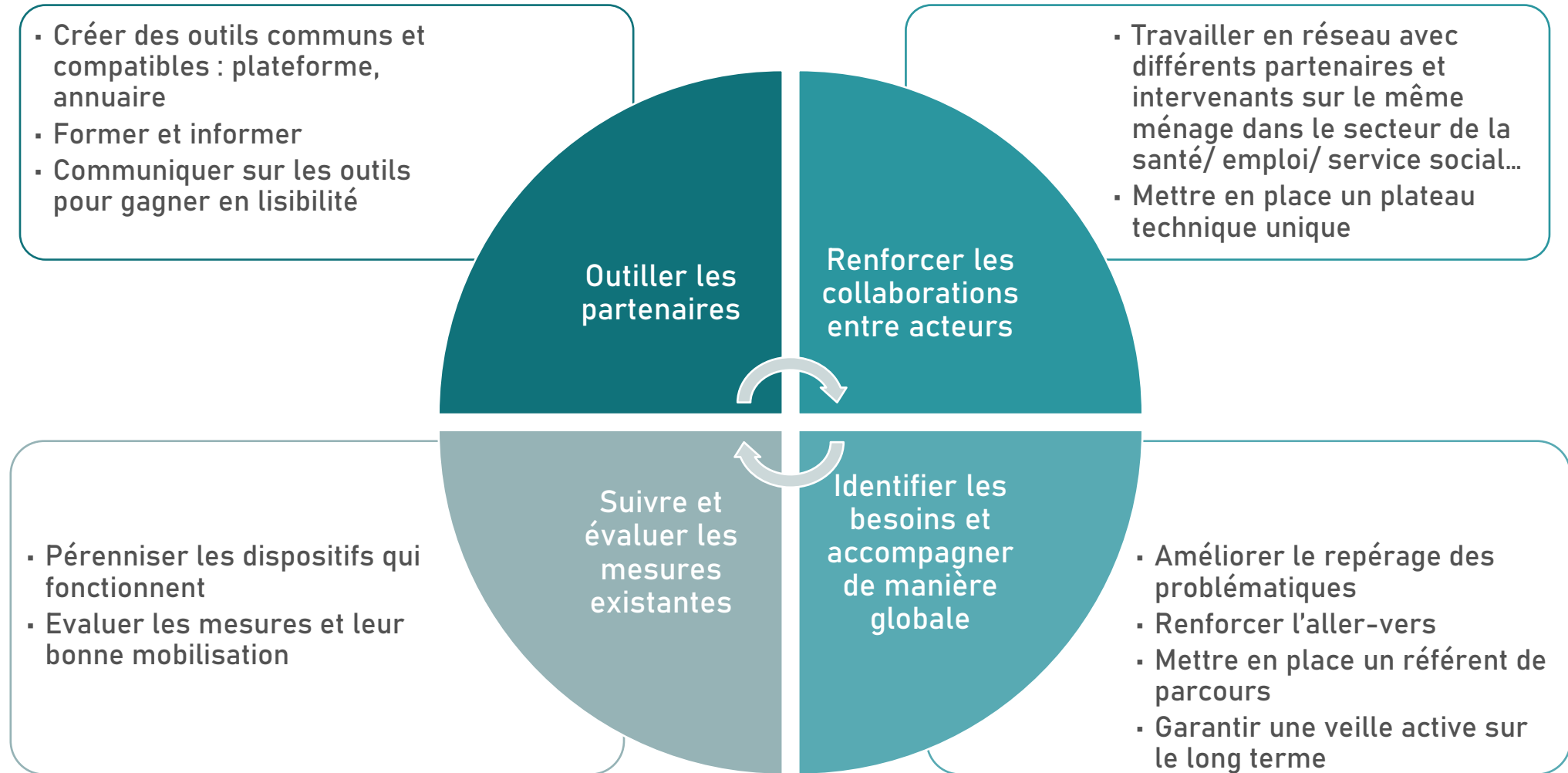
Cesser	Conserver	Créer
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre fin à l'absence de recours aux soins pour des raisons financières.</li> <li>• Rompre l'isolement professionnel : sortir du travail en silo.</li> <li>• Améliorer le répertoire du logement social pour mieux identifier les logements adaptés aux personnes handicapées.</li> <li>• Réduire / Éliminer les délais de rendez-vous et de prise en charge dans le secteur de la santé notamment pour les jeunes</li> </ul>	<p><u>Améliorer la communication auprès des professionnels</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conserver et diffuser l'annuaire en santé mentale et en addictologie (paru il y a un mois)</li> </ul> <p><u>Conserver les équipes Mobiles et Dispositifs d'Intervention</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir les dispositifs d'équipes mobiles d'intervention (santé physique et mentale).</li> <li>• CLS.</li> <li>• HPS, DAC.</li> <li>• Promosoins, / SILOE</li> <li>• Dispositif de type OVA.</li> <li>• "Un chez-soi d'abord".</li> </ul> <p><u>Développer les liens entre le logement et la santé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer significativement les logements avec un accompagnement en santé (type ACT).</li> <li>• Conserver et développer les appartements de coordination thérapeutique.</li> </ul>	<p><u>Renforcer la collaboration et les outils partagés entre les partenaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer et renforcer les équipes multidisciplinaires.</li> <li>• Former des équipes avec tous les professionnels pour éviter le travail en silo.</li> <li>• Développer des formations en santé pour divers professionnels afin de mieux identifier et accélérer la résolution des difficultés rencontrées par les personnes.</li> <li>• Développer une plateforme de coordination de santé mentale et d'habitat</li> <li>• Créer une plateforme de travailleurs sociaux (appels) dédiée aux professionnels</li> <li>• Mettre en place des référents santé dans les structures</li> <li>• Faire le relai vers les professionnels de santé</li> <li>• Dupliquer et/ou renforcer le dispositif national « Mon parcours psy » par un dispositif local (surtout pour les jeunes)</li> <li>• Créer des partenariats avec les hôpitaux</li> </ul> <p><u>Impliquer les bailleurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclure les bailleurs sociaux et privés dans l'accompagnement des personnes sur la thématique de la santé.</li> <li>• Développer une offre d'habitat inclusif</li> </ul> <p><u>Orienter et repérer les besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer le repérage des problèmes de santé dès la demande pour mieux orienter la personne vers le bon logement et le bon accompagnement.</li> <li>• Créer des formations gratuites pour les professionnels afin de repérer les problématiques de santé des personnes logées ou à loger.</li> <li>• Besoin d'aller vers dans le domaine de la santé sur les territoires peu pourvus.</li> <li>• Evaluer l'impact de la maladie sur l'accès au logement</li> <li>• Améliorer la prise en charge locale et globale</li> </ul> <p><u>Développer l'offre à destination des jeunes et personnes handicapées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer de foncier pour les structures</li> <li>• Créer un accueil de jour pour les jeunes sortants de l'ASE.</li> <li>• Créer des logements passerelles pour les jeunes adultes sortants des IME (adultes en situation de handicap).</li> <li>• Créer un tiers-lieu pour un public que l'on n'arrive pas à capter</li> <li>• Construire l'offre de logements adaptés (aides à la pierre)</li> <li>• Développer l'habitat inclusif</li> </ul>



## Groupe 4 – Comment mieux coordonner l'accompagnement sur notre territoire (mesures ASLL-AVDL ; rôle de la plateforme d'accompagnement ; ...)

Cesser	Conserver	Créer
<p><u>Dispositifs : Une multiplicité de dispositifs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cesser de diversifier les mesures</li> <li>• Une multiplicité de dispositifs et de mesures aux échéances variables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer le suivi et l'évaluation des dispositifs</li> <li>• Définir des indicateurs clairs</li> <li>• Pérenniser les projets, dispositifs et financements qui fonctionnent</li> <li>• Renforcer le partage d'information (réunions, remontées automatiques)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer sur les outils pour gagner en lisibilité</li> <li>• Créer des outils communs (guichets d'information autour des mesures AVDL, ASLL, etc.)</li> <li>• Mettre en place des outils partagés : SI et compatibles sur lesquels l'information serait disponible</li> <li>• Suivre les demandes et les accompagnements via la plateforme</li> <li>• Penser les actions en cohérence avec les différents plans et niveaux d'intervention</li> <li>• Créer des outils plus réactifs en cas de situation de crise (lié à la santé mentale)</li> </ul>
<p><u>Partenaires : Un cloisonnement des pratiques entre partenaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des approches encore trop silotées qui manquent de coordination</li> <li>• Une multiplication de structures et une multiplication d'indicateurs : Une volonté d'accès facile aux indicateurs communs de manière pérenne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les liens entre les différentes institutions</li> <li>• Renforcer la mise en réseau des acteurs par thématique afin d'identifier la complémentarité (vers un annuaire ? Des rencontres trimestrielles ?)</li> <li>• Développer le partenariat santé / emploi / accompagnement / logement</li> </ul>	
<p><u>Bénéficiaires : Cesser de faire entrer les personnes dans des cases</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De nombreuses mesures spécifiques (des entrées par public, par bailleur...) trop restrictives qui ne permettent pas de prendre en charge certaines situations complexes</li> <li>• Une multiplicité de référents</li> <li>• Un manque de clarté sur les mesures pour les professionnels et les usagers qui cumulent les problématiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation des besoins des personnes pour mieux les orienter vers les dispositifs adaptés</li> <li>• Poursuivre l'aller-vers : Améliorer le repérage des publics isolés en difficultés qui ne se manifestent pas (personnes âgées, santé, etc.)</li> <li>• Créer / mobiliser des actions de maintien dans le logement</li> <li>• Mettre en place une veille active sur le long terme</li> <li>• Redéfinir le rôle de la plateforme d'accompagnement</li> <li>• Mettre en place des outils de repérage des situations d'incurie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer aux publics un accompagnement global</li> <li>• Mettre en place un plateau technique pour disposer de l'ensemble des personnes concernées par l'accompagnement (santé, emploi, logement) et disposer d'une vision à 360°</li> <li>• Mettre en place un référent unique</li> <li>• Réaliser des bilans</li> <li>• Créer des outils réactifs face aux situations de crise liées à la santé mentale</li> </ul>

# Les pistes communes aux 4 thématiques



# Merci à toutes et tous pour votre participation

Coordonnées de la Coordinnatrice LDA

Sophie ARONDEAU

04 23 26 15 61

06 59 50 15 85

[sophie.arondeau@metropoletpm.fr](mailto:sophie.arondeau@metropoletpm.fr)

**Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

**3.3. Appropriation du LDA par les acteurs du territoire**

**Proposition de Fiche Action 5 (adaptée) : Formation pour le secteur de l'AHI**

PILOTE	MTPM	FINANCEMENT AMI : 22 500 €	
OBJECTIFS OPERATIONNELS	1. Passer de la philosophie à la pratique du logement d’abord 2. Acquérir les compétences nécessaires pour changer de paradigme et de pratiques professionnelles sur le long terme.		
DESCRIPTION	Suite à l’étude des besoins des acteurs du territoire réalisée par la Fas en année 1 : <b>Typologies des acteurs : professionnels du secteur de l’AHI et autres travailleurs sociaux.</b>		
MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE	<b>ACTION à RECONDUIRE :</b> <b>Volets 1 et 2 identiques à ceux réalisés sur 2024.</b>  <b>Volet 1 : connexions e-learning</b> ; 56 connexions pour terminer de couvrir le secteur de l'AHI et la moitié des TS de MTPM au-delà du secteur AHI (soit 204 connexions pour 408 professionnels /source SIAO : 408 professionnels TS sur MTPM)  <b>Volet 2</b> : formations spécifique professionnels de l'AHI pour 60 professionnels (2*2 jours pour 60 personnes, soit 49 professionnels TS restants et 11 CDS, suite à la première session de formation de 2024)		
INDICATEURS D’EVALUATION	→ Réalisation des sessions de formation + bilan qualitatif → Nombre de connexions réalisées + bilan qualitatif		
Actions	Date	Budget	Opérateurs
	Sur l’année 2025 uniquement	22 500 €	FAS PACA

Programme de formation du volet 2 tel que réalisé pour une partie des professionnels de l'AHI en 2024 par la FAS PACA : « *De l'hébergement au logement : faire évoluer les pratiques d'accompagnement dans le cadre du logement d'abord* » (en pièce-jointe)

<b>PROPOSITION DE FORMATION EN INTER</b> <b>« De l'hébergement au Logement : Faire évoluer les pratiques d'accompagnement dans le cadre du Logement d'abord »</b> <b>FAS Occitanie</b>	
<b>CONTEXTE</b>	<p>La FAS PACA, dans le cadre d'une convention avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, souhaite engager une formation auprès des travailleurs sociaux des structures d'Accueil Hébergement Insertion de ce territoire sur les principes du logement d'abord.</p> <p>La FAS PACA s'adresse à la FAS Occitanie pour répondre à ses besoins sur des propositions présentes au catalogue, notamment « De l'hébergement au logement : faire évoluer les pratiques d'accompagnement dans le cadre du Logement d'abord ».</p>
<b>OBJECTIFS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaître et comprendre l'évolution récente des politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement ;</li> <li>• Identifier les changements de posture professionnelle qui en découlent ;</li> <li>• Identifier les dispositifs et les outils mobilisables par les travailleurs sociaux dans le cadre de l'accompagnement dans le logement ;</li> <li>• Appréhender les innovations sociales liées aux principes du logement d'abord</li> </ul>
<b>CONTENU</b>	<p><b>Jour 1 : Journée 1 : Cadrage de la philosophie du Logement d'abord et approche des évolutions des modalités d'intervention dans le logement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution des politiques publiques d'hébergement et d'accès au logement</li> <li>• Les différents types de statuts : hébergement, sous location, location, et impact sur la prise en charge et l'accompagnement</li> <li>• Intervention sociale en logement : la question de l'habiter</li> </ul> <p><b>Jour 2 : Accompagnement global dans le logement et approche pluridisciplinaire dans le logement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Principes et postures d'accompagnement dans le logement : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ « Aller vers » les personnes dans une logique préventive</li> <li>○ Le travail sur les situations de refus et de non-adhésion, etc.</li> </ul> </li> <li>• Appropriation des innovations sociales liées aux orientations du Logement d'abord <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La capacitation ou l'approche par les compétences</li> <li>○ La multiréférence, la pair-aidance, la pluridisciplinarité, la transdisciplinarité</li> </ul> </li> </ul>
<b>METHODES</b>	Exposés théoriques, travaux participatifs, analyse de pratique, illustration avec des démarches innovantes
<b>PUBLICS</b>	Les travailleurs sociaux et cadres de direction des établissements d'hébergement et CHRS, notamment collectifs, du secteur social de la Métropole de Toulon (jusqu'à 15 participants).
<b>INTERVENANTS</b>	<p>Virginie MATTEONI, Cheffe de projet Hébergement-Logement-Participation FAS Occitanie</p> <p>A confirmer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Vincent LEZAC, directeur du « Un Chez soi d'abord » – Toulouse</li> <li>– Julien LEVY, sociologue, co-porteur de la Chaire PUBLICS des politiques sociales du laboratoire Pacte (Université Grenoble Alpes/Sciences Po Grenoble)</li> </ul>
<b>DATES et LIEU</b>	<b>2 jours sur le Second semestre 2024 – Toulon</b>
<b>CONTACT</b>	Virginie Matteoni, <a href="mailto:virginie.matteoni@federationsolidarite.org">virginie.matteoni@federationsolidarite.org</a>

**Axe 3 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé**

**3.3. Appropriation du LDA par les acteurs du territoire**

**Proposition de Fiche Action 17 : Le LDA pour tous**

PILOTE	MTPM	FINANCEMENT AMI : 12 000 €
<b>OBJECTIFS OPERATIONNELS</b>	<p>Réaliser une acculturation, en accéléré, des divers acteurs qui sont concernés par l'accompagnement global (multithématique).</p> <p>Mélanger les typologies d'acteurs sur les différentes journées pour créer à la fois l'acculturation au LDA et l'interconnaissance demandée par les acteurs.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Garantir une connaissance du domaine du "logement d'abord"</li> <li>2. Initier un réseau de partenaires et développer le travail de coordination</li> <li>3. Partager les expériences</li> <li>4. Amélioration des pratiques d'accueil, d'orientation et de réponse.</li> </ol>	
<b>DESCRIPTION</b>	<p><b>Enjeux de l'acculturation en accéléré :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faciliter une compréhension mutuelle des enjeux,</li> <li>▪ Développer les dynamiques de coopération territoriales dans les pratiques professionnelles des élus et de leurs équipes, ainsi que des professionnels des secteurs connexes à ceux de l'hébergement et du logement</li> <li>▪ S'inscrire dans les dynamiques interprofessionnelles ; interinstitutionnelles et interculturelles, qui composent un territoire ;</li> <li>▪ Développer les postures professionnelles favorables à l'aller vers, le faire ensemble : Elus, agents sociaux, travailleurs sociaux (CCAS, associations, missions locales, CD...)</li> </ul> <p><b>Typologies des acteurs à acculturer :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>ELUS</b> : des 12 communes + du CD 83 + Directeurs et CDS de directions de MTPM + les services logements des communes</li> <li>2. <b>SOCIAL</b> : Etudiants TS en fin de cycle, mandataires de justice / organismes de tutelle (financés par la DDETS : asso et mandataires privés)</li> <li>3. <b>Médico-social</b> : COS Beausoleil (réflexion en cours avec Un chez soi d'abord)</li> <li>4. <b>ACCES AUX DROITS - NUMERIQUE</b> : Agents des CCAS, Maisons France Service, ...</li> </ol>	

	5. <b>EMPLOI</b> : France Travail, Missions Locales, chantiers d'insertion, FACE VAR, ... 6. <b>SANTE</b> : Hôpitaux - cliniques, DAC, CODES, spécialistes des addictions, 7. <b>LOGEMENT- parc privé</b> : mobilisation des attendus LDA auprès BP (sensibilisation aux problématiques du logement sur le territoire) par les agences d'aménagement et développement (V.A.D), ...		
<b>MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE</b>	Séminaire LDA pour tous : 3 journées pour 300 personnes au total (de 70 à 100 personnes par séminaire)		
<b>INDICATEURS D'ÉVALUATION</b>	→ Réalisation des séminaires + bilan qualitatif → Nombre de connexions réalisées + bilan qualitatif		
Actions	Date	Budget	Opérateurs
SEMINAIRES : 3 JOURNEES POUR 70 A 100 PERSONNES PAR JOUR	Sur l'année 2025 uniquement	12 000 €	FAS PACA

## Proposition de structuration du séminaire :

### Temps de formation :

Historique / enjeux / perspectives du Logement d'abord (par Camille Flaszewski)

Zoom sur le rôle de la veille sociale / SIAO (par Aude Tchekhoff)

### Tables rondes :

#### **Le logement d'abord sous le prisme de l'accompagnement social**

Échange sur le déploiement du Logement d'abord d'un point de vue du travail social, condition de réussite essentielle selon la FAS, (bilan du premier plan quinquennal et perspectives). L'objectif de cette table ronde repose sur l'analyse des pratiques d'accompagnement social et leurs évolutions, en cours ou à venir, induites par le déploiement de la philosophie du Logement d'abord, du point de vue des différents acteurs qui la mettent en œuvre (Etat, collectivités locales, associations, bailleurs).

Intervenants :

- FAS (Thierry MILA sur le volet national / Coordinatrices de la PTFA sur le volet local)
- DDETS / MTPM (FSL – FAJ ...)
- AR HLM PACA Corse
- Travailleurs sociaux

#### **Les différentes solutions d'accès au logement et à l'hébergement**

L'objectif de cette table ronde est de pouvoir présenter le panel de solutions existantes pour répondre au mieux aux besoins et aux souhaits des personnes accompagnées dans le cadre du Logement d'abord (logement adapté, logement social, hébergement). Il s'agira de présenter ces solutions dans leurs complémentarités (public cible, modalités d'accès, conditions d'accueil, etc.) et les mesures d'accompagnement proposées dans ce cadre.

- Un bailleur social
- Gestionnaire de PF / RS / FJT
- Une personne concernée

Thématiques spécifiques en petits-groupes (possibilité de maintenir les thématiques de la Journée Nationale en identifiant des acteurs locaux) :

ATELIER 1 : L'émergence de pratiques d'accompagnement basées sur la réduction des risques

ATELIER 2 : Le développement du travail pair

ATELIER 3 : Le SIAO, clé de voûte de la mise en œuvre du Logement d'abord

ATELIER 4 : L'accompagnement social global - lien emploi / logement

ATELIER 5 : La Prévention des expulsions

## Le logement d'abord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

### PLAN LDA 2

Axe 3 du PLAN LDA 2 : Accélérer l'accès au logement & proposer des parcours d'accompagnement

#### **Proposition de Fiche Action n° 20 : Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ)**

*Accélérateur à inclure dans le Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ)*

PILOTE	MTPM	FINANCEMENT AMI : 40 000€
INTERET DE L'ACTION CONTEXTE PUBLICS CIBLES	<p><u>Éléments de contexte :</u></p> <p>Dans le cadre du Plan « Logement d'abord » (plan LDA) financé par la DIHAL, la MTPM souhaite accompagner des jeunes de la Métropole dans leur accès au logement et plus globalement dans leur parcours d'insertion. Cette action vise à favoriser l'insertion durable et autonome des jeunes en situation complexe (jeunes majeurs en cumul de difficultés, sans abris, en situation de rupture).</p> <p><b>Cette volonté s'est traduite en 2023-2024 par l'organisation d'une concertation des jeunes en difficulté et des professionnels qui les encadrent afin de mieux connaître leurs besoins et leurs attentes, de recueillir leurs opinions sur les dispositifs existants et de forger des propositions pour faciliter leur autonomie vers le logement et vers l'emploi.</b></p> <p>Pour cela, la MTPM a été accompagnée par l'Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa) qui a mené, au printemps 2024, 5 ateliers avec 3 groupes de jeunes (missions locales, ASE...) rencontrant des difficultés d'accès au logement et/ou à l'emploi et a consulté un certain nombre de professionnels. Cette concertation avait pour objectif d'identifier les freins et leviers à l'autonomie afin de pouvoir répondre au mieux aux besoins des jeunes de la métropole.</p> <p>Lors de ces ateliers plusieurs constats ont été faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les jeunes se sentent mal informés sur les dispositifs favorisant l'accès au logement et plus globalement à l'autonomie. Ils ressentent un besoin crucial d'informations.</li> <li>- Pour mobiliser les jeunes sur des actions collectives, il faut leur proposer des sujets qui les concernent directement et leur proposer un cadre convivial</li> <li>- Plusieurs conditions sont nécessaires pour donner envie de participer : proximité, animations dynamiques et interactives, un cadre pas trop formel.</li> <li>- Les jeunes ont une appétence pour la pairaidance (aider ses pairs et être aidé) ainsi que pour le développement de nouveaux liens sociaux.</li> <li>- La formulation de propositions issues des jeunes est un moyen de faire évoluer positivement les politiques qui leur sont destinées</li> <li>- Il est important que les jeunes puissent observer les fruits de leur participation et de leurs propositions à travers la mise en place d'actions concrètes.</li> </ul>	



En s'appuyant sur ces constats, la Métropole a construit, avec l'Ansa, un projet visant à mettre en place des ateliers collectifs destinés aux jeunes accompagnés par certaines structures (missions locales, Foyers de l'ASE, Associations...).

**Les Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ) ont pour but d'améliorer leur parcours d'accès au logement, à l'emploi et plus globalement le parcours des jeunes vers l'autonomie à travers :**

- Des informations pratiques transmises, grâce à des interventions d'experts (professionnels travaillant spécifiquement dans le champ des thématiques abordées) et de la pairaidance ;
- Une remobilisation et regain de confiance ;
- La construction d'un réseau ;

Par ailleurs, ces ateliers poursuivent l'objectif d'impliquer les jeunes dans l'amélioration des politiques publiques qui leur sont destinées au niveau des structures qui les accompagnent et au niveau de la Métropole (lien avec le CVEJ ou d'autres actions de la Métropole).

**Dans un premier temps, l'ANSA sera chargée de transmettre la méthode pratique aux acteurs à former, en animant un cycle de 5 ateliers coconstruits avec des jeunes et des professionnels.** Ceci permettra d'ajuster les AAJ pour qu'ils répondent du mieux possibles aux besoins des jeunes et aux contraintes pouvant se présenter.

Une fois les AAJ testés, il s'agira dans un second temps d'essaimer la méthode sur la Métropole. Pour cela, une formation-action sera proposée à des binômes de 5 ou 6 structures ainsi qu'à des acteurs de la participation de la MTPM en lien avec le Conseil de la Vie Etudiante et de la Jeunesse (CVEJ).

Cette formation action poursuit un triple objectif :

- **Former les professionnels à l'organisation et la réalisation d'actions de participation ;**
- **Déployer de manière opérationnelle des AAJ sur les bases du pilote expérimenté ;**
- **Développer un réseau d'acteurs de la participation au niveau de la Métropole, en lien avec le CVEJ.**

***Au total, une douzaine de professionnels seront formés pour reproduire et animer les futurs AAJ et plus globalement des actions de participation sur la MTPM. De plus 15 jeunes auront suivi le cycle d'accélération.***

Les ateliers seront regroupés au sein d'un cycle (modalités à construire avec les professionnels et les jeunes afin de s'adapter aux besoins des jeunes et professionnels et à leurs contraintes).

**A titre illustratif, chaque cycle d'AAJ pourrait être composé de 5 ateliers de 2 à 3 heures :**

- Atelier 1 : d'introduction de la démarche (interconnaissance, présentation de la méthode, et travail sur le parrainage.
- Atelier 2 : logement
- Atelier 3 : L'emploi et la formation
- Atelier 4 : la santé et le bien-être
- Atelier 5 : construire et mettre en œuvre son projet vers l'autonomie

Chaque atelier bénéficiera de l'interventions de professionnels travaillant spécifiquement dans le champ de la thématique abordée.

	<p><u>Publics fragiles identifiés :</u> Jeunes rencontrant des difficultés dans leur accès à l'autonomie (logement, emploi, mobilité) et des jeunes qui seront bientôt confrontés à cette question (exemple : jeunes sortant de l'ASE, jeune en Contrat Engagement Jeune, jeunes accompagnés par des associations...).</p> <p><u>Association porteuse de l'action :</u> L'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (Ansa)</p> <p><u>L'action répond aux besoins identifiés dans différents diagnostics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ D'impliquer les jeunes dans l'élaboration, l'évaluation et l'amélioration des dispositifs qui les concernent</li> <li>▪ D'informer les jeunes de façon très pratique sur les solutions qu'ils peuvent mobiliser afin de débloquer une situation</li> <li>▪ De temps collectifs entre pairs, facteurs de remobilisation</li> <li>▪ De former les professionnels à la participation et à la mise en œuvre d'ateliers collectifs, outil d'accompagnement vers l'autonomie.</li> <li>▪ De travailler la question de l'autonomie des jeunes en transversalité</li> </ul> <p><u>Elle répond également aux préconisations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des acteurs institutionnels du territoire : suite à l'étude « Jeunes en errance » menée par la DDETS en 2023.</li> <li>▪ Des 30 jeunes participants à l'action « participation citoyenne – accès au logement et insertion » (PLAN LDA 1)</li> <li>▪ Des acteurs du territoire, institutionnels (DDETS, CD83, MTPM), associatifs et secteur privé du logement, de l'hébergement, de l'insertion, de la santé lors de l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain.</li> <li>▪ Des acteurs de la région PACAC lors du séminaire PLAN LDA 2.</li> </ul>
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faciliter l'accès au logement et à l'autonomie des jeunes grâce à une nouvelle méthode collective s'appuyant sur des interventions expertes et de la pairaidance</li> <li>2. S'appuyer sur le pouvoir d'agir des jeunes et sur la force du collectif afin de faciliter l'accès au logement et à l'autonomie</li> <li>3. Développer la participation citoyenne des jeunes à l'élaboration et l'évaluation des dispositifs qui les concernent (logement, emploi...)</li> <li>4. Développer une culture commune de la participation auprès des professionnels de la métropole qui accompagnent des jeunes en difficulté</li> <li>5. Constituer un réseau d'acteur afin de décroiser les pratiques et éviter les ruptures de parcours</li> </ol>
DESCRIPTION	<p><u>Orientations possibles (déclenchement de la mesure par) et commission d'orientation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ CCLAJ – Alinéa (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes)</li> <li>➤ Missions locales</li> <li>➤ Plateforme d'accompagnement LDA (SIAO) et/ou référente jeunes du SIAO</li> <li>➤ Clubs de prévention spécialisée</li> <li>➤ Etablissements de l'Aide Sociale à l'Enfance situés sur la métropole</li> <li>➤ Associations accompagnant les jeunes vers l'autonomie</li> <li>➤ Ecole de la deuxième chance ...</li> </ul>

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE	<p><u>Entre juin 2024 et 31 déc. 2024 au plus tard (si besoin) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cadrage de l'action (septembre 2024)</li> <li>➤ Mobilisation des partenaires et co-construction des AAJ (octobre – novembre 2024)</li> </ul> <p><u>A partir du 1<sup>er</sup> janvier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Validation auprès des jeunes via un cycle d'AAJ « pilote » (janvier 2025)</li> <li>➤ Formation-action au déploiement des AAJ (février – mai 2025)</li> <li>➤ Production d'un film et évènement de restitution</li> <li>➤ Un atelier d'une demi-journée afin de dresser le bilan de l'action et déterminer les pistes d'action pour l'améliorer (6 mois après la restitution)</li> </ul> <p>Tout au long du projet, l'ANSA mènera une évaluation de la démarche afin de l'améliorer chemin faisant et de récolter la matière nécessaire à l'essaimage sur la Métropole.</p> <p>Une analyse d'impact sera également menée 6 mois après la formation-action afin de mesurer l'effet de la mise en œuvre des ateliers sur l'accès au logement et à l'autonomie des jeunes.</p>	
MOYENS NECESSAIRES POUR 2025 ET ECHEANCES	<p><b>Démarrage au 1<sup>er</sup> janvier 2025</b></p>	<p>Budget : (sur 35 jours à 2 intervenants)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Cadrage : 2 jours</li> <li>→ Mobilisation des parties prenantes et co-construction : 4 jours</li> <li>→ Expérimentation AAJ Pilote : 10 jours (deux intervenants)</li> <li>→ Préparation et animation formation pilote : 12 jours (deux intervenants)</li> <li>→ Evaluation et production livrable final : 4 jours</li> <li>→ Production du film de restitution : 3 jours</li> <li>→ Restitution : 3 jours</li> <li>→ Evaluation-conseil 6 mois après la restitution : 1 jour</li> </ul>
FINANCEURS MOBILISABLES	<p><b><i>Budget Plan LDA 2 – AMI / 40 000€</i></b></p>	
OPERATEUR	<p>Agence Nationale de Solidarité Active (Ansa)</p>	
<p>INDICATEURS D'EVALUATION</p> <p>INDICATEURS D'IMPACT</p>	<p><b>Indicateurs qualitatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Avis des professionnels sur les AAJ (organisation, animation, plus-value)</li> <li>➤ Avis des jeunes sur les AAJ (méthode, plus-value)</li> <li>➤ Avis des professionnels sur la formation-action (évaluation à chaud)</li> <li>➤ Avis des professionnels sur l'impact de la formation action (évaluation à froid)</li> <li>➤ Avis de la MTPM et des professionnels sur l'impact en matière de participation des jeunes sur la Métropole</li> </ul> <p><b>Indicateurs quantitatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de professionnels mobilisés aux différentes étapes de l'action</li> <li>➤ Nombre de jeunes mobilisés à l'occasion des ateliers par les professionnels</li> <li>➤ Taux de satisfaction des jeunes sur les différents ateliers proposés</li> <li>➤ Taux de satisfaction des professionnels à l'issue de la formation-action</li> </ul>	

POINTS DE VIGILANCE	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Mobiliser des professionnels volontaires pour participer à la construction et au déploiement de la méthode</li><li>▪ Ne pas sous-estimer le temps de préparation et d'organisation des ateliers</li><li>▪ Assurer un retour sur les propositions des jeunes et mettre en œuvre des actions concrètes</li><li>▪ Coordonner la démarche sur le territoire et animer le réseau d'acteurs afin de maintenir la dynamique</li></ul>
---------------------	--

## Le logement d'abord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

### PLAN LDA 2

Axe 3 du PLAN LDA 2 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

#### Proposition de fiche n° 21 :

##### Mentorat Logement d'Abord

des jeunes de 18 à 25 ans en parcours d'accès au logement, et en insertion professionnelle

PILOTE : MTPM	FINANCEMENT AMI : 36 000 €	PARTENAIRE PRINCIPAL : <b>FACE VAR</b> PARTENAIRES INSERTION : <b>MLJT, ML, CCLAJ, ...</b> PARTENAIRE PUBLICS SORTANT D'INSTITUTIONS : <b>DIRECTION ENFANCE (ASE) ; PHAR 83 – POLE PROTECTION DE L'ENFANCE, PJJ</b>
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<p><b>Remobiliser les jeunes et accélérer leur accès au logement et à l'insertion professionnelle grâce à un mentorat (soutien, conseils, échange d'expérience, incitation à utiliser les ressources du territoire, accès aux réseaux professionnel et associatif du mentor, constitution de son propre réseau, ...).</b></p> <p>Mobiliser la société civile et particulièrement le monde de l'entreprise : favoriser la participation citoyenne des personnes insérées au profit des personnes du territoire en besoin d'insertion.</p> <p><i>Objectif secondaire pour MTPM : créer un modèle de « mentorat LDA – MTPM » répliquable pour d'autres publics fragiles que celui des jeunes en insertion, toujours sur la multithématique "logement-emploi-santé" (objectif du Plan Logement d'Abord 2 – LDA).</i></p>	
DESCRIPTION	<p>Mentorat : création de 20 à 30 binômes / an (1 jeune + 1 mentor)</p> <p>En lien avec le parcours logement insertion jeune (PLIJ) et les Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ), le mentorat fait partie du triptyque des solutions d'appui des jeunes : se remobiliser, être conseillé de manière bienveillante, lever des freins, profiter du réseau professionnel du mentor.</p> <p>A partir du <b>projet Logement-Insertion</b> du jeune, élaboré par lui avec les professionnels de l'accompagnement (CCLAJ, Missions Locales, France Travail, ...) et entre les rendez-vous avec son référent logement et/ou insertion : le mentor aide le jeune à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➡ Se renseigner - chercher de l'information sur les thèmes du logement, de l'emploi, de la santé</li> <li>➡ Incite le jeune à utiliser les ressources du territoire</li> <li>➡ Se remobiliser, faire appel à son référent social si besoin d'étayage administratif, ou aux Maisons France Service et accompagnants numériques.</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Lui transmet de son expérience du monde du travail : conseils et retour d'expérience sur le monde du travail</li> <li>➤ Le mentor lui fait bénéficier de son/ses réseaux : réseau professionnel, réseau associatif, ...</li> <li>➤ L'oriente vers les ateliers numériques de FACE VAR (accès aux droits / lutte contre la fracture numérique).</li> </ul> <p><b>Identification des jeunes (dépourvus d'étayage familial / perte de confiance / sans réseau) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Jeunes qui ne seraient pas en CEJ (adressés par Missions Locales)</li> <li>▪ Jeunes adressés par le CLLAJ – Alinéa (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes)</li> <li>▪ Jeunes adressés par France Travail (hors mentorat FT pour jeunes diplômés)</li> </ul> <p>Autre possibilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Jeunes adressés par les Clubs de prévention spécialisée</li> <li>▪ Jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), sans étayage (ni famille, ni réseau).</li> </ul> <p>→ ATTENTION : ces jeunes devront s'inscrire dans un suivi CCLAJ ou Mission Locale.</p> <p><b>Identification des mentors par FACE VAR :</b></p> <p>Partenaires de FACE Var engagés dans ses dispositifs (PAQTE et LES ENTREPRISES S'ENGAGEN).</p> <p><b>Coordination des binômes de mentorat : par FACE VAR</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Identification des futurs mentors</li> <li>➤ Préparation des futurs mentors (présentation et cadrage du mentorat)</li> <li>➤ 1<sup>er</sup> entretien avec les jeunes en présence du prescripteur pour création du lien de confiance</li> <li>➤ Mise en relation mentors/mentorés et constitution des binômes (animation individuelle ou collective en fonction des disponibilités des mentorés)</li> <li>➤ Coordination de chaque binôme : nombre de rendez-vous entre le prescripteur + jeune + mentor (organisation du suivi)</li> <li>➤ Evaluation du mentorat pour chaque binôme</li> <li>➤ Organisation de rencontres : possibilité de réunir les mentors pour partager / faire des retours d'expérience / échange d'infos</li> <li>➤ Organisation de rencontres (courtes) : mentors et Maison des adolescents + Dispositif d'Appui à la Coordination Var Ouest (DAC) → coordination des accompagnements médicosociaux et sanitaires / interventions gratuites dans le cadre de ses futures missions (jeunes sortants de l'ASE) → Partenariats MTPM-LDA.</li> </ul>
ETAPES DE MISE EN ŒUVRE	<p>Objectif de mentorat année 1 : entre 20 et 30 binômes</p> <p>Durée du mentorat (6 mois en moyenne)</p>

	<p>Démarrage de l'action : 1<sup>er</sup> janvier 2025</p> <p>Etapas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <u>Cadrage et lancement</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion de cadrage avec les partenaires pour valider le processus de prescription des jeunes et de suivi = <b>commission d'orientation</b> (RGPD)</li> <li>- Information / sensibilisation des partenaires de FACE Var,</li> <li>- Identification des premiers mentors volontaires, formation au mentorat (+ mallette présentant les outils existants sur le territoire / voir Guide PLIJ et ressources Ansa-MTPM + possibilité de visites de structures)</li> </ul> </li> <li>2. <u>Suivi des mentorats</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontres des jeunes avec les prescripteurs</li> <li>- Mise en relation des jeunes avec les mentors</li> <li>- Suivi des binômes</li> </ul> </li> <li>3. <u>Pilotage du projet</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi réguliers avec les prescripteurs (fiches navettes, réunions, ...)</li> <li>- Comité de pilotage à mi-année</li> <li>- Bilan final en fin d'année</li> </ul> </li> </ol>	
MOYENS NECESSAIRES POUR 2025 ET ECHEANCES	<p>A financer : la coordination entre FACE VAR et les prescripteurs pour chaque binôme.</p> <p>Nombre de rendez-vous entre le prescripteur + jeune + mentor (organisation du suivi)</p> <p><b>A minima :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ 1 rencontres mentor + jeune /mois</li> <li>→ 1 rencontre FACE Var + jeune/mois (à valider avec les prescripteurs)</li> <li>→ 4 Ateliers jeunes (logement, santé, emploi, social) / 6 mois (à valider avec les prescripteurs) internes à FACE Var ou ceux des AAJ (Accélérateurs d'Autonomie des Jeunes du plan LDA de MTPM).</li> <li>→ 1 réunion FACE Var + prescripteur / mois</li> <li>→ 2 rencontres FACE VAR + mentor + jeune /6 mois (démarrage et clôture)</li> </ul>	<p><b>Budget :</b> <b>36 000 €</b></p> <p>Pour 30 binômes : 1200€ par binôme</p>
INDICATEURS D'EVALUATION	<p><b>Indicateurs qualitatifs</b> : à définir (questionnaire d'évaluation ?)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Résultats enquête post-mentorat</li> </ul> <p><b>Indicateurs quantitatifs</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de binômes constitués</li> <li>➤ Durée des mentorats</li> <li>➤ Nombre d'abandon (par l'une des 2 parties du binôme)</li> <li>➤ ...</li> </ul>	
POINTS DE VIGILANCE	<p><b>A voir ensemble (côté jeune, côté mentors, côté partenaires) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ attention à la fragilité des jeunes</li> <li>▪ lieux de rencontres des binômes de mentorat</li> <li>▪ possibilité de changer de binôme si nécessaire</li> <li>▪ possibilité d'enchaîner avec un second mentor si besoin (temps et/ou ressources)</li> </ul>	





## Le logement d'abord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

### PLAN LDA 2

Axe 3 du PLAN LDA 2 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

Proposition de fiche action n°22 :

### Accompagnement global : logement-emploi-santé des jeunes de – 30 ans, sortant d'institutions (Détenation, PJJ, ASE)

PILOTE	MTPM : 12 000 €	FINANCEMENT AMI : 70 000 €	<b>PORTEUR – ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ : L'ÎLOT</b> <b>LOGEMENT - BAILLEUR SOCIAL : ERILIA -AGENCE TOULON</b> <b>PARTENAIRES COMPLEMENTAIRES : PTFA – LDA (SIAO) ;</b> MISSIONS LOCALES ; FRANCE TRAVAIL ; S.A.S. LA FARLEDE ; SPIP ; DAC VAR OUEST ; MAISON DES ADOLESCENTS
INTERET DE L'ACTION CONTEXTE PUBLICS CIBLES	<p>Dans le cadre du Label <i>Parcours Logement Insertion Jeune</i> métropolitain (PLIJ) et des orientations du PLAN NATIONAL LDA 2 concernant les publics fragiles.</p> <p>L'action s'adresse aux publics jeunes, de 18 à -30 ans, sans logement, sans ressources ou avec peu de ressources, en projet d'insertion, ayant pas ou peu d'étayage.</p> <p><u>Publics fragiles identifiés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Jeunes en difficulté d'accès au logement et à l'insertion professionnelle</li> <li>▪ Jeunes sans domicile fixe</li> <li>▪ Personnes sortant d'institutions dont l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et sortant de prison (SPIP et SAS de La Farlède)</li> </ul> <p><u>Association porteuse de l'action :</u></p> <p>L'association l'Îlot est spécialisée dans l'accompagnement des jeunes, et des personnes sortant de prison.</p> <p><u>L'action répond aux besoins des jeunes identifiés dans différents diagnostics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Par l'Etat (DDETS) dans l'étude sur l'errance des jeunes dans le Var (2023-2024)</li> <li>▪ Par l'Observatoire des jeunes du Var</li> <li>▪ Par l'étude réalisée par l'URHAJ (Plan LDA 1)</li> </ul> <p><u>Elle répond également aux préconisations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des acteurs du territoire réunis en groupes de travail sur le PLIJ (Plan LDA 1)</li> <li>▪ Des jeunes dans leurs travaux sur l'accès au logement et à l'insertion réalisés avec l'Ansa (Plan LDA 1- Action 16 -Participation citoyenne des jeunes.</li> <li>▪ Des acteurs du territoire, institutionnels (DDETS, CD83, MTPM), associatifs et secteur privé du logement, de l'hébergement, de l'insertion, de la santé lors de l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain.</li> <li>▪ Des acteurs de la région PACAC lors du séminaire PLAN LDA 2.</li> </ul>		
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<p>1. Mettre le jeune en sécurité dans un logement autonome en diffus : donner un cadre sécurisant et du temps au jeune pour construire son projet d'insertion.</p>		

	<ol style="list-style-type: none"> <li>2. Assurer l'accompagnement à la connaissance du secteur du logement et accès au logement pérenne (possibilités et démarches administratives, apprentissage de la gestion budgétaire et de l'entretien d'un logement).</li> <li>3. Assurer l'accompagnement renforcé du jeune dans sa démarche d'insertion professionnelle.</li> <li>4. Assurer l'accompagnement à la levée des freins à l'insertion notamment ceux liés à la santé et la santé mentale.</li> </ol> <p>Grâce au partenariat avec le Bailleur Social ERILIA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Sur la base de 5 à 6 appartements de type T1, T1 bis et T2 (sur 2024 et 2025)</li> <li>➤ Sur les secteurs de Toulon et La Seyne pour commencer</li> <li>➤ En diffus (2 logements par quartier)</li> </ul>
DESCRIPTION	<p>Mise en logement du jeune pour sécuriser sa situation et lui permettre de se concentrer sur sa recherche d'un logement pérenne et d'une insertion professionnelle (formation en alternance, premier emploi).</p> <p>Accompagnement renforcé du jeune dans sa recherche de logement. Accompagnement renforcé du jeune dans sa démarche d'insertion professionnelle. Accompagnement à la levée des freins en santé.</p> <p><b>Orientation : par la commission pluridisciplinaire (plusieurs parmi les prescripteurs)</b></p> <p><u>Prescripteurs possibles</u> : les jeunes peuvent être adressés par différents partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'îlot : repérage dans ses actions dans la rue (auto-orientation)</li> <li>➤ Plateforme d'accompagnement LDA (SIAO) et référente jeunes</li> <li>➤ Structures sociales : Clubs de prévention, CCAS, Protection de l'Enfance (UTS, associations)</li> <li>➤ Secteur de l'emploi : France Travail, Missions locales, ...</li> <li>➤ Secteur de l'accompagnement logement : CLLAJ-Alinéa, AIVS, Adil, Bailleur Social Erilia ou Var Habitat ou THM</li> <li>➤ Secteur de l'hébergement : HU, CHRS, Accueils de jour</li> <li>➤ Secteur pénitentiaire : Service pénitentiaire d'insertion probatoire (SPIP), nouvelle Structure d'Accompagnement vers la Sortie (S.A.S. La Farlède)</li> </ul> <p><b>Actions d'accompagnement sur le logement, complémentaires :</b> Erilia précise qu'il pourra faire bénéficier les jeunes de ses propres partenariats pour l'apprentissage des bons gestes et du bon usage du logement (FACE Var, Unicité, Civigaz)</p> <p><b>Actions d'accompagnement sur le logement et l'insertion complémentaires :</b> Dans le cadre du PLIJ, possibilité d'inscrire des jeunes aux Focus Group : logement, insertion professionnelle et gestion de sa santé et ainsi qu'à du mentorat (le mentor serait une personne en activité professionnelle, sourcée par un partenaire spécialisé en mentorat).</p>
ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE	<p><u>Entre juin 2024 et 31 déc. 2024 au plus tard :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ilot + DDETS + MTPM : affiner le budget suite à typologie des appartements et évaluation précise (coûts des loyers + coûts des charges)</li> <li>➤ Travail du projet entre l'équipe de L'îlot et l'équipe de Erilia</li> </ul>

	<p>➡ Pour L'Îlot et Erilia : interconnaissance avec les partenaires associés (visio – rencontres si possible)</p> <p>➡ Pour Erilia : identification dans son parc des logements à flécher pour l'association</p> <p>➡ Recrutement du/de la professionnel dédié à cet accompagnement (0.8 ETP)</p> <p><u>Conventionnements entre :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. MTPM et L'îlot dans le cadre du Plan LDA 2 (financement et CDC du Label PLIJ)</li> <li>2. L'îlot et Erilia : fléchage des logements / bail associatif / possibilité de faire du bail glissant si L'îlot est conventionné par la DDETS</li> </ol> <p>Démarrage de l'action au plus tard le : 1<sup>er</sup> janvier 2025</p>	
AUTRES PARTENAIRES	<p><b>Institutionnels</b> : PTFA-SIAO, France Travail, Missions Locales (MLJT, MIAJE, ML Corail, ML La Garde...), la CAF, la CPAM, Le SPIP/ la PJJ...</p> <p><b>Associatifs</b> : CHRS, Accueils de Jour, les SIAE (AVAF, Brigades Nature, Sauvegarde des Forêts Varoises, Amitiés Cité -UDV, Vega...)</p> <p><b>Dans le domaine de la formation</b> : Agri campus, AFPA, ACPM, Ecole de la 2<sup>ème</sup> chance, ...</p> <p><b>Dans le domaine du soin</b> : DAC Var Ouest, AVASTOFA, France Addictions, EMPMS, Promo Soins, Centre d'examen de santé la Colombe, ...</p> <p><b>Dans le domaine de la culture</b> : Théâtre Liberté-Châteauvallon, Culture du cœur...</p> <p><b>Dans le domaine du sport</b> : UFOLEP</p>	
MOYENS NECESSAIRES POUR 2025 ET ECHEANCES	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Phase de préparation du projet et recrutement : septembre à décembre 2024</li> <li>2. Phase de déploiement : 01.01.2025</li> </ol>	<p><u>Financements</u> :</p> <p><b>AMI</b> : 70 000 € (partie logement + accompagnement)</p> <p><b>MTPM (FAJ)</b> : 12 000 € pour 7 jeunes de 18 à 25 ans / pécule des jeunes pendant les 4 premiers mois de l'accompagnement lorsqu'aucune ressource</p> <p><b>Fondation Vinci et Ikea</b> : équipement des studios (à chiffrer)</p>
INDICATEURS D'EVALUATION	<p><b>Indicateurs qualitatifs : à affiner</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➡ Nombre de jeunes suivis</li> <li>➡ Nombre de sorties positives</li> <li>➡ Temps d'accompagnement</li> </ul> <p><b>Indicateurs quantitatifs : à affiner</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➡ Questionnaire de satisfaction / fin d'accompagnement</li> <li>➡ ...</li> </ul>	
POINTS DE VIGILANCE	<p>A voir ensemble (côté jeunes, côté partenaires) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ...</li> <li>▪ ...</li> </ul>	

Budget prévisionnel ci-dessous :

## Budget prévisionnel / besoin de financements

BUDGET PREVISIONNEL INSERTION LOGEMENT EMPLOI JEUNES PPSMJ			
CHARGES 12 mois	Dépenses	PRODUITS 12 mois	Recettes
<b>60 – Achats</b>	<b>12 384 €</b>	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>24 134 €</b>
Achats matières et fournitures	12 384 €	APL résidents	20 016 €
Energie, électricité, gaz	10 944 €	PAF résidents *	4 118 €
Eau	1 440 €		
Petit matériel et Outillage	0 €		
Fournitures informatiques	0 €		
Activités éducatives&loisirs	0 €		
Autres fournitures	0 €		
<b>61 – Services extérieurs</b>	<b>29 800 €</b>	<b>74 - SUBVENTIONS</b>	<b>0 €</b>
Locations	28 800 €	DDETS 83	0 €
Entretien et réparation	1 000 €		
Assurance	0 €		
Documentation	0 €	Conseil-s Régional(aux) :	0 €
<b>62 – Autres services extérieurs</b>	<b>250 €</b>	Conseil-s Départemental (aux) :	0 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0 €		
Publicité, publication	0 €	Intercommunalité(s) : EPCI 2	0 €
Déplacements, missions	250 €		
Services bancaires, autres		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	0 €
<b>63 – Impôts et taxes</b>	<b>3 229 €</b>		
Impôts et taxes sur rémunération	3 229 €	Organismes sociaux (détailler) :	0 €
Autres impôts et taxes	0 €	Fonds européens :	0 €
<b>64 – Charges de personnel</b>	<b>45 763 €</b>		
Rémunération des personnels	31 700 €	L'agence de services et de paiements (ex-CNASEA-emplois aidés)	0 €
Charges sociales	11 928 €	Aides privées (Fondation)	0 €
Autres charges de personnel	2 135 €	Autres établissements publics	0 €
<b>65 – Autres charges de gestion courante</b>	<b>750 €</b>	<b>75 - Produits gestion courantes</b>	<b>0 €</b>
<b>66 – Charges financières</b>	<b>0 €</b>	<b>76 - Produits financiers</b>	<b>0 €</b>
<b>67 – Charges exceptionnelles</b>	<b>0 €</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>0 €</b>
<b>68 – Dotation aux amortissements</b>	<b>1 000 €</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0 €</b>
<b>69 – Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>	<b>0 €</b>	<b>79 – Transfert de charges</b>	<b>0 €</b>
	<b>93 176 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>24 134 €</b>
		Résultat net	-69 042 €
<b>Coût logement + accompagnement</b>			<b>-69 042 €</b>
Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ, âgés de 18 à 25 ans) / MTPM			
<b>Pécule :4 fois, 400€ par jeune pour 7 jeunes sur 1 an</b>		Financement du pécule par le FAJ - MTPM (pour les 18 à 25 ans)	<b>11 200 €</b>
<b>Équipement des studios</b>		Partenariat avec la Fondation Vinci et Ikea	à valoriser

Commentaires :

- Budget pour 7 jeunes sur l'année
- 6 appartements à 400 € de loyer par mois (certains logements pourront être moins coûteux)
- Volume d'ETP financé : 0.9 dont 0.8 ETP d'accompagnement (CIP avec ancienneté)
- Le pécule de démarrage est prévu pour 7 jeunes, âgés de 18 à 25 ans. Les autres jeunes devront entrer dans le dispositif avec un minimum de ressources (ex. : RSA).

Fiches techniques de L'Îlot à lire :

1. Spécificité des Personnes Placées Sous-Main de Justice (PPSMJ)
2. Outils d'accompagnement PPSMJ – IML -TPM- Toulon (Var)

## **Accompagnement global : logement-emploi-santé des jeunes de – 30 ans, sortant d'institutions (ASE, PJJ, détention, ...)**

### **Spécificité des Personnes Placées Sous Main de Justice (PPSMJ)**

Les PPSMJ désignent les personnes qui ont fait l'objet d'une mesure restrictive ou privative de liberté par décision de justice en milieu fermé (personnes incarcérées bénéficiant ou pas d'un accompagnement par le SPIP à la sortie de détention) ou en milieu ouvert (celles faisant l'objet d'une peine alternative à l'incarcération, celles faisant l'objet d'une mesure d'aménagement de peine ou d'une peine de suivi socio-judiciaire).

Les données du ministère de la justice au 1<sup>er</sup> janvier 2023, indiquent au niveau national que le total de PPSMJ était de 268 567 dont 181 833 personnes en milieu ouvert et 86 734 en milieu fermé (dont 72 173 détenus). On a constaté durant ces 20 dernières années une augmentation importante du nombre de PPSMJ, mais on constate que les hommes représentent la quasi-totalité des PPSMJ. Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la proportion d'homme est de 94%.

Concernant les tranches d'âge, en 2023, l'âge moyen des personnes écrouées est de 34.8 ans, il est de 37,2 ans en milieu ouvert.

Plus précisément, la proportion des personnes par classe d'âge parmi les personnes écrouées est de 38,9 % pour les 18-30 ans, de 47,5 % pour les 30-50 ans, de 8,4% pour les 50-60 ans enfin les 60 ans représentent 4.3 % des personnes.

Concernant les personnes suivies en milieu ouvert, la classe d'âge 18-30 ans représente 33.9 % des personnes suivies en 2023. La proportion des personnes de 30-50 ans est de 49.6 %, la catégorie des 50-60 ans est de 11% et enfin les personnes âgées de plus de 60 ans représente 5.2 % des personnes en 2023.

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, les PPSMJ (milieu fermé et milieu ouvert) sont réparties selon les proportions suivantes : 35.6 % de 18-30 ans, 49.1 % de 30-50 ans, 10.3 % de 50 – 60 ans et 4.9 % de + de 60 ans.

Si on regarde un peu plus en détail la situation des détenus et le nombre de personnes détenues éligibles à l'aide aux personnes sans ressources suffisantes (PSRS)<sup>1</sup> on note en 2023, que cela représente 20,4 % des détenus, ce sont majoritairement des hommes et l'âge

---

<sup>1</sup> L'aide aux personnes sans ressources suffisantes est une aide numéraire versée sur le compte nominatif des personnes détenues ayant un solde inférieur à un seuil défini à l'article D 347-1 du Code de procédure Pénale et à l'article D333-2 du Code Pénitentiaire. Au 1<sup>er</sup> mai 2022 le seuil est fixé à 60 euros par mois.

médian de 30 ans en 2023.

La situation de santé (ADSP, 2003) des détenus est considérée comme bonne pour 77% à l'entrée en détention même si :

- 17,5 % déclare ne pas avoir de protection sociale.
- Plus de 50% a besoin de soins dentaires.
- Un rapport réalisé en 2000 démontre que la prévalence du VIH (Virus de l'Immunodéficience Humaine) est 3 fois supérieure et celle du VHC (Virus de l'hépatite C) est 4 à 5 fois supérieure parmi les détenus que parmi la population générale.
- 80% des détenus fume et 20% consomme plus de 20 cigarettes par jour. Plus de 30 % déclare une consommation excessive d'alcool<sup>2</sup> la même proportion déclare une consommation prolongée et régulière de drogue illicite dans les 12 derniers mois. 28% des entrants déclarent au moins la consommation de 2 substances cumulées. La moitié des détenus souffre soit de troubles du comportement ou de troubles d'orientation dans le temps ou l'espace, soit de troubles sensoriels, soit d'au moins une incapacité, définie comme la difficulté ou l'impossibilité de réaliser des actes élémentaires comme s'habiller, se lever, parler...
- Plus de 55% des entrants ont au moins un trouble psychiatrique et 20% a déjà été suivi en psychiatrie. L'étude nationale sur la santé mentale en population carcérale sortante publiée en 2023 (F2RSM Psy, 2023) confirme que 36% des personnes incarcérées présente au moins une maladie psychiatrique de gravité marquée ou sévère. Le risque de suicide est 7 fois supérieur en population carcérale que dans la population générale. On observe aussi une surmortalité à la sortie de détention, dans les 5 ans qui suivent la libération elle serait 3,6 fois plus importante que dans la population générale.

L'étude a permis d'identifier la prévalence élevée des traumatismes subis dans l'enfance avec 98,2% pour les hommes et 99,2% pour les femmes qui ont été exposé à au moins un traumatisme dans l'enfance (négligence ou abus). 52,4 % des répondants de l'étude a connu une assistance éducative ou un placement au cours de l'enfance et près de 45,2% a eu une mesure pénale avant l'âge de 18 ans. Les éléments relatifs à l'histoire familiale font ressortir que 15% est parti du domicile familial avant 15 ans, 50% avant 19 ans et 80% avant 21 ans. Cette étude a montré que :

- ✓ 81,7% des détenus est célibataire et 12,3% est divorcé, en instance de divorce ou séparé.

---

<sup>2</sup> Supérieur ou égal à 5 verres par jour ou supérieur ou égal à 5 verres consécutif au moins une fois par mois

Près de la moitié n'a pas d'enfant.

- ✓ 1/3 des détenus n'a aucun diplôme et 55,1% a un diplôme inférieur au baccalauréat.
- ✓ 52,9% des entrants en prison sont sans activité professionnelle alors que 46,2% sont en activité à l'entrée en détention.

Une étude réalisée par l'INSEE en 1999 auprès de 1700 hommes détenus a établi que les hommes de classe populaire sont surreprésentés (50% est ouvrier ou l'a été), d'ailleurs la profession des parents confirme cette tendance (47% des pères et 31% des mères sont ouvriers, il faut souligner que 54% des mères sont inactives).

- ✓ A l'entrée en détention 9% est sans-abri et 4,3% est hébergé en institution, 40,3% est hébergé chez un proche et 46,1% vit dans son logement personnel.
- ✓ La grande majorité des répondants à savoir 69,3% a des antécédents d'incarcération.
- ✓ Les PPSMJ sont en général condamnées à des durées de peine plutôt courtes, la durée moyenne sous écrou (en détention et à l'extérieur) est de 9.8 mois en 2022. La durée moyenne en détention est de 11.1 mois en 2022. Parmi les personnes libérées en 2022, 55% avait été sous écrou pour une durée de moins de 6 mois, 26% pour une durée de 6 mois à 1 an et 16% pour une durée de 1 à 3 ans. Plus de 80 % des personnes ont donc passé moins d'un an sous écrou. La durée du suivi en milieu ouvert est de 23.6 mois en 2022.

On constate donc parmi les PPSMJ et en particulier les personnes détenues une surreprésentation des classes défavorisées qui cumulent plusieurs difficultés d'ordre social, familial, économique et de santé à l'entrée en détention.

#### Références :

Ministère de la justice (2024) Séries Statistiques des Personnes Placées Sous Main de Justice 1980-2023

Fédération Régionale de Recherche en Psychiatrie et en Santé Mentale (F2RSM Psy) Hauts de France (2022) - La santé mentale en population carcérale sortante : une étude nationale

Actualité et dossier en santé publique (septembre 2003) – La santé en prison - Haut Conseil de la Santé Publique

Francine Cassan, Laurent Toulemon et Annie Kensey – Histoire familiale des hommes détenus – INSEE Première

## Accompagnement global : logement-emploi-santé des jeunes de – 30 ans, sortant d'institutions (ASE, PJJ, détention, ...)

### Outils d'accompagnement PPSMJ – IML -TPM- Toulon (Var)

Dans le cadre du parcours d'accompagnement proposé aux personnes qui sortent d'institution, des outils d'orientation à l'insertion professionnelle et de diagnostic des savoirs de base seront utilisés.

La plateforme **Diagoriente** sera utilisée afin d'analyser, de valoriser et de cartographier les compétences. Cette *approche d'expérience accompagnée*, permet une meilleure exploitation des *expériences vécues (stage, immersion, expérience professionnelle, volontariat, bénévolat, activités de loisir,...)*. Ainsi, chaque expérience analysée et valorisée correctement, devient une ressource précieuse pour l'orientation et l'insertion professionnelle. Elle encourage à *considérer les expériences (même les plus petites) comme des ressources pour soi qui permettent de découvrir des intérêts, des valeurs, des compétences pour construire des choix professionnels cohérents*.

La plateforme permet de découvrir des secteurs d'activité, de générer des CV automatiquement et de candidater à des offres d'emploi et à des immersions en entreprise.

Un partenariat est signé entre l'association l'îlot et Diagoriente, qui une start-up d'État au service des parcours et des transitions professionnelles. Depuis 2023, Diagoriente est directement rattachée à la Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP) du Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

Pour l'évaluation des savoirs de base, 2 plateformes seront utilisées :

**La plateforme PIX** sera utilisée pour évaluer, développer et certifier les compétences numériques.

**La plateforme Eva** sera utilisée pour la réalisation d'un diagnostic simple des compétences cognitives, transversales et du niveau d'illettrisme.

L'utilisation de ces outils se fera en coordination avec l'ensemble des acteurs et plus particulièrement le SPIP (Service de Pénitentiaire d'Insertion et de Probation) dans le cadre de l'accompagnement des PPSMJ.



## Le logement d'abord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

### PLAN LDA 2

Axe 3 du PLAN LDA 2 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours ...

3.3. Appropriation du LDA par les acteurs du territoire

Proposition de fiche projet n° 23

#### Amélioration et Coordination des Accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord

PILOTE : MTPM / DDETS / CD83	FINANCEMENT AMI : 20 000 €	PRESTATAIRE PRESENTI : COLLEGE COOPERATIF
INTERET DE L'ACTION CONTEXTE PUBLICS CIBLES	<p><u>Eléments de contexte :</u> Le Plan Logement d'Abord vise à promouvoir l'accès durable au logement des personnes sans domicile et en grande précarité. Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) inclut l'objectif de mieux articuler les mesures d'accompagnement existantes et de mieux coordonner le parcours insertion et logement.</p> <p>La révision commune des règlements intérieurs des Fonds de Solidarité Logement de MTPM et du Conseil Départemental, réalisés en 2023, dans le cadre du Plan LDA avait déjà cette ambition d'amélioration commune du dispositif.</p> <p><u>Intérêt de l'action :</u> <b>Cette fiche action vise à structurer et formaliser les accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord, en accord avec les objectifs du PDALHPD.</b> Elle propose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Rechercher une meilleure lisibilité des accompagnements, de graduer l'intensité d'accompagnement, à explorer les modalités pour garantir leur individualisation et complémentarité.</li> <li>→ Promouvoir une interconnaissance et un référentiel d'intervention socio-administrative et éducative.</li> </ul> <p><b>Un prestataire expert serait mobilisé pour analyser les dispositifs existants, proposer des simplifications, et co-établir (participation) un cahier des charges et un référentiel d'accompagnement incluant des indicateurs d'évaluation.</b></p> <p><u>L'action répond aux besoins de ..... /identifiés dans différents diagnostics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diagnostic du PDALHPD</li> <li>▪ Diagnostic pendant l'ATELIER PLAN LDA 2</li> </ul> <p><u>Elle répond également aux préconisations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fiche action du PDALHPD</li> <li>▪ Des acteurs du territoire, institutionnels (DDETS, CD83, MTPM), associatifs et secteur privé du logement, de l'hébergement, de l'insertion, de la santé lors de l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain.</li> <li>▪ Des acteurs de la région PACAC lors du séminaire PLAN LDA 2.</li> </ul>	

OBJECTIFS OPERATIONNELS	<b>Rendre lisibles les multiples accompagnements.</b> <b>Assurer la complémentarité des dispositifs existants.</b> <b>Diffuser les bonnes pratiques et informations</b> à travers différents canaux. <b>Éviter les ruptures d’accompagnement</b> en formalisant les processus. <b>Individualiser les accompagnements</b> selon les besoins spécifiques.	
DESCRIPTION	<p>Faire appel à un expert en intervention sociale pour réaliser un état des lieux complet des mesures d’accompagnement existantes sur le territoire.</p> <p>Analyser les dispositifs existants, incluant les types, montants, publics cibles, modalités d’activation, et cahiers des charges actuels.</p> <p>Identifier les freins et recueillir les retours d’expériences des opérateurs et bénéficiaires.</p> <p>Proposer des mesures de simplification et établir un cahier des charges ainsi qu'un référentiel d’accompagnement incluant des indicateurs d’évaluation.</p> <p>Élaborer des propositions et des options pour chaque financeur garantissant coordination et mutualisation des ressources.</p> <p>Coconstruire un référentiel professionnel définissant les niveaux d’intensité, les publics cibles, la durée des accompagnements, et les indicateurs communs.</p> <p>Coconstruire un référentiel d’évaluation commun</p> <p>Préconiser les modalités de diffusion des bonnes pratiques et informations.</p>	
RESULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lisibilité accrue des accompagnements pour les bénéficiaires et les acteurs du territoire.</li> <li>• Réduction des ruptures d’accompagnement grâce à des processus formalisés et standardisés.</li> <li>• Accompagnements individualisés répondant mieux aux besoins spécifiques des bénéficiaires.</li> <li>• Coordination améliorée entre les différents dispositifs d’accompagnement.</li> <li>• Meilleure diffusion des pratiques et informations auprès des travailleurs sociaux et des bénéficiaires.</li> </ul>	
ETAPES DE MISE EN ŒUVRE	<u>Entre juin 2024 et 31 déc. 2024 au plus tard :</u>  .... <u>Conventionnements entre : MTPM/ ETAT/CD83</u> Démarrage de l’action au plus tard le : 1 <sup>er</sup> janvier 2025	
MOYENS NECESSAIRES/ 2025		12 à 15 journées <b>Budget estimé à : 20 000€</b>
FINANCEURS MOBILISABLES	Dans le cadre de l’AMI : Dihal	
INDICATEURS D’EVALUATION	<b>Livrables :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Groupes de Travail</li> <li>2. Entretiens individuels (grille d’entretiens et grille d’évaluation)</li> <li>3. Référentiel de bonnes pratiques</li> <li>4. 2 journées de séminaires / rencontres (interconnaissances – appropriation des travaux et /ou du référentiel)</li> <li>5. Rapport final : préconisations d’évolution des mesures</li> </ol>	

## Le logement d'abord à la Métropole Toulon Provence Méditerranée

### Plan LDA 2

Axe 2 du PLAN LDA 2 : Conforter le maintien dans le logement et prévenir les ruptures

2.2. Accompagner les transitions et prévenir les ruptures des publics spécifiques

### Proposition de fiche action n°24 :

#### Accompagnement précoce - prévention des situations de rupture

PILOTE MTPM ET DDETS	FINANCEMENT MTPM ET DDETS : 40 000 €	FINANCEMENT AMI : 0 €	<b>PORTEUR – ACCOMPAGNEMENT : ITINOVA</b> <b>LOGEMENT - BAILLEUR SOCIAL : ...</b> <b>PARTENAIRES COMPLEMENTAIRES : CMC DE LA CIA ;</b> <b>PFTA – LDA (SIAO) ; ....</b>
INTERET DE L'ACTION CONTEXTE PUBLICS CIBLES	<p><u>Eléments de contexte :</u>            Peu de sollicitations des bailleurs sociaux pour la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social liées au logement (insertion, APIL).            Délai d'ouverture de mesure pouvant dépasser actuellement les 4 mois, ne permettant pas une réactivité de prise en charge, attendues par les bailleurs.</p> <p><u>Publics fragiles identifiés :</u> ménages issus des critères du public dit prioritaire, accédant à un logement social <b>ou</b> ménages locataires du parc social rencontrant des difficultés de maintien dans son logement.</p> <p><u>Association porteuse de l'action :</u> Itinova – Pôle Logement Accompagné</p> <p><u>L'action répond aux besoins des bailleurs sociaux, identifiés dans différents diagnostics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• INSERTION : ménages présentant des fragilités dans le parcours résidentiel précédant l'entrée dans le logement social nouvellement attribué (surendettement, expulsions, logements/hébergements de transition...)</li> <li>• PREVENTION IMPAYES DE LOYER : ménages ne répondant pas aux sollicitations du BS dans le cadre du pré contentieux</li> </ul> <p><u>Elle répond également aux préconisations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des acteurs du territoire, institutionnels (DDETS, CD83, MTPM), associatifs et secteur privé du logement, de l'hébergement, de l'insertion, de la santé dans le cadre de l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain.</li> <li>▪ Des acteurs de la région PACA lors du séminaire PLAN LDA 2.</li> </ul> <p>→ <b>L'action sera la partie expérimentation, en lien avec l'action 23 Amélioration et Coordination des Accompagnements dans le cadre du Plan Logement d'Abord</b></p> <p><b>MESURE EXPERIMENTALE : PREVENTION DES SITUATIONS DE RUPTURE</b>            Le calibrage de l'accompagnement est expérimental : c'est une forme d'aller vers qui est plus qu'un accompagnement de type AVDL classique et moins qu'un accompagnement de type Hors les murs ou Equipe Mobile prévention des expulsions.</p>		

	<p>Cette expérimentation répond au besoin d'accompagnement des ménages présentant des fragilités pour lesquelles l'accompagnement peut permettre d'éviter une situation de rupture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Si elles sont diagnostiquées par le bailleur au moment de l'attribution du logement (ASLL BS - Insertion)</li> <li>→ si elles sont repérées par le BS (service social intégré et/ou contentieux) dans le cadre de l'échec des actions pré-contentieuses. (ASLL BS – APIL)</li> </ul> <p>Elle répond au besoin d'un accompagnement complémentaire aux actions réalisées par les services contentieux en renforçant la démarche d'aller-vers et en impliquant l'organisme tiers (l'association) dans la résolution des problématiques.</p>
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sécuriser l'accès au logement social</li> <li>2. Favoriser le maintien dans le logement social des publics les plus fragilisés</li> <li>3. Accompagner les ménages locataires du logement social en impayés de loyer (dans les conditions du RI du FSL)</li> </ol>
DESCRIPTION	<p>Les mesures ASLL-BS prendront la forme d'un accompagnement individualisé contractualisé. L'objectif est de répondre aux besoins de la personne selon la problématique repérée :</p> <p><b>ASLL BS – INSERTION</b> lors de la signature du bail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparer l'entrée dans le logement avec la personne accompagnée</li> <li>• Faciliter et Accompagner l'installation du ménage dans le logement</li> <li>• Soutenir lors de l'ouverture des compteurs énergie et dans la souscription aux différents abonnements</li> <li>• Solliciter les aides financières (FSL, Chèques énergies, APL ...)</li> <li>• Action éducative liée à la gestion du budget familial</li> <li>• Accompagner à la découverte et à l'appropriation des environs</li> <li>• Renforcer l'apprentissage des droits et devoirs du locataire</li> </ul> <p><b>ASLL BS - APIL <i>Accompagnement à la prévention de l'impayé locatif</i></b> dans le cadre d'un impayé de loyer (critères du FSL Maintien) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une médiation avec le bailleur</li> <li>• Mettre en place une action budgétaire pour le maintien dans le logement</li> <li>• Permettre la reprise du paiement du loyer résiduel</li> <li>• Solliciter des aides financières (FSL, FSE, action logement, CCAS...)</li> <li>• Permettre la réouverture des droits à l'aide au logement (CAF, MSA)</li> <li>• Traiter les difficultés locatives et solliciter les partenaires adéquats sur toutes les thématiques de la vie quotidienne</li> </ul> <p>Chaque mesure fera l'objet d'un premier rendez-vous de diagnostic. A l'issue de ce diagnostic permettant de valider ou refuser la mesure, un projet personnalisé d'accompagnement (PPA) sera corédigé avec le ménage, présentant les objectifs de la mesure. Ce PPA est signé par le travailleur social et le ménage.</p> <p>Ces mesures sont réalisées par mandat de 3 mois, renouvelable dans la limite de 12 mois.</p> <p>La relation avec le bailleur sera maintenue en permanence pour suivre l'évolution de la mesure.</p>

	<p><u>Orientations possibles (déclenchement de la mesure par) :</u>  Le déclenchement de la mesure s'effectue par le bailleur, lors de l'attribution effective du logement pour la mesure INSERTION (Commissions Attribution Logement et Commission Métropolitaine de Coordination-CIA).  Le déclenchement de la mesure APIL s'effectue, par le bailleur, dans les conditions du RI du FSL : dette inférieure à 4000€ - antériorité de la dette inférieure à 24 mois).</p> <p>Les <b>domaines d'interventions</b> de l'équipe sociale du PLA, sont spécifiquement liés au logement :</p> <p><b>Financier</b> : Aide à la gestion budgétaire, apprentissage des différents modes de paiement, mise en place d'une épargne, permettre l'ouverture des droits, répondre aux besoins primaires (orientation vers le caritatif), constitution des dossiers de surendettement (en lien avec le service contentieux du bailleur), constitution des dossiers FSL, FSE, impôts, traitement du Supplément Loyer Solidarité (SLS).  Orientation vers les partenaires (AEB, points conseil budget, mesures d'aide à la gestion).</p> <p><b>Insertion professionnelle</b> : Accompagner vers les partenaires de l'emploi (France Travail, CEDIS, Mission locale, CAP emploi, chantier d'insertion, intérim...). Orienter vers les dispositifs FLE, apprentissage de la langue.</p> <p><b>Appropriation du logement et du quartier</b> : informations, accompagnement à la découverte des services sur le secteur du logement. Orientation vers un chantier d'auto-réhabilitation accompagnée.</p> <p><b>Logement</b> : Accompagnement éducatif en adéquation avec le principe du « savoir habiter » (gestion du logement, intégration de l'environnement dont le respect du voisinage...).</p> <p>Travailler le « savoir occuper » et le « vivre ensemble » : respect des règles, de la communauté, de la Loi. Permettre de s'approprier les principes des droits et devoirs d'un locataire.</p> <p><b>Justice</b> : accompagnement sur les différentes démarches juridiques en lien avec le logement. Orientation envisageable sur les permanences d'accès aux droits.</p> <p>Notre compétence dans <b>la démarche d'aller-vers</b> demeure un des principes fondamentaux de l'accompagnement lié au logement.  Cette démarche d'aller vers rompt avec l'idée que l'intervention sociale ferait systématiquement suite à une demande exprimée. Elle permet donc d'intégrer dans les pratiques les situations de non-demande et engage les professionnels à se situer dans une pratique pro active pour entrer en relation, la consolider.  La sollicitation des mesures ASLL-BS pourront donc être faites, sans l'accord préalable du ménage, sur les éléments de diagnostic du bailleur.  L'équipe en charge de la mesure mettra en œuvre l'ensemble des moyens à notre disposition pour entrer en contact et favoriser l'adhésion.</p>
ETAPES DE MISE EN ŒUVRE	<p><u>Entre juin 2024 et 31 déc. 2024 au plus tard :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➡ Mise en œuvre du premier comité de pilotage : temporalité de suivi du projet et des mesures à définir et organisation de l'action</li> <li>➡ Affiner les critères des ménages pouvant être orientés (en sus des critères évoqués précédemment)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Présentation des mesures aux bailleurs sociaux : chargés de clientèle, chargés de contentieux, équipes sociales</li> <li>➤ Création d'une fiche de saisie ASLL bailleurs</li> <li>➤ Création des outils de suivi</li> <li>➤ Mise en place d'un comité de suivi des mesures inter bailleurs</li> </ul> <p><u>Conventionnements entre :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. MTPM et ITINOVA</li> <li>2. BS et MTPM</li> </ol> <p>Démarrage de l'action avec 20 mesures au plus tard le : 1<sup>er</sup> janvier 2025</p>	
MOYENS NECESSAIRES POUR 2025 ET ECHEANCES	<b>Sur 12 mois Exercice 2025</b>	Coût de la mesure : 2800€ Nombre de mesures pour l'expérimentation : 14 en file active. Soit 40 000 €
FINANCEURS MOBILISABLES	DDETS : à préciser MTPM : à préciser <i>Sans demande de financement AMI</i>	
INDICATEURS D'EVALUATION	<p><b>Indicateurs qualitatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Enquête de satisfaction bailleurs</li> <li>➤ Enquête de satisfaction ménages accompagnés</li> <li>➤ Comités de suivi</li> <li>➤ Comité de pilotage</li> </ul> <p><b>Indicateurs quantitatifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'orientations</li> <li>➤ Nombre de contacts positifs</li> <li>➤ Nombre de visites à domicile réalisées</li> <li>➤ Durée des mesures sollicitées</li> <li>➤ Nombre de reprise de paiements du loyer</li> <li>➤ Nombre de plans d'apurement signés</li> <li>➤ Nombre de dettes apurées ou en cours d'apurement</li> <li>➤ Nombre de FSL Maintien sollicités / accordés</li> <li>➤ Nombre de médiations locataires/bailleurs</li> <li>➤ Nombre de procédures contentieuses classées par le bailleur</li> <li>➤ Nombre d'arrêts de mesures pour non-adhésion</li> </ul>	
POINTS DE VIGILANCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réflexion et validation, de manière collégiale, des critères du public pouvant être orientés ou pas sur ce type de mesure. Par exemple, situation Diogène, pathologie psychiatrique...</li> </ul>	